

Plusieurs centaines de morts en Colombie après le tremblement de terre

LIRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,60 dir.; Tunisie, 300 m.; Allemagne, 1,60 DM; Autriche, 15 sch.; Belgique, 25 fr.; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA; Danemark, 6,50 kr.; Espagne, 100 pes.; E.-U., 36 c.; Grèce, 50 p.; Irlande, 66 dr.; Italie, 80 p.; Israël, 1.200 l.; Liban, 350 P.; Libye, 0,350 DL; Luxembourg, 27 F.; Norvège, 6,00 kr.; Pays-Bas, 1,75 fl.; Portugal, 60 esc.; Roumanie, 225 F CFA; Suède, 7,75 kr.; Suisse, 1,40 l.; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 2
5, RUE DES ITALIENS
75247 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 658572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Washington accentue sa pression sur Israël

Pessimisme à Amman

La participation de la Jordanie aux négociations de paix sur le Proche-Orient, sans qu'Israël se montre prêt à se retirer des territoires occupés, constituerait tout simplement un acte de suicide. Ces propos tenus à Amman par le prince héritier Hassan de Jordanie, au lendemain de l'arrivée dans la capitale jordanienne de M. Yasser Arafat pour des entretiens qualifiés de « décisifs », reflètent le pessimisme des dirigeants jordanien sur l'avenir du plan Reagan.

Le roi Hussein avait affirmé, il y a quinze jours, à Londres, qu'il ferait savoir à l'issue de ses entretiens avec M. Arafat s'il participera ou non aux négociations sur le Proche-Orient. Estimant que le temps pressait et que l'« intransigeance israélienne » risquait de dresser de « redoutables obstacles sur la voie de la paix », le souverain jordanien avait souhaité une plus grande fermeté de la part de Washington à l'égard de Jérusalem.

Le souverain jordanien n'a jamais caché qu'il lui était très difficile de se rallier au projet Reagan tant que persistait l'occupation israélienne du Liban. C'est donc apparemment pour inciter le roi Hussein à une plus grande souplesse que le président Reagan a indiqué jeudi que les soixante-quinze chasseurs-bombardiers F-16 supplémentaires demandés par Israël ne pourraient être livrés avant le retrait des forces israéliennes. C'est la première fois que le président américain lie aussi clairement la livraison des F-16 à une éventuelle évacuation du Liban.

L'attitude des dirigeants américains est d'autant plus grande que, avec l'échec de la dernière mission de M. Philip Habib, les pourparlers israélo-libanais sont pratiquement revenus au point de départ. Les entretiens achoppent toujours sur la formulation d'un compromis entre la souveraineté du Liban et les garanties exigées par Israël pour la sécurité de sa frontière nord.

On a de plus en plus l'impression à Washington que les Israéliens cherchent à ce propos une mauvaise querelle. Les dirigeants américains ont très mal accueilli le récent rejet par M. Begin de la proposition de M. Reagan de « garantir » la frontière nord d'Israël. Tout semble indiquer que Jérusalem n'abandonne pas ses exigences de sécurité que pour mieux ériger un retranchement du Liban qui couvrirait la voie à une participation du roi Hussein au processus de paix suggéré par le président Reagan.

Reste à savoir si la sentence que le président américain vient d'adresser à Israël suffira à convaincre le roi Hussein que la politique de Washington au Proche-Orient est devenue plus « crédible ». Les Arabes en général, et le roi Hussein en particulier, s'attendent de la part des États-Unis à une démarche plus concrète et se rappellent qu'il y a encore dix jours le Pentagone a annoncé son intention de vendre à Israël deux cents missiles air-air Sidewinder, pour une somme de 16 milliards de dollars. De même, il n'y a pas que le Liban qui constitue, selon le souverain jordanien, un obstacle sur la voie d'une paix honorable. Il y a également et surtout le problème de la politique de colonisation intensive de la Cisjordanie poursuivie par Jérusalem, malgré les mises en garde de Washington. Il s'agit là pour le roi Hussein d'un grave péril qui risquerait, selon lui, de vider la négociation de toute substance si rien n'était fait pour mettre un frein à la politique d'implantation israélienne dans les territoires occupés.

sur Israël

Arrivé jeudi après-midi 31 mars à Amman, le président du comité exécutif de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, qui aura avec le roi Hussein des entretiens dont dépendra l'avenir de la paix au Proche-Orient, n'avait pas encore été reçu vendredi en fin de matinée par le souverain jordanien.

À Los Angeles, le président Ronald Reagan a annoncé jeudi que la livraison à Israël de soixante-quinze chasseurs-bombardiers F-16 ne pourrait avoir lieu comme prévu tant que l'armée israélienne n'aura pas évacué le Liban.

De notre correspondant

Jérusalem. — La dernière et très ferme mise en garde soviétique à propos d'une éventuelle attaque israélienne contre la Syrie ne doit pas être prise « à la légère », mais il n'y a pas lieu de « s'en formaliser outre mesure ». M. Begin a fait cette déclaration le 31 mars et a ainsi réitéré l'option de la plupart des dirigeants politiques israéliens et des commentateurs de la presse dont les premières appréciations de l'avertissement lancé par Moscou se confirment : l'attitude actuelle de l'U.R.S.S. est avant tout dictée par une volonté d'effectuer un retour en force sur la scène politique au Proche-Orient plutôt que par un souci de prévoir réellement un conflit entre Israël et la Syrie, car ce risque, affirme-t-on à Jérusalem, n'est pas plus grand maintenant qu'il ne l'a été lors des précédents.

Israël n'a pas l'intention de mener une opération militaire contre la Syrie », a déclaré le premier ministre en soulignant que les allégations soviétiques à ce sujet sont sans aucun fondement. M. Begin n'a-t-il pas voulu cependant signifier à Krenin que son gouvernement prenait quand même bonne note de la mise en garde ?

FRANCIS CORNU.
(Lire la suite page 3.)

L'AGGRAVATION DE LA MARÉE NOIRE DANS LE GOLFE

Les Émirats menacés lancent un appel à l'aide internationale

LIRE PAGE 23

M. Mauroy annonce aux députés socialistes

« un combat de plus en plus rude »

M. Mauroy a achevé vendredi 1^{er} avril ses entretiens avec les députés socialistes, le dernier rendez-vous étant prévu pour le 4 avril avec la C.G.F.M.E. À leur sortie de Matignon, jeudi soir, les représentants de la C.G.C. n'ont pas caché leur déception. Le lendemain, au cours d'une conférence de presse, ils ont confirmé leur menace d'organiser des actions nationales pour protester contre certaines dispositions du plan de rigueur.

Devant les députés socialistes, le premier ministre a déclaré que les mesures prises restaient sélec-

tives et protégeaient les plus défavorisés. Il a annoncé que « le combat serait de plus en plus rude au fur et à mesure que [le gouvernement] avancera dans son action et dans les réformes ».

De son côté, M. Jacques Delors a confirmé jeudi la demande de la France à ses partenaires européens pour un emprunt de 4 milliards d'ECU (26,8 milliards de francs) dans le cadre des mécanismes communautaires créés au lendemain du premier choc pétrolier.

La rigueur dans la démonstration

Parce que le rétablissement du commerce extérieur de la France est devenu le problème numéro un de l'équipe au pouvoir, parce que cette « ardente obligation » va placer la gauche dans une situation très difficile vis-à-vis de son électorat, contraint de supporter les dures réalités de la rigueur, M. Delors rejette depuis quelques jours dans les explications qu'il fournit de nos informations la plupart des responsabilités sur le dollar et les gouvernements précédents.

Interrogé par les journalistes d'Europe 1, le ministre de l'économie et des finances a déclaré que le redressement national était rendu indispensable par le lent déclin industriel de la France depuis dix ans, par le fait aussi que rien n'avait été accompli après le second choc pétrolier pour en compenser les effets sur l'économie, soit en achetant moins, soit en vendant plus, et par le fait enfin de la hausse du dollar qui nous a coûté l'an dernier 25 milliards de francs de plus d'importations.

Les effets de la folle montée du dollar sont évidents. Encore faudrait-il admettre deux choses lorsqu'on évoque cette excuse. La première est que les gouvernements précédents ont dû absorber eux aussi des chocs de même nature, plus importants même : en 1974, puis en 1979, avec les brusques renchérissements du pétrole. La seconde est que des pays à monnaie forte, comme la R.F.A., y ont beaucoup mieux résisté, comme le prouvent les formidables excédents commerciaux dégagés outre-Rhin (l'équivalent de 150 milliards de francs en 1982, malgré un tourisme fortement déficitaire).

Restent les causes proprement françaises qui rendent le redressement national indispensable. M. Delors parle du lent déclin industriel de la France. Comme il le dit de façon abrupte, il donne l'impression que rien n'a été fait dans ce vaste domaine depuis la mort de Georges Pompidou, en 1974. Le sujet vaudrait de longs développements, de complexes analyses. Mais tel qu'il est formulé, le jugement de M. Delors est beaucoup trop catégorique. Chacun sait que des faiblesses évidentes coexistent avec de non moins évidents points forts : nucléaire, aéronautique, télécommunications, transports... La commission Bloch-Laisné, à laquelle M. Mauroy avait demandé de dresser un bilan de l'état de la France, avait souligné qu'en matière d'industrie il était très délicat de porter un jugement, du fait de la complexité du tissu économique d'un pays développé, du fait aussi de la diversité des orientations des entreprises. La commission avait cependant montré plusieurs choses : l'effort d'adaptation à la nouvelle donne depuis 1974, les efforts peut-être excessifs faits par l'État pour aider les secteurs en déclin plutôt que pour aider les industries de demain, reconnues tardivement indispensables à notre vitalité économique, sans complaisance, mais jugements nuancés.

ALAIN VERMHOLES.

(Lire la suite page 6.)

DANS « LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME »

Pour ne pas perdre au change

Les dépêches de nos correspondants en France et à l'étranger sur les conséquences prévisibles des limitations de sorties de devises

(Lire pages 9 à 11)

M. GILBERT TRIGANO invité du « Grand jury R.T.L. - le Monde »

M. Gilbert Trigano sera l'invité du « Grand jury R.T.L. - le Monde », dimanche 3 avril, de 18 h 15 à 19 h 30. Le P.D.-G. du Club Méditerranée sera interrogé par François Grenier et Alain Rollat, du Monde, et par Jean-Yves Hollinger et Gilles Leclerc, de R.T.L. ; le débat étant dirigé par Henri Marquet.

LA STRATÉGIE DU TEMPS DE TRAVAIL

« Patrons exotiques » et poissons-pilotes

Pas de travail. Trop de travail. La dichotomie absurde éclate dans nos sociétés. Chômage d'un côté, occupation contrainte de l'autre que l'on peut difficilement qualifier de son gré, alors que la plupart des professions ne requièrent plus d'horaires « militaires ». Puisque les syndicats n'ont plus beaucoup de chats à fouetter du côté des augmentations de salaires, dans un pays qui doit servir tant qu'il le peut les besoins du plan de rigueur, que ne se préoccupe-t-on davantage à l'application des lois Auroux,

par PIERRE DROUIN

de la revendication du « temps choisi » ? Elle est plus pressante qu'on veut bien le dire. Sans doute, le travail à mi-temps qu'entraîne la suppression de la moitié du salaire est encore une demande de luxe. Si l'on regarde un échantillon récent de l'étude dans la fonction publique, celui des « Services extérieurs du Trésor (1) », on se rend compte que 25 % environ des agents, qui ont opté pour le travail à temps partiel, ont choisi de réduire leur activité de 50 %, alors que la plus grosse partie (54 %) ont préféré ramener seulement à 80 % du total leurs temps de présence. Dans cette dernière catégorie, le choix porte essentiellement sur le mercredi libre (jeunes agents de sexe féminin et chargés de famille).

Autre constatation : le succès du travail à temps partiel est d'autant plus prononcé que l'on descend dans la hiérarchie : réduit parmi les cadres de catégorie A du fait de l'exclusion des comptables et de la difficulté de concilier les responsabilités de chef d'un service et un temps partiel, plus important au niveau de la catégorie B (8 %) et de la catégorie C (14 %).

Et du côté des entreprises privées ? Les dirigeants font beaucoup plus le lien aujourd'hui entre l'efficacité de la gestion et l'amélioration des conditions de travail. Changement de décor assez remarquable qui peut s'expliquer par plusieurs raisons. Dans un temps de disette financière, il faut tirer le meilleur parti de la ressource humaine, et l'expérience a largement prouvé (au Japon, aux États-Unis, en Allemagne) que ce n'est pas du côté d'une sorte de néotaylorisme qu'il fallait se

tourner, mais, au contraire, imaginer une meilleure répartition des tâches. Tendance favorisée aussi par les comportements des jeunes, moins motivés par le travail salarié, répétitif, hiérarchisé et malgré d'énormes retards, ayant poussé un peu plus avant leur instruction que leurs aînés.

(Lire la suite page 21.)

(1) « Vers le temps choisi II », Revue Échange et projets, n° 32, décembre 1982.

Manufrance de nouveau en sursis

de nouveau en sursis

Manufrance est au milieu du gué, en déficit important et sans trésorerie. Les banques refusent désormais d'honorer ses factures. Le nouveau maire de Saint-Etienne, M. François Dubanchet (U.D.F.-C.D.S.), a déclaré, mardi 29 mars, qu'elle n'avait plus « que quelques semaines à vivre ».

Une réunion est prévue mercredi 6 avril, à Paris, entre ses dirigeants, les banques et les pouvoirs publics, pour modifier le plan de restructuration décidé en avril 1982 et qui n'a pu être respecté. La coopérative accepterait une réduction de ses effectifs, mais demande une aide de 40 millions de francs qui doit s'ajouter aux 170 millions prévus.

De notre envoyé spécial

Saint-Etienne. — « Encore les Manu ! ». Les Stéphanois en ont un peu assez de ces ouvriers, cégétistes pour la plupart, qui, depuis huit ans, occupent les rues, les usines et les gros titres des journaux. Pendant la campagne électorale, Manufrance est encore revenue en trop bonne place dans les arguments des candidats à la mairie. M. Joseph Sanguédoles, maire communiste sortant, et M. François Dubanchet (U.D.F.-C.D.S.), avec un style évidemment sans nuance : « Une réussite exemplaire face aux capitalistes qui ont coulé Manufrance », pour l'un ; « une tricherie totale, une entreprise complètement artificielle », pour l'autre. Bref, affaire politique depuis huit ans, Manufrance le restait et le reste.

Vainqueur des élections, M. Dubanchet devait relancer la polémique mardi 29 mars, à l'occasion d'une conférence de presse. « Manufrance, s'il est déclaré, dans la situation actuelle, devra encore quelques semaines. Son chiffre d'affaires total ne couvre pas la moitié de sa masse salariale » (le Monde du 31 mars).

ÉRIC LE BOUCHER.
(Lire la suite page 22.)

AU JOUR LE JOUR

Progrès

Une équipe de médecins de San-Francisco a déposé des réserves d'ingénierie technique pour aboutir à la naissance d'un enfant dont la mère était en coma dépassé depuis deux mois. Cet accouchement post mortem, variante de l'acharnement thérapeutique, suscite déjà la louange des moralistes spécialisés dans le « respect de la vie ».

Quelle formidable avancée, en effet, pour la science, que d'être parvenue à fabriquer un orphelin dans un corps mort !

BRUNO FRAPPAT.

WIFREDO LAM AU MUSÉE D'ART MODERNE

Fiévreux tropiques

Voici Wifredo Lam, avec son petit monde de démons de la forêt afro-cubaine. L'exposition nous arrive de Madrid. Comme le peintre qui était venu pour la première fois à Paris en 1937, encore inédit et en quête de lui-même. Aujourd'hui, son parcours est accompli. L'œuvre qu'on n'a jamais vu voir que par bribes est là en son entier, avec des tableaux prêts par le musée de La Havane qui s'ajoutent à ceux venus d'Espagne.

Né à Cuba en 1902, dans une petite ville de l'intérieur, Sagua-la-Grande, d'une mère mulâtre et d'un père chinois, Lam a passé son enfance dans l'île des Caraïbes, sa jeunesse en Espagne et sa maturité en France. Tard venu au surréalisme, il y occupe néanmoins une place originale et en a, dans une certaine mesure, renouvelé l'imagerie. Il lui a suffi d'aller goûter les esprits des forêts, la faune et la flore des démons tropicaux, puis de les percer du manteau de la modernité géométrique post-cubiste. Mais long a été

son trajet, ayant au cours de sa « gou-rrou » un sorcier nommé Picasso, qui avait fait de la statue nègre sa chose. Comment pouvait-il lui reprendre un peu de ce feu original, lui, le Cubain, un peu noir, un peu chinois ? La rapt s'est accompli dans l'espace nocturne de la forêt primordiale et dans ses glauques marécages.

Cette « jungle », Wifredo Lam ne l'a vue en vérité qu'assez tard, lors d'un voyage dans le Mato-Grosso brésilien. A Cuba où les tropiques sont tristes, il y a surtout des champs de canne à sucre baignés de sueurs et cliquetants du bruit des machettes des coupeurs. Sa « jungle », Wifredo Lam l'a inventée à partir de ses fantasmes de l'enfance. C'était le seul territoire où il pouvait régler son combat d'homme du tiers-monde dans le champ de l'avant-garde artistique.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 14.)

une approche rationnelle du sionisme en Israël

ALAIN FINKIELKRAUT LA RÉPROBATION D'ISRAËL

BIBLIOTHEQUE MEDIATIONS
denoël/gonthier

Le Monde

idées

Pâques

Il n'est pas nécessaire d'avoir la foi pour apprécier la signification de Pâques, estime Henri Fesquet, qui voit dans l'événement une occasion privilégiée de sonder l'énigme du temps. L'Année sainte, décidée par le pape Jean-Paul II, vient de s'ouvrir, et c'est l'occasion pour Georges Hourdin de rappeler la nécessité de la pauvreté et d'imaginer une autre manière de gérer les finances du Vatican. Du côté d'Israël, Pâques représente pour Yehoshua Rash une leçon de liberté — qui doit être méritée — et de justice, qui doit être opiniâtrement assurée pour autrui.

L'Église catholique et la pratique de la pauvreté

par GEORGES HOURDIN

Je me trouvais en Italie quand Jean-Paul II annonça l'ouverture en mars 1983 d'une Année sainte. Le Christ mourut il y a mille neuf cent cinquante ans. Il s'agit de célébrer cet anniversaire.

La nouvelle étonna certains informateurs religieux que je rencontrai. Un autre anniversaire, celui de la naissance de saint François venait de s'achever. Il avait déversé sur l'Italie trois millions et demi de pèlerins. Une Année sainte avait lieu il n'y a pas si longtemps. Il ne semblait pas nécessaire de recommencer si vite. Mes interlocuteurs voyaient bien par contre l'intérêt politique d'un tel geste. L'Année sainte va faire déferler sur la péninsule une énorme masse de dévotionnaires. L'arrivée opportune de cette manne facilitera le dialogue entre le Vatican et l'Etat italien, au moment où ce dernier rend en partie responsables du déficit énorme causé par la faillite de la banque Ambrosiano Mgr Marcinkus et l'Institut des œuvres de religion.

Le christianisme est, de tous les monothéismes, la seule religion qui, en même temps, est engagée dans la transformation du monde. Il suppose donc, à côté des assemblées chrétiennes de base ou des ordres religieux, l'existence de lourdes structures qui, au cours des siècles, furent plus ou moins étroitement mêlées aux structures temporelles profanes. Lorsqu'elles s'identifièrent, et elles le firent pendant treize siècles, le catholicisme donna naissance à une forme de société, la chrétienté, qui a marqué la civilisation occidentale d'une marque indélébile. Aujourd'hui, les structures religieuses et profanes ont pris, chez nous, de la distance.

Le domaine temporel a conquis son autonomie. Les sociétés occidentales se sont sécularisées. La crise que l'Église connaît depuis le seizième siècle provient sans doute de cette modification dans les rapports entre structure religieuse et structure profane. Il n'en reste pas moins que l'Église chrétienne catholique est une Église fortement hiérarchisée, dotée de lois, d'un gouvernement, d'administrations nombreuses dont le siège est au Vatican, petit État de 40 hectares, situé dans Rome, devenue la capitale politique de l'Italie depuis 1870.

Comme un grand coquillage

Lorsque nous examinons notre Église, nous voyons donc qu'elle se présente à nous comme un grand coquillage. Sa forte carapace protège ce bruit de l'infirmité qui émane d'elle lorsqu'on écoute avec amitié et attention son message d'absolu. Les hommes responsables de la hiérarchie et du gouvernement de l'Église ne peuvent pourtant pas être exemptés de la pratique de la pauvreté. Au lieu de protéger le message dont ils sont porteurs, ils l'offusqueraient alors. Comment faire ? A quelles règles les soumettre alors qu'ils manient chaque jour, des sommes considérables ? Existe-t-il une réponse à cette question qui est fondamentale ? Certes, mais les responsables du Vatican ont jusqu'ici refusé de l'admettre.

Pendant des siècles, l'Église a été gouvernée comme une monarchie absolue. Les ruptures avec le protestantisme, la séparation d'avec Lamennais ont leur origine dans la façon dont l'infirmité pontificale était pratiquée. La primauté spirituelle de l'évêque de Rome couvrait et couvrait encore tous les excès de l'administration ecclésiastique.

Paul VI était soucieux de cette situation. En 1967, il a créé une pré-

fecture des affaires économiques du Saint-Siège dans le but de clarifier le problème budgétaire de l'Église. En 1981, Jean-Paul II a créé une commission de quinze cardinaux, tous archevêques et chefs de diocèse, pour l'aider dans la gestion des ressources de l'Église.

En novembre 1982, le pape actuel a franchi une étape nouvelle lors de la réunion exceptionnelle du collège des cardinaux. Il a livré à l'opinion publique, pour la première fois de l'histoire de l'Église, le montant des recettes perçues par le Vatican au nom de ce qu'on appelle le denier du culte, il a levé une part du voile qui cache le secret de l'administration du Vatican. Il a dit en termes excellents que l'Église romaine ne peut pas vivre grâce aux bénéfices réalisés par des banques ou des spéculations financières. Elle doit faire appel seulement aux dons des fidèles et, s'il existe des dépenses exceptionnelles à couvrir, c'est la générosité des chrétiens qui doit encore permettre d'y faire face. Ces décisions sont importantes. Je ne les crois pas suffisantes. Il est donc indispensable d'envisager un autre système.

Un projet de budget sera établi par les services du Vatican. Il sera soumis à une commission permanente désignée par le synode des évêques, devenu lui-même permanent et qui se réunira chaque année pour le voter. Chaque diocèse de l'Église universelle devra fournir une partie des recettes en fonction de ses propres ressources et du nombre de chrétiens pratiquants qu'il groupe. La commission permanente du synode contrôlera les dépenses, l'exécution du budget et présentera chaque année un rapport sur l'utilisation des recettes.

Ces mesures doivent changer la face de l'Église. Elles atteignent le but principal qui est d'obliger le pape et les hauts dignitaires à la pauvreté, c'est-à-dire à la déposition d'un pouvoir exercé jusqu'ici sans contrôle. Ce pouvoir doit aujourd'hui être partagé. Le siège administratif de l'Église, son gouvernement, ne peuvent vivre sans ressources. Ce sont les ministères, les missions de fond, le pape et les chefs des diocèses doivent alors renoncer au pouvoir discrétionnaire qu'ils exercent jusqu'ici en matière financière. Ce projet a été réalisé en 1979-1980 dans les pays de l'Europe occidentale et il a donné naissance aux règles juridiques des grandes démocraties. Le pape et ceux qui l'entourent doivent accepter les contraintes auxquelles les autres chefs de gouvernement sont soumis. Ce sera leur manière à eux de pratiquer l'esprit de pauvreté.

Le rendez-vous du présent

par HENRI FESQUET

FÊTE de la présence de Jésus après sa mort, Pâques offre aux croyants comme aux incroyants, aux philosophes comme aux hommes de la rue, une occasion privilégiée de sonder l'énigme du temps. Fondé sur l'incarnation, le christianisme se trouve à la charnière du temps et d'un ailleurs. Le Christ a traversé au pas de chasseur les trois années de sa vie publique et le présent insolite de Pâques. Il proclame sa double destinée : « Je suis avec vous tous les jours jusqu'à la fin du monde » (Matthieu 28, 20), mais aussi : « Je retourne auprès du père » (Jean 16, 28).

Il n'est pas nécessaire d'avoir la foi pour entrevoir la signification de cette double mission. L'une et l'autre se déploient dans des directions qui se valorisent mutuellement : la temporalité et l'intemporalité — un pas à la manière du relief stéréoscopique. A négliger la première ou la seconde, l'homme s'amoindrit. La croix exprime ce recoupement de l'horizontal et du vertical. L'homme aspire à s'élever dans « l'en avant » et « l'en haut », c'est-à-dire dans sa vie terrestre et dans une éventuelle survie.

Pâques a bousculé les données habituelles du temps. Jésus serait plus au moins tombé dans l'oubli si ses disciples n'avaient vécu — et eux seuls — l'expérience décisive des apparitions, quelle que soit la nature de ces phénomènes troubles et troublants qui défient l'analyse.

Mais à les prendre tels qu'ils sont décrits et, par-dessus tout, à considérer les fruits qu'ils ont portés, le présent pascal a agi comme un détonateur. Ce Jésus assis au bord du sépulcre, puis accostant, entre autres, les disciples d'Emmaüs, n'est pas, dans un premier temps, facile à identifier, car il est transfiguré. Le passé et l'avenir se télescopent dans un présent mystérieux en communication avec un autre monde. Si illusion il y a eu, n'en demeure pas moins un fait massif et incontestable : la naissance d'une nouvelle religion qui a défié les siècles.

Le Christ de l'évangile n'a pas seulement vaincu la mort, mais aussi le temps. Et l'espace. Il a fait éclater les frontières du présent. Les disciples en ont tiré les conséquences en allant annoncer partout la Bonne Nouvelle. Du coup la foi chrétienne, qui a failli être morte-née, s'est propagée comme une traînée de poudre.

Pour éviter toute équivoque, certains préfèrent parler d'« exaltation » de Jésus plutôt que de résurrection, car il ne s'agit évidemment pas de la réanimation pure et simple d'un cadavre, prodigieuse et forcément provisoire. Le Christ pascal, lui, appartient à un ailleurs indéfinissable qui avait été fréquemment évoqué durant sa vie publique, et qui, tout à coup, prend pour ainsi dire corps aux yeux de la foi.

Présence totale

C'est pourquoi le présent de Pâques ne ressemble à nul autre. Il est chargé du message qui l'a précédé, mais plus encore d'une échappée mystique dont la seule fin est de galvaniser les premiers chrétiens. La puissance de séduction de la religion de Jésus repose sur ce recoupement de l'histoire et de la transhistoire, de l'instant et de la durée ou, pour mieux dire, de l'éternité.

Pâques va contribuer à renouveler pour tout homme, quel que soit son Credo, le sens du temps qui se situe dans le prolongement de l'Ancien Testament. Se trouve brossé le caractère cyclique du temps cher au paganisme. D'ores et déjà, le fil de l'avenir perce l'inconnu. Le cercle de fatalité est rompu. L'idée de progrès s'affirme. Le messianisme débouche l'univers religieux. C'est devenu un truisme de le remarquer, le socialisme ressemble à une hérésie chrétienne ; le juif Marx portait en lui les traces d'un messianisme.

En projetant une lumière crue sur les possibilités du temps, Pâques fait éclater les limites du présent et charge l'avenir d'espérance. Il donne un sens nouveau à l'histoire, « machine à faire des dieux » (Bergson aussi était juif).

Le présent est le meilleur moyen de communiquer avec soi, avec autrui, avec le monde. Obsédés par leurs difficultés antérieures et tiraillés par leur souci de lendemain, ceux qui se refusent à vivre l'instant offrent un visage triste et absent ; ils sont dénués d'humour. Leur faculté d'écoute est faible. Ils sont prisonniers d'eux-mêmes et ont peur de leur avenir. Ils ratent le rendez-vous du présent qui seul pouvait leur apprendre quelque chose de neuf et dénouer leur anxiété.

L'attachement au passé devient morbide lorsqu'il est exclusif. Être

incapable de « faire son deuil » lorsqu'on a perdu un être cher, c'est devenir imperméable à l'actualité. Le présent peut aussi être gâché par l'idée fixe de l'avenir. Ainsi, les illuminés ivres de violence et d'irréalisme, impitoyables pour leurs contemporains sous prétexte d'accoucher une nouvelle société. Et pourtant, sacrifier les hommes d'aujourd'hui pour mieux faire le bonheur des générations à venir est insensé.

Les termes de présence et de présent sont étrangement identiques et celui de présent signifie aussi cadeau. Il n'est pas de plus beau cadeau que l'instant imprégné par le passé et comme aspiré par les promesses du futur. Toute une vie peut culminer dans un seul instant. C'est dans l'amour que se révèlent le mieux les virtualités du présent. La « présence totale » détruit la solitude, elle instaure aussi une communion universelle qui semble abolir les dimensions du temps. Si les grands mystiques apparaissent comme des experts de l'amour, c'est parce qu'ils ont eu accès à une certaine intimité avec leur Dieu, source d'amour, et parce que le sujet de cet amour transcende le temps.

Élargir le champ du désir

Le présent mérite d'être cultivé et aimé. Il est indispensable à l'équilibre mental. Sa préciosité même lui donne sa valeur. Sa force créatrice réside dans son indétermination. Il libère l'homme. Seul le présent est chaud, vivant, généreux, pour peu qu'on soit attentif à ses possibilités. Il est notre chair. Sa malléabilité le rend inestimable. Le saboteur par insouciance ou paresse est dramatique, car l'eau du fleuve ne coule jamais deux fois au même endroit. Qu'il nous laboure ou qu'il nous soule, le présent est notre matière première.

Le jeune Louis de Gonzague, en récréation, à qui l'on demandait ce qu'il ferait s'il apprenait qu'il allait mourir, répondait : « Je continuerais à jouer à la balle ». Les derniers instants des grands malades qui nous regardent au bord du gouffre sont notre ultime chance avant la séparation. Qui ne s'est fait un jour cette réflexion ? Il faudrait toujours se comporter avec autrui comme si c'était la dernière fois qu'on le voyait. Le présent est une ore molle entre nos mains et nous en sommes les maîtres. Du passé et du futur, on ne parle que par procuration. Du présent, on ne parle pas, on le fait.

Au croyant, il permet de méditer sur son essence. A tous, y compris aux libres penseurs, il donne de vérifier la douceur d'aimer, de toucher, de chérir. Demain, il sera trop tard. Les chrétiens ne sont pas différents des autres, remarque Nehru : la brèche, où il arrive à la foi de se glisser, préexiste en chacun. La grâce ne procède pas par magie, elle offre un supplément de liberté.

En exhaussant le temps, les événements de Pâques ont avivé la volonté de déifier la mort et d'élargir le champ du désir. Le temps, c'est la monnaie de l'être et du cœur. « L'instant est, selon la formule de Louis Lavelle, le croisement du temps et de l'éternité ».

Une leçon de liberté

par YEHOSHUA RASH (*)

PÂQUES, pour Israël, est, ou devrait être, une leçon de liberté et de justice : une méditation, une fête, une résolution.

De liberté d'abord : c'est en effet un peuple qui se forme dans la réclamation de l'esclavage, qui enfreint la sortie d'Égypte. Mais sa conscience a été longue à s'élever. Recrus de fatigue, humiliés, subissant dans le besoin matériel et dans la désolation spirituelle, la majorité des Hébreux n'imaginaient plus guère une possibilité de vivre autrement, et donc mieux, — signe distinctif du sous-développé : il suffit que ce dernier s'affranchisse de cette opacité certitude d'inevitable pour qu'il jette aux orties sa déroute de résigné. Une minorité disposait de biens, lit-on dans la Bible, et ne se sentait pas trop concernée par les appels de « ce gémir de Moïse » prônant soulèvement et dignité.

Il faudra attendre les pires exactions — car même la condamnation des enfants mâles n'a pas mobilisé ces engoncés dans la soumission — pour qu'enfin le propos de Moïse porte et qu'au « plat de viande », en l'occurrence symbole du confort débauchant, ces hommes préfèrent l'aventure de l'exode, vers un lendemain incertain mais peut-être prometteur, moins identique à hier et à aujourd'hui. L'idée de liberté, exigeante et rudoyante, à l'opposé de ce qui est convenable et coutumier, ne gèrera que plus tard : pour l'heure, l'innocent est corrompu, égaré, enfin l'oppression a rendu les conditions propices et l'appel de Moïse galvanise des énergies fort tardivement éveillées.

Les Hébreux restés en Égypte, qui en gardent la mémoire ? Les errants du désert sont partis, eux, vers l'aventure du Sinaï, vers la découverte de la spiritualité, et — aussi ! — vers la dette affirmée au tour du Veau d'or, tant que l'idolâtrie ne s'avoue jamais vaincue.

De justice ensuite : à vingt-six reprises, les Hébreux s'entendent remémorer qu'ils ont été « étrangers en terre d'Égypte », que leurs ancêtres n'étaient ni ducs ni prêtres, ni riches ni puissants, mais, tout au contraire, de la « poussière d'homme ». Ils n'ont pas été ameutés contre le peuple égyptien, mais appelés à secouer un système d'oppression, de préférence humaine, un régime de mépris. C'est ce combat, est-il précisé, qui a transformé la poussière d'homme en peuple.

Les temps passent et, chez eux, les Hébreux doivent inlassablement protester contre l'arrogance et la superbe qui s'installent parmi « ceux qui ont », au détriment de ceux qui espèrent — ou prient. Ils n'y parviendront pas toujours. Le prophète Nathan vitupère David, roi qui a glorieusement contribué à l'extension de la force nationale, mais monarque qui ne se sent pas tenu par des scrupules moraux : ne s'est-il pas honteusement emparé de Bathsabée, la « brabanche du pauvre », seule épouse de son voisin alors qu'il avait, lui, nombre de femmes ? Jérémie met vainement en garde « son » roi de Juda contre les faux prophètes qui, moyennant prébendes et prestigieuses, lui prouvent abusivement succès et victoires. Il arrive à la préoccupation sociale et échoue de succomber devant eux qu'Israël (V, 8) tance sans ménagement : « Malheur à vous qui annexez maison à maison, qui ajoutez champ à champ, sans laisser un coin de libre, et prétendez vous implanter seuls dans le pays ! » Au nom de l'Éternel et sur la lancée mosaïque, Israël leur annonce (LXXV, 13-14) par après : « Mes serviteurs mangeront et vous souffrirez la faim, mes serviteurs boiront et vous serez soif, mais serviteurs se réjouiront et vous serez couverts de

confusion, vous crierez sous les souffrances, vous vous lamenterez dans l'abattement. » Ce sont des paroles dont chacun peut — autour de la table pascal — entendre l'écho et résonance, et on plaint celui qui sent alors l'abri de toute quiétude ou « pas concerné ».

La réhabilitation du péripère

Berger dans la plaine de Tekoa, le prophète Amos mène les nantis regroupés derrière les rois Ozia de Judée et Jérusalem d'Israël, leur annonce des malheurs fort semblables, par leur gravité, aux plaies d'Égypte qui ont frappé le pharaon écrasé des déshérités, mais, si la dure leçon de la souffrance est retenue et si le redressement moral et social est vigoureusement entrepris, il complète comme suit (IX, 13-14) son propos, qui n'est pas consolateur mais mobilisateur : « Des jours vont venir, dit l'Éternel, où le laboureur se rencontrera avec le moissonneur, celui qui foule le raisin avec celui qui répand les semences. Les montagnes ruisselleront de moût et toutes les collines sécheront l'abondance. Je ramènerai les exilés de mon peuple Israël : ils restaureront leurs villes détruites et s'y établiront, planteront des vignes et en boiront le vin, cultiveront des jardins et en mangeront les fruits. Je les replanterai dans leur sol, et ils ne seront plus déracinés de ce sol que je leur ai donné, dit l'Éternel ton Dieu. » Ce nouveau, toutefois, se mérite. Comment ? Il faut, insiste Amos (V, 24) « que le bon droit jaillisse comme l'eau, la justice comme un torrent qui ne tarit point » : affaire de choix, d'orientation, d'option. Aujourd'hui comme alors.

Israël fête Pâques dans sa patrie reconquise, et cette simple réhabilitation de son passif moral — marqué, qu'on veuille bien ne point l'oublier, par trop de sang et de larmes, mais aussi, surtout, par des réalisations culturelles, scientifiques, artistiques de premier plan — se dépense au fond de la « reconnaissance » (formelle) des nations, des confessions, des institutions. Israël se recueille ou devrait se recueillir dans un cas d'examen de conscience qui sont les véritables antidotes à toute tendance idéologique ; jadis comme aujourd'hui la liberté doit être méritée, naguère comme de nos jours la justice doit être non seulement entretenue, respectée, certes revendiquée pour soi — et, le cas échéant, devant la convoitise et la menace, défendue avec foi et abnégation, sans nulle disposition au suicide ! — mais opiniâtrement assurée à autrui, et singulièrement à celui qui, à son tour, est (ou se sent, ce qui est tout aussi poignant) « étranger » et avec qui un voisinage stimulant marquera le fin d'une désertique intimité.

Dans les communautés juives de la Diaspora, le récit de la sortie d'Égypte, de la libération d'un avenir libre, de l'espérance à un plein épanouissement de sa propre personnalité — qui ne saurait s'édifier sur la soumission ou l'insubordination que ressentirait tout autre — consolidera une nouvelle fois la perception de l'unité d'Israël. C'est le moment et le lieu de répéter que, lorsqu'on franchit le Jourdain, après des décennies, voire des siècles d'errance, on n'est pas arrivé au terme du voyage : seules les conditions de nouvelles aventures sont alors réunies et, d'ores et déjà, sans quoi aucun résultat n'est durable, — on a encore la liberté à gagner et la justice à consolider, à enrichir, à partager.

(*) Ancien ambassadeur d'Israël au Niger et au Togo. Docteur en histoire et en science politique.

PHILOSOPHIE

LE MONDE

Philippe SOLLERS Femmes

Le Monde

Services des Abonnements

5 rue des Minimes

75477 PARIS CEDEX 19

C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER

(par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

FRANCE

381 F 534 F 587 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou chèque) versent, bien entendu, ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à fournir leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre le dernier bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les adresses propres et capitales d'imprimerie.

GALLIMARD

هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

Le nouveau plan américain sur les euromissiles et ses répercussions

Après l'ajournement des négociations sur les euromissiles au 17 mai, les autres pourparlers américano-soviétiques de Genève, sur la réduction des armements stratégiques (START), ont été reportés au jeudi 31 mars au 8 juin.

Interrogé par les journalistes sur la nouvelle proposition de M. Reagan sur les euromissiles, le négociateur soviétique, M. Karporov, a qualifié de « destructrice » : « a estimé que les intérêts américains n'étaient pas coopératifs ». A l'inverse, les négociations Est-Ouest sur la réduction des armements en Europe (M.E.F.R.) sont ajournées au 19 mai.

A Moscou, le général Lebedev, expert du ministère soviétique de la défense, a réaffirmé jeudi que les arsenaux nucléaires français et britanniques doivent être pris en compte dans l'équilibre des forces Est-Ouest. Sans faire allusion aux nouvelles propositions américaines (qui, comme les précédentes, écartent cette prise en compte), le général Lebedev a déclaré à l'agence Novosti que la France et la Grande-Bretagne disposent de moyens nucléaires « permettant de frapper des objectifs sur toute la profondeur de la partie européenne de l'U.R.S.S. et plus encore sur les

territoires de ses alliés ». « On nous propose, a-t-il dit, de fermer les yeux sur ces armements et de comparer les forces nucléaires de l'U.R.S.S. avec les seuls armements américains en Europe, afin d'assurer à l'OTAN une supériorité militaire sur l'organisation du traité de Varsovie grâce aux forces des alliés des Etats-Unis. »

Si les propositions de M. Reagan pour une limitation du nombre des euromissiles ont provoqué des critiques à l'Est, elles ont été approuvées à l'Ouest, à l'exception de la Grèce.

DANS UN NOUVEAU DISCOURS

M. REAGAN : un « gel » nucléaire constituerait une récompense pour « l'effort de réarmement sans frein » de l'U.R.S.S.

Los Angeles (A.F.P.). - Le président Reagan a invité, jeudi 31 mars, l'U.R.S.S. à dire jusqu'où elle est prête à réduire son arsenal offensif pour faciliter le désarmement nucléaire en Europe.

Dans un discours prononcé devant le conseil des affaires étrangères de Los Angeles, le président a réaffirmé sa proposition de négocier avec Moscou un accord intérimaire prévoyant une réduction mutuelle des euromissiles déployés ou prévus.

« La question que je pose maintenant au gouvernement soviétique est celle-ci : à quel niveau égal (d'armement) êtes-vous prêts à réduire (vos missiles), et ce n'est pas une diminution totale ? », a-t-il déclaré. Le président Reagan a vivement dénoncé les partisans américains d'un « gel » des armements nucléaires par les Etats-Unis et l'U.R.S.S. : « Les partisans d'un « gel » sont, pour le moment, bien intentionnés », a-t-il dit, mais une telle proposition réduirait à néant les efforts entrepris à Genève et à constituer une récompense pour « l'effort de réarmement sans frein » de l'U.R.S.S.

Le président laisse entendre que l'Union soviétique aurait violé les accords sur le contrôle des armements. « Il existe de sérieuses raisons de mettre en question le respect par l'U.R.S.S. des accords qui ont été signés et que les deux parties se sont engagées à respecter », a-t-il dit. Il a ajouté qu'il donnerait « davantage de précisions à ce sujet dans un avenir proche ».

Après avoir récapitulé les propositions américaines dans les négociations en cours, M. Reagan a annoncé une prochaine initiative pour la non-prolifération nucléaire.

Répondant à des questions, le président s'est inquiété des manifestations pacifistes, notamment celle prévue pour les prochains jours en Europe. Il estime que les Etats-Unis doivent faire plus pour combattre la « propagande » soviétique. Les Etats-Unis n'ont pas été « à la hauteur de leurs adversaires en matière de propagande », a-t-il dit. Nous avons quelque chose à vendre et nous avons intérêt à commencer à le vendre maintenant.

« Plusieurs milliers de personnes ont manifesté, jeudi 31 mars, à proximité de la base américaine de Greenham-Commons et de l'arsenal nucléaire de Boulton, à une centaine de kilomètres de Londres. Les organisateurs de cette manifestation contre l'implantation de grandes armes nucléaires en Grande-Bretagne comptent sur une participation de quarante mille personnes, ce vendredi, pour former une chaîne humaine de 22 kilomètres reliant les deux sites et le centre de recherche sur les armes nucléaires d'Adaston ».

En R.F.A., les mouvements pour la paix attendent une participation d'environ cinq cent mille personnes aux diverses manifestations de

Pléques. Une quinzaine d'installations et bases militaires américaines devraient être bloquées par les manifestants. (A.F.P.)

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à nos lecteurs
résident à l'étranger
Exemplaires spéciaux sur demande

Philippe SOLLERS
Femmes

ROMAN

« Il faudrait être de mauvaise foi pour ne pas reconnaître que la lecture de Femmes est excitante »
Francis Nourissier / Le Figaro Magazine

« Ce que j'apprécie dans ce gros livre c'est l'irrespect de Sollers : son insolence d'éternel enfant doué. Sa belle santé de provocateur »
Bernard Pivot / Lire

« On peut n'y voir qu'un livre drôle, ce qui serait du super-Sollers : Femmes est d'abord un testament de vivant... guide des coups fourrés dans la partie de go qui se joue entre hommes et femmes depuis le Paradis terrestre »
Dominique Durand / Le Canard Enchaîné

« Comment pourrait-on ne pas dévorer ce livre ? Ne pas s'y jeter »
Jean-Paul Enthoven / Le Nouvel Observateur

« Les citations ne manqueraient pas pour prouver le talent d'un machiavélisme démoniaque de Philippe Sollers »
Jean-Claude Lamy / France Soir

GALLIMARD

APRÈS LES CRITIQUES DE LA PRESSE SOVIÉTIQUE

M. Gromyko présentera samedi la réaction officielle de Moscou

De notre envoyé spécial

Moscou. - C'est M. Gromyko, ministre des affaires étrangères et depuis peu premier vice-président du gouvernement soviétique, qui donnera officiellement la réaction soviétique aux dernières propositions de M. Reagan, dans une conférence de presse annoncée pour le samedi 2 avril en fin de matinée.

C'est la première fois depuis juin 1979 que le chef de la diplomatie soviétique intervient sous la forme d'une conférence de presse donnée à Moscou, mais il s'est livré entre temps à cet exercice au cours de ses voyages à l'étranger. En attendant, un commentaire publié par la Pravda ce vendredi 31 mars, sous la plume de son correspondant à New York, ne laisse aucun doute sur l'attitude négative qu'adopte le gouvernement soviétique à l'égard de la proposition de M. Reagan.

Ce dernier est accusé d'avoir « dramatisé » une prétendue « volonté de compromis » et d'avoir fait en réalité une proposition de « propagande » : « En comparaison de

l'option zéro, le président américain n'a proposé rien de qualitativement nouveau. L'option zéro, qui prévoit le désarmement unilatéral de l'U.R.S.S., a été inventée dans le seul but de bloquer les pourparlers [américano-soviétiques] puis de déployer les fusées occidentales en s'en prenant à l'inflexibilité de Moscou. La nouvelle proposition prévoit que ce déploiement sera dosé, c'est-à-dire qu'il se fera par étapes, mais, en fait, même une seule fusée américaine à moyenne portée déployée en Europe occidentale ne représente rien d'autre que la rupture de l'équilibre stratégique entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, la rupture du principe d'égalité et de sécurité identique ».

L'agence Tass a publié, jeudi soir, une dépêche de neuf lignes, datée de Washington, allant dans le même sens.

M. T.

Le Conseil de l'OTAN à l'exception de la Grèce exprime « sa satisfaction et son appui »

Le Conseil permanent de l'OTAN a publié, à Bruxelles, un communiqué déclarant : « Le Conseil de l'Atlantique nord a accueilli avec une vive satisfaction et a appuyé fermement la nouvelle proposition du président des Etats-Unis qui vise à conclure un accord intérimaire aux négociations menées, à Genève, par les Etats-Unis et l'Union soviétique. Mais le représentant de la Grèce s'en est désolidarisé. Parant du Canada, où il est en visite, le premier ministre, M. Papadimitriou, a notamment déclaré que la nouvelle proposition du président américain « contient fondamentalement une augmentation des têtes nucléaires en Europe. Nous sommes contre l'augmentation des têtes nucléaires en Europe tant pour les SS-20 (soviétiques) que pour les Pershing-2 et les missiles de croisière ».

de départ, qui est cent soixante-deux fois de leur coût contre zéro du côté américain. On s'établit le point d'équilibre ? Je n'en sais rien. Mais, quand le président Reagan indique que, dans cette orientation vers l'option zéro, on pourrait imaginer des formules intermédiaires, cela nous paraît marquer la volonté américaine de réussir la négociation ».

A Rome, l'organe du parti communiste exprime de nombreuses réserves. L'Unità reproche notamment à M. Reagan la non-prise en compte de l'armement nucléaire français et britannique.

Selon son entourage

M. GISCARD D'ESTAING N'A PAS INVITÉ M. ARAFAT À VENIR EN FRANCE DURANT SON SEPTENNAT.

M. Yasser Arafat « n'a pas été invité à venir en France pendant le précédent septennat », indiquait-on, vendredi 1^{er} avril, dans l'entourage de M. Giscard d'Estaing, après les déclarations faites par le chef de l'Organisation de la libération de la Palestine au Figaro-Magazine. M. Arafat affirme dans cet entretien qu'il « devait aller à Paris [sous le précédent septennat] ». « J'ai toujours entre les mains cette invitation », précise le dirigeant palestinien, ajoutant même : « Des responsables français étaient venus nous voir pour préparer cette visite et pour mettre au point l'avance le communiqué commun ».

Ce qui est certain, c'est que des contacts entre le gouvernement français et M. Arafat ont eu lieu à plusieurs reprises, tant à l'époque de M. Giscard d'Estaing qu'après l'élection de M. Mitterrand, en vue d'une éventuelle « visite » de M. Arafat en France. Ce dernier n'a-t-il confondu, ou feint de confondre, « visite » et « invitation » ? Paris a, en effet, toujours considéré, avant comme après le 10 mai 1981, que le chef de l'O.L.P., si cela devait favoriser le processus de paix au Proche-Orient, pourrait effectuer une « visite » en France à l'occasion, par exemple, d'une manifestation internationale, une « invitation » en bonne et due forme ne pouvant être adressée à M. Arafat tant que son organisation n'aurait pas reconnu l'Etat d'Israël.

PROCHE-ORIENT

Washington accentue sa pression sur Israël

(Suite de la première page.)

Le journal Haaretz indique, dans son éditorial, le 1^{er} avril, qu'il y a longtemps que les dirigeants soviétiques savent qu'un conflit avec la Syrie entraînerait inévitablement une confrontation avec l'U.R.S.S., qui continue de renforcer son aide au régime de Damas. Déjà au début du mois de mars, le chef d'état-major israélien, le général Raphaël Eytan, avait déclaré que « Israël n'avait pas l'intention d'attaquer la Syrie ni en raison de la présence de nouveaux missiles ni pour quelque autre raison » (Le Monde daté 20-21 mars).

Bien qu'ayant fait grand cas de l'installation en Syrie de missiles aériens SAM-5 (pour la première fois déployés hors du territoire soviétique) et laissé parfois entendre que cela pourrait entraîner une riposte de la part d'Israël, les dirigeants israéliens semblent continuer de vouloir s'en tenir pour l'instant à l'insinuation d'une sorte de statu quo. Haaretz conclut que ni d'un côté (soviétique et syrien) ni de l'autre (israélien) on ne souhaite une aggravation de la tension. Les experts militaires israéliens se sont vivement alarmés des mouvements de troupes syriennes au Liban ces dernières semaines (tandis que, de source libanaise, on faisait état d'un renforcement des positions israéliennes dans la Bekaa), mais la plupart des observateurs à Jérusalem pensent que les services de l'état-major israélien ne font que leur devoir en prévoyant le pire et en s'y préparant sans que cela vaille dire que les risques d'un conflit sont plus grands aujourd'hui.

Dans les milieux politiques et diplomatiques israéliens, on a de plus en plus le sentiment que les récentes démarches soviétiques ont essentiellement pour but de faire oublier, notamment dans le monde arabe, la surprise neutralité de l'U.R.S.S. au moment de l'intervention israélienne au Liban, de rassurer la Syrie après les pertes que celle-ci a subies durant la campagne libanaise, et surtout de montrer aux Américains qu'ils n'ont pas le « monopole » du jeu diplomatique au Proche-Orient — qu'il s'agisse de la situation au Liban ou d'un nouveau processus de règlement de paix selon les vœux du président Reagan.

Des diplomates étrangers en poste en Israël considèrent que le gouvernement de M. Begin n'est sans doute pas fâché de voir l'U.R.S.S. hausser le ton, car toute initiative ou menace soviétique dans la région ne devrait — du point de vue israélien — qu'inciter Washington à prendre davantage la défense du gouvernement de M. Begin et à faire taire ses divergences avec celui-ci.

A propos du blocage des négociations israélo-libanaises, alors que le président Reagan, le 31 mars, a de nouveau marqué son irritation à l'égard du gouvernement de M. Begin en faisant comprendre que la reprise des livraisons d'avions F-16 à Jérusalem pourrait être liée à un assouplissement de la position israélienne, on a soudain indiqué ce vendredi, dans les milieux politiques israéliens, que des progrès venaient d'être enregistrés dans les pourparlers avec le Liban.

Selon la radio israélienne, durant les discussions qui ont eu lieu à

Kyriat-Shmoneh le 31 mars, la délégation libanaise aurait exprimé son accord de principe pour l'organisation de patrouilles conjointes (israéliennes et libanaises) au Sud-Liban. D'autre part, pour éviter que Israël soit davantage accusé d'intransigence, une partie du gouvernement de M. Begin serait favorable à un prochain retrait « unilatéral » mais limité. C'est-à-dire, que, dans un premier temps, en attendant un accord dans les négociations, les troupes israéliennes pourraient se retirer des abords immédiats de Beyrouth jusqu'au nord de Saïda et évacuer une partie du Chouf. Mais M. Begin a refusé, le 31 mars, de confirmer que son cabinet s'appropriait à prendre une telle décision.

« La poudre jaune »

Au cours d'une conférence de presse, le 31 mars, à Tel-Aviv, les représentants de la commission d'enquête israélienne sur le mal mystérieux dont ont été victimes des habitants de Jenine, en Cisjordanie, ont de nouveau affirmé qu'il n'y avait pas eu d'« intoxication », aucun facteur d'empoisonnement n'ayant été découvert. Selon eux, la mystérieuse « poudre jaune » trouvée la semaine dernière sur les fenêtres de certains établissements scolaires de Jenine ne serait, après examen, que du pollen répandu massivement par le vent, et que cela est normal à cette période de l'année. Toutefois, le directeur général du ministère de la santé, le professeur Baruch Modan, a nuancé les propos qu'il avait tenus au début de l'enquête en déclarant que dans toute cette affaire il ne s'agissait que de manifestations « psychosomatiques ». Il a reconnu cette fois qu'une soixantaine d'écolières d'un village, proche de Jenine avaient pu être victimes d'une pollution dont les causes n'ont pas encore été élucidées. Mais il a maintenu que celle-ci a subies durant la campagne libanaise, et qu'il s'agit de la situation au Liban ou d'un nouveau processus de règlement de paix selon les vœux du président Reagan.

Des conclusions ont été généralement jugées excessives et hâtives par des représentants de la population de Jenine et dans l'ensemble des milieux médicaux de Cisjordanie. La veille, le chef des services de santé en Cisjordanie, le docteur Hussein Obeid, sans démentir l'ensemble de l'opinion des enquêteurs israéliens, avait déclaré avoir constaté que des dizaines de patients hospitalisés présentaient des troubles cliniques bien réels et que, parmi eux, se trouvaient deux militaires israéliens, qu'on ne pouvait soupçonner d'avoir les mêmes motivations que les Palestiniens.

FRANCIS CORNU.

Liban

Le président Gemayel dissout le commandement de la Force arabe de dissuasion

Beyrouth (A.F.P.). - Le chef de l'Etat libanais, M. Aminé Gemayel, a décidé de dissoudre le commandement de la Force arabe de dissuasion (FAD), composée de quelque trente mille soldats syriens. Cette décision, émise en vigueur jeudi 31 mars, a un caractère essentiellement technique et n'aura pas de conséquences sur le plan militaire. La dissolution du commandement de la FAD ne s'est d'ailleurs pas accompagnée d'une demande officielle libanaise de retrait des troupes syriennes actuellement stationnées dans la plaine centrale de la Bekaa et au nord du pays.

Les soldats syriens, entrés tout d'abord au Liban au début de l'année 1976, pendant la première phase de la guerre libanaise, ont ensuite reçu un mandat officiel de la Ligue arabe, au sommet de Riyad (octobre 1976), pour maintenir la paix au Liban. Cette Force arabe de dissuasion était toutefois placée sous le « commandement suprême » du président de la République libanaise, et son mandat était renouvelé tous les six mois par la Ligue arabe.

D'autres contingents arabes de la FAD (soudanais, yéménites, libyens, soudanais, des Emirats) ont progressivement quitté le Liban, les troupes syriennes demeurant seules sur le territoire libanais.

En juillet dernier, alors que Beyrouth était assiégé, le mandat de la FAD, qui était venu à expiration, n'a pas été renouvelé par la Ligue arabe.

Les troupes syriennes, qui avaient dû évacuer Beyrouth en même temps que les combattants palestiniens en août dernier, étaient cependant restées dans le pays, le gouvernement syrien ayant indiqué que le départ de ses forces dépendait du retrait israélien du Liban.

La dissolution du commandement de la FAD a essentiellement pour effet pratique de restituer à l'Etat libanais les bâtiments qui lui étaient affectés. D'autre part, le commandant de la FAD, le général libanais Sami Al Khatib, est réintégré dans l'armée nationale, ainsi que les officiers libanais qui avaient été affectés au commandement de la Force arabe.

EUROPE

Pologne

La sortie de la crise économique est une question « d'être ou de ne pas être » pour le pays
déclare le général Jaruzelski

La sortie de la crise économique est une question « d'être ou de ne pas être » pour la Pologne, a déclaré, mercredi 30 mars, le général Jaruzelski devant une conférence réunissant les membres du gouvernement, les dirigeants du parti et deux mille trois cents ouvriers « délégués » par leur entreprise.

Affirmant malgré tout sa confiance dans l'avenir, le chef de la junte, dont le discours n'a été diffusé que jeudi par l'agence PAP, a ajouté : « Nous nous sortirons par nous-mêmes de ce cercle vicieux [car] il n'y a tout simplement pas d'autre voie... Notre nation, si elle le veut, peut tout accomplir, et elle le veut », a-t-il encore dit, avant d'appeler, pour permettre une augmentation de la production, les retraités à reprendre leur emploi et les jeunes gens à travailler durant les week-ends et les vacances.

Faisant ainsi sien, par une étrange ironie, un thème cher à Solidarnosc, qui a toujours soutenu que la solution de la crise économique passait par l'établissement d'un climat de confiance politique, le général Jaruzelski a enfin déclaré que « le pouvoir populaire ne pouvait pas à lui seul surmonter les difficultés » et que cela ne pouvait être l'œuvre « que de la nation entière et avant tout de la classe ouvrière ».

A en croire le compte rendu de cette conférence, donné par la presse officielle, les dirigeants du pays auraient obtenu ce nécessaire soutien de leurs interlocuteurs ouvriers. A lire les interventions faites de la salle, à découvrir les très

durs critiques exprimées au passage, on peut pourtant douter de la confiance que le monde du travail placerait dans les autorités. Ouvrant le feu, une ouvrière du textile de Lodz déclare : « Nous sommes un Etat où la classe ouvrière est au pouvoir et c'est cette classe qui a les conditions de vie les plus dures. Il est temps que cela change... » Malgré les augmentations de salaires dans notre fonderie, dit un tourneur de Katowice, les familles vivent de plus en plus mal... Abondant dans ce sens, un menuisier de Rzeszow ajoute : « L'augmentation du coût de la vie, l'insécurité du lendemain, le manque de consultations des travailleurs sur les décisions importantes, influent sur les sentiments et sur l'atmosphère de travail... »

Un abandon des acquis sociaux

« Le gouvernement, dit de son côté un serviteur de l'usine de tracteurs d'Urus, prétend qu'il n'entend pas recourir à la hausse des prix pour rétablir l'équilibre du marché, mais la politique pratiquée jusqu'à présent prouve le contraire. Il faut donc établir des mécanismes de protection pour les plus pauvres... » Suivent de nombreuses critiques des conséquences sociales de la politique d'austérité préparée par le pouvoir. L'augmentation du prix de séjour en maison de santé, estime ainsi un ouvrier de Plock, « ne permettra pas de faire de grandes économies mais pourra être interprété comme un

abandon des acquis sociaux des travailleurs ». La mise de fonds de 15 % du prix d'achat exigée désormais pour l'acquisition d'un logement et qui représente une somme moyenne de 150 000 zlotys, soit plus de dix mois de salaire moyen, est également dénoncée comme une injustice. « La jeune génération n'est pas en mesure, dans les conditions actuelles, de disposer d'une pareille somme », affirme un technicien de Lublin, tandis qu'une ouvrière du textile lance : « Le logement serait-il un luxe ? »

Beaucoup d'orateurs soulignent aussi l'incohérence d'une politique qui entend tout à la fois lier les salaires à la productivité effective et recourir à un impôt d'égalisation nivelant les revenus. « Quand nous calculons notre budget, dit une ouvrière, nous tenons compte de ce que nous gagnons en travaillant un samedi libre, et cet impôt risque de réduire nos calculs à néant... » On touche là à l'usage des contradictions idéologiques fondamentales d'un régime qui n'a d'autre idéal politique que de proposer que le mythe d'une société égalitaire, et doit dans le même temps tenter de jouer sur l'insécurité salariale dans un pays rongé par l'inflation et miné par la pénurie.

Blessé suprême, un mineur jette une ombre sérieuse sur la seule grande réussite dont puisse se prévaloir le régime - l'augmentation de l'extraction de charbon - en déclarant qu'il « contient parfois plus de 50 % de cailloux ». Sombre tableau, enfin, de l'attitude de la jeunesse que celui dressé par ce tourneur qui déclare : « Nous n'avons plus à faire à l'hostilité observée jusqu'à ces derniers temps. On peut parler d'un changement d'attitude. Mais malgré plusieurs propositions de programmes des organisations du parti (...) adressées aux jeunes, nous n'arrivons toujours pas à susciter leur intérêt... »

Jeudi soir, Radio-Solidarnosc, dont les autorités avaient en vain annoncé le démantèlement, a réussi à émettre sur Varsovie une nouvelle émission de quatre minutes, la première depuis le 24 janvier. « La peur démente de l'équipe dirigeante de voir entamer le monopole incontrôlé du pouvoir, a-t-on notamment entendu, a empêché la réalisation du programme adopté lors du congrès national de Solidarnosc. De là le 13 décembre, de la misère et la stagnation en Pologne, dont l'histoire seule pourra juger l'ampleur... » Nous vous promettons, à vous qui nous faites confiance et qui nous aidez tous les jours, a-t-il été dit en conclusion, de persévérer dans la lutte jusqu'à la victoire.

Espagne

Le gouvernement entend améliorer la défense des détenus

De notre correspondant

Madrid. - Le gouvernement socialiste a franchi un pas important vers l'amélioration des mauvais traitements dans les commissariats de police en décidant, le mercredi 30 mars, l'envoi au Parlement d'un projet de loi qui prévoit le droit pour toute personne arrêtée d'être assistée d'un avocat. Ce droit sera désormais général (sauf pour les délits de circulation) et obligatoire afin d'éviter que la police ne puisse faire pression sur les détenus pour les amener à y renoncer.

L'approbation de ce texte par le gouvernement a été reportée à plusieurs reprises, car il suscitait de sérieuses divergences entre le ministre de la justice, M. Ledesma, décidé à rendre le plus contraignant possible, et son collègue de l'intérieur, M. Barriobueno, qui craignait que la loi ne nuise à l'efficacité de la police dans sa lutte contre l'ETA.

Le problème le plus délicat était celui des personnes arrêtées en vertu de la loi antiterroriste, qui permet de les garder au secret durant une période de dix jours. Le ministre de la justice faisait valoir que les mauvais traitements ont généralement lieu durant cette période et que le contact du prisonnier avec son défenseur était donc indispensable. Celui de l'intérieur arguait des sympathies idéologiques qui unissent la plupart des avocats de détenus

membres de l'ETA avec leurs clients, ce qui risquait de mettre en péril le secret de l'enquête.

Le conseil des ministres a finalement tranché en décidant que les personnes au secret bénéficieraient de l'assistance d'un avocat, mais que ce dernier serait désigné d'office. Le ministre de la justice a fait une autre concession en renonçant à la formulation originale qui prévoyait l'aide du défenseur « à partir du moment de l'arrestation ». La présence de l'avocat n'est finalement prévue que durant les déclarations effectuées par le détenu.

Au moment même où ce projet de loi était envoyé au Congrès, l'accusé de l'ETA, M. Victor Landin, second secrétaire à l'ambassade, en décembre l'attaché naval, le capitaine Anatole Zorov et, en janvier, M. Vladimir Chernov, traducteur au Conseil international du blé. Toutes ces expulsions décidées par les autorités britanniques ont été suivies de mesures similaires prises à l'encontre de diplomates britanniques en poste en Union soviétique.

D'autre part, selon le journal espagnol ABC, quatre fonctionnaires soviétiques accrédités à l'ambassade de Madrid auraient été récemment expulsés d'Espagne. « La décision de cette opération, écrit le journal, vise à éviter que l'U.R.S.S. réponde par les pratiques de réciprocité habituelles dans ce cas, et à ne pas créer de conditions défavorables à la relance des relations hispano-soviétiques ».

L'ambassade soviétique à Madrid a démenti ces informations. Le bureau d'information du ministère des affaires étrangères a confirmé, pour sa part, l'expulsion d'un seul fonctionnaire, accusé d'activités hors de sa compétence. - (A.F.P.)

THIERRY MALINIAK.

(1) Décharges électriques, brûlures de cigarettes et sacs aphyliants sur la tête.

En Hongrie

NOUVELLE OFFENSIVE CONTRE LE SAMIZDAT

Les autorités hongroises semblent ne plus vouloir tolérer les activités d'auto-édition. Elles avaient déjà chassé de son appartement dans le centre ville M. Laszlo Rajk (fils de l'ancien ministre de l'intérieur exécuté en 1948 après un procès forgé de toutes pièces) parce que tous les mardis on y vendait des œuvres littéraires qui n'avaient pas été acceptées par les maisons d'édition officielles.

Dans la nuit du mardi 29 au mercredi 30 mars, une perquisition a eu lieu dans le nouvel appartement qu'occupe actuellement M. Laszlo Rajk. De nombreux ouvrages dactylographiés ont été saisis. M. Rajk a été emmené à la police avec M. Kozeg, l'un des rédacteurs de la revue non officielle *Beszédes*, et M. Orlai Solt qui s'occupe d'une organisation pour les pauvres. Avant d'être relâchés quelques heures plus tard, ils se sont vus notifier qu'une procédure était engagée contre eux pour infraction à la loi sur la presse.

A.-M. B.

PLUSIEURS RESSORTISSANTS SOVIÉTIQUES SONT EXPULSÉS DE GRANDE-BRETAGNE ET D'ESPAGNE

Le gouvernement britannique a annoncé, le jeudi 31 mars, l'expulsion de trois ressortissants soviétiques dont deux diplomates en poste à Londres. Il s'agit de MM. G. A. Primakov, attaché de l'air adjoint, et S. V. Ivanov, deuxième secrétaire à l'ambassade, dont les activités ont été jugées « incompatibles avec leur statut », ainsi que du correspondant de la revue soviétique *Temps nouveaux*, M. V. Tkov, qui aurait eu, à Londres, des « activités inacceptables ».

Trois ressortissants soviétiques ont déjà été expulsés de Grande-Bretagne au cours de ces derniers mois : en août, M. Victor Landin, second secrétaire à l'ambassade, en décembre l'attaché naval, le capitaine Anatole Zorov et, en janvier, M. Vladimir Chernov, traducteur au Conseil international du blé. Toutes ces expulsions décidées par les autorités britanniques ont été suivies de mesures similaires prises à l'encontre de diplomates britanniques en poste en Union soviétique.

D'autre part, selon le journal espagnol ABC, quatre fonctionnaires soviétiques accrédités à l'ambassade de Madrid auraient été récemment expulsés d'Espagne. « La décision de cette opération, écrit le journal, vise à éviter que l'U.R.S.S. réponde par les pratiques de réciprocité habituelles dans ce cas, et à ne pas créer de conditions défavorables à la relance des relations hispano-soviétiques ».

L'ambassade soviétique à Madrid a démenti ces informations. Le bureau d'information du ministère des affaires étrangères a confirmé, pour sa part, l'expulsion d'un seul fonctionnaire, accusé d'activités hors de sa compétence. - (A.F.P.)

Italie

L'éditeur de Paese Sera annonce la disparition prochaine du quotidien

De notre correspondant

Rome. - La société éditrice du quotidien romain *Paese Sera* a annoncé à la rédaction, dans un secret communiqué mercredi 30 mars, qu'à partir du 3 avril le journal cessait de paraître et que tous les employés (deux cent cinquante personnes) seraient mis en chômage technique. Les journalistes ont décidé de continuer à publier le journal pour informer les lecteurs de ce qu'il adviendrait de leur entreprise, aussi longtemps qu'ils le pourraient : en d'autres termes, à partir du dimanche 3 avril, *Paese Sera* sera, de fait, en autogestion.

Quotidien tirant à 70 000 exemplaires, né il y a vingt-cinq ans, *Paese Sera* se situe dans la mouvance communiste. Jusqu'en juin 1982, il appartenait à une société (Rinnovamento) qui avait derrière elle le P.C.I. Pour des raisons financières, le P.C.I. avait dû le céder à l'Imipredit. Au début de l'année, après qu'en juillet dernier une importante modification ait été effectuée dans la participation au capital de l'Imipredit, *Paese Sera* s'est trouvé au centre d'une polémique : mettant fin à la relation privilégiée qu'il avait jusqu'alors entretenue avec le quotidien, le P.C.I. dénonçait la non-transparence de la propriété et stigmatisait la nouvelle ligne « pro-occidentale » suivie par sa direction. On pouvait effectivement

penser, bien que son directeur, M. Pratesi, s'en défendait énergiquement, que le journal tendait à refléter les courants qui, au sein du P.C.I., s'opposent à la direction (*le Monde* du 21 février).

L'ancienne société éditrice, Rinnovamento, qui, lors de la vente, avait accepté de payer les dettes s'élevant à quelque 22 milliards de lire de *Paese Sera*, refuse aujourd'hui d'honorer ses engagements vis-à-vis des banques. En outre, elle a cité, il y a quelques jours, l'imprimé devant le tribunal pour que le juge tranche à qui il revient de payer. Compte tenu des lenteurs de la justice, cela signifie un jugement dans deux ou trois ans, pendant lesquels *Paese Sera* ne pourra obtenir de crédits.

Il est difficile d'imaginer que Rinnovamento se soit lancé dans cette action judiciaire sans l'accord de la direction du P.C.I. On peut donc se demander, comme le font au demeurant les actuels propriétaires du journal, s'il n'y a pas là une manœuvre politique pour contraindre à fermer un quotidien qui reflétait des « sensibilités » non-orthodoxes. L'Unité du jeudi 31 mars s'est contenté de donner l'information de la fermeture prochaine sans commentaire.

PHILIPPE PONS.

A TRAVERS LE MONDE

Albanie

• UNE DÉLÉGATION DU MINISTÈRE CHINOIS de l'économie et du commerce extérieur a quitté Pékin la semaine dernière pour « une visite discrète » à Tirana, rapporte ce vendredi 1^{er} avril le quotidien yougoslave *Politika*, citant des sources sûres chinoises. Selon le correspondant de *Politika* à Pékin, cette visite pourrait être l'amorce d'un réchauffement progressif des relations sino-albanaises gelées depuis la fin de la dernière décennie. - (A.F.P.)

Afghanistan

• L'AÉROPORT DE JALALABAD a été attaqué, lundi dernier 28 mars, par près de deux cents résistants albanais, a annoncé, jeudi, à Islamabad, l'Agence de presse islamique afghane. Selon l'agence, vingt militaires soviétiques, dont deux officiers, ont été tués et plusieurs hélicoptères détruits au sol. - (A.F.P.)

Chine

• LE PRÉSIDENT ÉGYPTIEN HOSNI MOUBARAK était at-

tendu, ce vendredi 1^{er} avril, à Pékin, première étape d'un voyage de onze jours en Asie, qui le conduira également en Corée du Nord, au Japon et en Indonésie. C'est la première visite officielle d'un chef d'Etat égyptien dans ces pays, hormis le bref séjour à Bandung (Java, Indonésie), en 1955, du président Nasser, à l'occasion de la Conférence afro-asiatique. - (A.F.P.)

Egypte

• LE GOUVERNEMENT A ANNULÉ LA DÉCISION D'EXPULSION de cinq évêques grecs-orthodoxes de l'Eglise d'Alexandrie, prise le 21 mars à la demande de leur patriarche Nicolas VI (*le Monde* du 23 mars). L'ambassadeur de Grèce au Caire, M. Antonis Nomikos, avait remis mercredi 30 mars au cabinet du président égyptien un message du patriarche dans lequel ce dernier renonçait à sa demande et souhaitait voir régler à l'intérieur de l'Eglise le différend qui l'oppose aux cinq prélat. - (A.F.P.)

LE MONDE diplomatique

NUMÉRO D'AVRIL

DE L'ANALYSE A LA FLIBUSTE

Rigueur économique et passion politique
(Claude Julien)

L'EFFORT DE RÉARMEMENT AUX ÉTATS-UNIS

- Budget de défense ou budget de guerre ? (Konrad Ege).
- Des armes « quasi nucléaires » (Michael T. Klare).
- Bonnes feuilles : Prendre des risques pour le guerrier ou prendre des risques pour la paix (Dieter Lutz).

L'ÉGLISE SUR LES FRONTS D'AMÉRIQUE CENTRALE

La solidarité des catholiques des États-Unis, par Pierre de Charentenay. - Rapports tumultueux avec le régime sandiniste, par Charles Antoine. - Le défi des protestants et des sectes, par Pierre Toullet. - Les jésuites au cœur de la mêlée, par Félix Lacambre. - Guatemala : Entre la Bible, les hericots et les fusils, par Michel Demyk.

LA RÉSISTANCE AFGHANE AFFAIBLIE PAR SES DIVISIONS

- Quand l'aide étrangère fait obstacle à l'unité (Pierre Metzger).
- L'essor du khomérisme parmi la minorité chitche (Olivier Roy).

LES NOIRS D'AFRIQUE DU SUD DANS LE PIÈGE DU GRAND APARTHEID

(Enquête de Barry Steenk)

- La rivalité des élites noires privées de pouvoir réel (Ingolf Diermer).

PORTUGAL : Élections de la dernière chance ? (Alain Echegut).

GUINÉE-BISSAU : Tenir la promesse faite aux paysans... (Istvan Falkai).

NOUVEAU SIGNAL D'ALARME EN ASSAM (Jean-Pierre Dardaud).

JAPON : La souplesse économique et ses limites (Roland-Pierre Paringaux).

CAMÉRAS POLITIQUES : La télévision des temps durs (Ignacio Ramonet, Christian Zimmer et Charles Tesson).

L'ENVIRONNEMENT DANS UN CLIMAT DE CRISE

- Scandales et controverses aux États-Unis à propos d'une campagne de déforestation (Jean-Paul Moatti).
- Un allié précieux pour relancer l'économie ? (Rémi Barré).
- L'enjeu oublié des relations Nord-Sud (Jacques Theys).

Le numéro : 10 F.
5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.
Publication mensuelle du Monde.
(En vente partout)

مكتبة الأصيل

Chine

LA CAMPAGNE POUR LA LIMITATION DES NAISSANCES

Les autorités admettent que des avortements et des stérilisations forcés sont parfois pratiqués

Pékin. - Des avortements et des stérilisations forcés sont pratiqués en certains endroits, dans le cadre de la campagne pour la limitation des naissances, a reconnu récemment à Pékin M. Qian Xizhong, ministre de la commission d'Etat du planning familial. De tels faits se sont produits dans la province du Fujian (sud-est de la Chine) et ont été signalés par la presse locale. Confirmant ces informations, le ministre a estimé que « l'on peut comprendre » les mesures prises dans cette province, étant donné le nombre élevé des naissances et le retard avec lequel elle s'est engagée dans la politique de planification familiale.

M. Qian a fait cette déclaration à l'occasion d'une conférence de presse dans laquelle il a annoncé que les Nations unies lui avaient décerné, ainsi qu'à M^{me} Indira Gandhi, le Prix de la population pour 1983. Le fait que la Chine ait été sélectionnée prouve, selon M. Qian, que l'O.N.U. « appuie » la politique de contrôle des naissances menée par son pays.

Le ministre a souligné que, grâce aux efforts menés par la Chine, le taux de croissance de la population était passé de 20 pour mille à la fin des années 50, à 14,5 pour mille en 1981. Ce résultat, indéniablement positif, n'est pas uniquement lié au contrôle des naissances, car ce dernier a été appliqué de manière très irrégulière au cours des dernières décennies.

Avant la visite à Pékin de M. Mitterrand

UNE DÉLÉGATION DE PERSONNALITÉS CHINOISES EST INVITÉE EN FRANCE

Une délégation chinoise composée d'une dizaine d'écrivains et de scientifiques a été invitée par le gouvernement français à séjourner en France pendant un peu moins d'une semaine dans le courant du mois d'avril, apprend-on de source diplomatique à Paris.

Cette visite précéderait de peu le voyage officiel que doit faire en Chine M. Mitterrand au début du mois de mai.

La délégation chinoise, qui comprend notamment la romancière M^{me} Ding Ling, M. Qian Xizhong, vice-président de l'Académie des sciences, ainsi que l'écrivain et journaliste Lin Binyan, est attendue à Paris le 15 avril.

Ancien élève de l'Institut Joliot-Curie, membre de la société médicale chinoise et de l'Ecole de physique de Paris, M. Qian Xizhong est considéré comme l'un des « pères » de la bombe atomique chinoise.

Auteur de nombreux romans, M^{me} Ding Ling est, à l'âge de soixante-seize ans, l'un des écrivains les plus célèbres de la Chine moderne. Accusée de « déviationisme droitiste » dès 1953, puis à nouveau en 1957, elle a passé plusieurs années en prison lors de la révolution culturelle.

Autre membre de la délégation chinoise, M. Lin Binyan est l'un des principaux rédacteurs du *Quotidien du peuple*, organe central du parti communiste chinois.

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT

JOHN RAPAL
Spécialiste prêt à porter grandes tailles.

40, Av. de la République
75011 PARIS
Tél. 333.06.00

Ouvert du lundi au samedi de 9h30 à 19h

Métro Parmentier
Parking gratuit.

Catalogue gratuit sur demande

De notre correspondante

Il est intéressant, d'autre part, de constater que le taux de croissance de la population en 1981 est nettement supérieur à ceux de 1979 et de 1980 (respectivement 11 et 12 pour mille). Ce phénomène ne s'explique, en partie seulement, par l'arrivée des générations pléthoriques, nées dans les années 50 et 60, et en âge de se marier. Quant aux données de 1982, M. Qian s'est contenté de déclarer qu'« elles étaient encore à l'étude ». Mais tout porte à croire que leur résultat sera moins bon qu'on n'aurait pu l'espérer.

« La Chine », a rappelé le ministre, « part du principe que la croissance de la population doit être coordonnée avec le développement économique et social du pays, et ce principe est inscrit dans la Constitution ». Pour parvenir à l'appliquer, l'Etat s'est fixé le chiffre butoir de 1,2 milliard d'habitants au seuil de l'an 2000. Cela signifie, selon le ministre, que le taux de croissance doit être maintenu en dessous de 10,7 pour mille « dans les années à venir ».

Neuf millions de stérilisations en un mois

Un certain flou règne toutefois dans la fixation de ce taux : le ministre lui-même avait affirmé, en octobre dernier, qu'il devait se situer à 11 pour mille, tandis que le directeur du Bureau national du recensement, estimait, en début d'année,

qu'il fallait le limiter à 9,5 pour mille. Dans le même temps, d'autres responsables avançaient un taux de 11,5 pour mille. Cette bataille de chiffres reflète les difficultés dans lesquelles se débattaient les autorités pour mener à bien leur politique de contrôle des naissances. Principalement à la campagne où vit plus de 80 % de la population.

Une loi sur la planification familiale devait être présentée à la fin de cette année. M. Qian a indiqué qu'« il faudra beaucoup de temps pour élaborer cette loi, car elle devra correspondre aux nécessités du pays, où la densité de population et le développement économique diffèrent nettement d'une province à l'autre, sans compter le problème particulier que posent les minorités nationales ». Le ministre a précisé que en janvier - pendant la campagne nationale de planification familiale - près de neuf millions de couples se sont fait stériliser et un peu plus de 1,6 million ont signé le « contrat d'un seul enfant », portant le nombre total de ceux qui y ont souscrit à quatorze millions.

Une deuxième loi, à propos de l'eugénisme, est également en cours d'étude. Cette loi réglementerait la date limite au-delà de laquelle il serait interdit de pratiquer un avortement. A ce jour, faute de règles précises, de nombreux abus sont à déplorer, et il n'est pas rare que l'on oblige une femme à subir un avortement - mais s'agit-il encore d'un avortement ? - au septième, au huitième voire au neuvième mois de sa grossesse.

ANITA RIND.

EN THAILANDE, NON LOIN DU MÉKONG

L'étrange prospérité d'un camp de réfugiés laotiens

De notre envoyé spécial

Ban-Vinai (Thaïlande). - L'ombre du général Vang-Pao, l'ancien chef de l'« armée secrète » financée par la C.I.A. pendant la guerre du Laos, plane encore sur ce camp, qui abrite quelque trente-trois mille Hmongs laotiens, à une vingtaine de kilomètres du Mékong, dans le Nord-Est thaïlandais.

M. Vang-Pao, dit-on ici, qui est installé depuis plusieurs années dans le Montana, aux Etats-Unis, est même revenu « secrètement » à Ban-Vinai, en janvier, pour régler des problèmes de clans et, surtout, inviter les réfugiés - « montagnards » du Laos à demeurer sur place. L'histoire, pour paraître étrange, n'en fait pas moins partie du jeu subtil auquel se livrent Thaïlandais et Chinois aux confins de ce Laos, étroitement allié, depuis près de dix ans, au Vietnam voisin.

Ouvert en 1975, Ban-Vinai se cache au creux et sur les flancs d'une petite caverne de montagne au bout d'une piste peu fréquentée. Il fait penser à un gros bourg montagnard assez bien aménagé, avec son marché, ses abris pour artisans et ses longues habitations sans étage au sein desquelles chaque famille dispose d'un compartiment. Les Thaïlandais entendent, assez rapidement, y regrouper tous les réfugiés - « montagnards » du Laos, encore nombreux dans des camps du Nord thaïlandais.

En attendant, selon les critères locaux, avec un budget global estimé à quelque 30 millions de dollars par an, Ban-Vinai affiche une certaine prospérité. Les organisations humanitaires - à commencer par le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies, de loin le premier donateur - en assurent le ravitaillement et les besoins sanitaires, et y distribuent plus de cinq cents salaires, dont ceux de cent cin-

qui lui donnait une autorité morale considérable sur les pensionnaires du camp. M. Vang-Neng a émigré aux Etats-Unis. Personnage assez intégral et apparemment raisonnable, il passait pour décourager le départ des Hmongs du Laos et, surtout, pour s'opposer au renforcement, souvent inefficace, de la guérilla que des Hmongs entretiennent dans les montagnes de l'ancien royaume.

Vang Pao a-t-il voulu renverser la tendance afin d'alimenter un réservoir d'éventuels guérilleros ? M. Chong Mova Lee, ancien capitaine de l'« armée secrète », qui s'est battu jusqu'en 1979 contre les forces laotiennes et exerce, aujourd'hui, les fonctions de vice-président du comité (officiel) de Ban-Vinai, se garde de répondre. « Je n'en sais rien », dit-il. Toujours est-il que les messages du général Vang-Pao, enregistrés sur cassettes, circulent de nouveau à Ban-Vinai, après avoir été interdits un temps par les Thaïlandais, et que les autorités hmonges locales sont copieusement « arrosées » par M. Vang Pao (on parle, ici, d'une enveloppe de 10 000 dollars par mois).

La population hmong originaire du Laos est évaluée, par M. Lee, à quelque 245 000 personnes, soit le dixième de la population totale. Nombreux sont ceux qui ont tenté dans la « guerre secrète » des années 60. Les spécialistes estiment aujourd'hui qu'un bon tiers vit tranquillement sur les collines, qu'un autre tiers s'est rallié à Vientiane, avec Feydang, l'ancien roi des Méos, et qu'un autre tiers est demeuré fidèle à M. Vang-Pao. Pour les Thaïlandais, ce dernier groupe constitue, bien évidemment, un éventuel moyen de pression sur Vientiane, les Hmongs étant plus faciles à manipuler. En outre, ils ont du mal à accepter que les Laotiens tentent de mettre progressivement un terme à leurs traditionnelles cultures itinérantes sur brûlis, qui dévastent les forêts du pays.

Sur les 2 105 Laotiens rapatriés ces trois dernières années de Thaïlande, on n'a compté que 539 « montagnards ». A Ban-Vinai, personne ne songe sérieusement à bouger. On y dit pourtant que la guérilla, au Laos, est apparemment peu active, les partisans de l'ancien capitaine Cong-Lé, installés du côté chinois de la frontière laotienne, représentant, dans l'immédiat, une menace plus sérieuse pour Vientiane que les Hmongs de Thaïlande. Mais, en cette saison sèche, le Mékong se traverse pratiquement à gué, en certains endroits où il forme la frontière lao-thaï. Et la liberté dont semble jouir M. Vang Pao n'est sans doute pas entièrement fortuite. Il y a fort à parier qu'à moins d'un changement bien peu probable à Bangkok ou à Vientiane, Ban-Vinai continuera de croître.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Thaïlande

L'ATTAQUE VIETNAMIENNE CONTRE UNE BASE KHMÈRE ROUGE A FAIT PLUS DE TRENTE MORTS.

Bangkok (A.F.P., Reuters, U.P.I.). - Des combats se sont poursuivis dans la nuit du jeudi 31 mars au vendredi 1^{er} avril le long de la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande dans le secteur de Phnom-Chat, où les forces vietnamiennes ont lancé une offensive contre l'une des principales bases de la résistance khmère rouge (le Monde du 1^{er} avril).

Selon des sources militaires thaïlandaises, plus de trente personnes ont été tuées lors de l'attaque et plusieurs centaines d'autres blessées. Près de quinze mille Cambodgiens ont franchi la frontière pour se réfugier en Thaïlande. L'action des services de secours est entravée par la poursuite des bombardements d'artillerie. Des obus seraient tombés à proximité du camp de réfugiés de Nong-Samet, qui regroupe soixante-dix mille personnes.

L'attaque vietnamienne a été condamnée, au cours d'une conférence de presse, par le chef du Conseil national de sécurité thaïlandais, M. Prasong Soonsiri, qui a précisé qu'elle survenait après la livraison récente de matériel soviétique moderne aux troupes vietnamiennes se trouvant au Cambodge.

Le département d'Etat américain a également dénoncé l'opération des forces de Hanoï et invité le Vietnam à respecter le territoire thaïlandais.

THIERRY SÉCRETAN.

Ghana

HUIT SEMAINES APRÈS LE RETOUR DES PERSONNES EXPULSÉES DU NIGÉRIA

« Le chaos économique ne permet pas de retenir tous les réfugiés »

nous déclare le capitaine Rawlings

Correspondance

Accra. - Après huit semaines, les rapatriés ghanéens ne sont plus « sur le retour », mais prêts à repartir. Littéralement catapultés jusque dans leurs villages d'origine, ils y ont soigné leurs plaies et ont aussitôt repris leur place dans cette foule qui, dans chaque village, chaque port et gare, le long des routes à travers tout le pays, cherche en permanence un travail, de la nourriture, une combine, trois sous, en fait l'immédiat pour survivre. Tragiquement, la faim vient d'être responsable de gigantesques feux de brousse, allumés par la population afin de piéger de petits rongeurs. Les régions Est et Brong-Aharfo, qui traditionnellement alimentent le Sud et Accra, la capitale, en maïs, sont les plus touchées. Des dizaines de milliers d'hectares ont brûlé, villages et stocks de grains compris.

Dans la gaitroune des vendeuses d'igname au marché de Kumasi, le doyen fixe le prix de chaque tubercule à 80 cedis. Prohibitif pour un salaire ghanéen, qui dépasse rarement 300 cedis. Mais seulement six camions d'ignames sont arrivés ce jour-là au lieu des quinze camions qui s'alignent en période normale. La loi de l'offre et de la demande joue malgré toutes les mesures de contrôle des prix édictées par le gouvernement.

Le capitaine Jerry Rawlings, chef de l'Etat, interrogé sur l'avenir de la population, ne mèche pas ses mots : « Bien que la crise immédiate soit passée, nous ne sommes absolument pas en mesure de subvenir aux besoins de la population dans un futur proche. Ce que doivent réaliser les pays donateurs, c'est que le réel impact des rapatriés sur la vie du pays n'apparaîtra qu'après les pluies et le drainage qui se fera alors vers les villes. En réalité, notre crise n'a pas encore commencé ; et nous ne parvenons pas à combler le déficit de nos stocks alimentaires, nous risquons des troubles sociaux. Et à juste titre. Chacun est en droit de tenir son gouvernement pour responsable de telles situations. Ce que je veux préciser aux pays donateurs, c'est qu'il faut s'organiser maintenant face aux difficultés à venir. Nous dépendons de la nourriture importée. »

Or, comme l'indique le président du Comité national, M. Mubanda, chargé de coordonner l'aide interna-

tionale, « moins de 40 % de l'aide a été distribuée, surtout à cause du manque de pneus... ». Cinq mille rapatriés auraient ainsi déjà rejoint le Nigeria.

Pour le capitaine Rawlings, ce n'est pas une surprise : « C'est décevant de ne pas arriver à retenir ces gens, mais le chaos économique ne le permet pas. Il faut être réaliste et admettre que pour de nombreux Ghanéens qualifiés, et même pour ceux qui ne le sont pas, l'avenir peut se trouver ailleurs. N'importe quel Ghanéen pauvre des papiers, en règle a le droit de partir. La seule chose que nous puissions faire pour protéger nos voisins, c'est de veiller à ce que ces gens aient de papiers et nous renforçons le contrôle aux frontières. Mais nous ne ferons pas du Ghana une prison. Pour le moment, il y a peu de signaux d'une reprise rapide de l'économie, mais l'accord en vue avec le F.M.I. et la Banque mondiale permet de bons espoirs à long terme. »

L'annonce, il y a quelques semaines, d'un prêt possible de plus de 400 millions de dollars a provoqué un grand espoir dans le pays, mais également quelques remous en Afrique de l'Ouest. L'honnêteté du gouvernement de M. Jerry Rawlings et la rigueur du plan proposé au F.M.I. par M. Kwesi Botchway, secrétaire aux finances, séduiraient-ils soudain les investisseurs ? Pour la première fois au Ghana, la masse monétaire a été réduite de 20 %, et la dévaluation indispensable du cedi se camoufle sous un projet de surtaxation des importations (800 %) et de primes à l'exportation (500 %).

« Nous améliorons notre image »

Le capitaine Rawlings voit d'autre part dans le changement d'attitude de certains pays à l'égard du Ghana des espoirs de reprise pour l'avenir.

« La diplomatie internationale fonctionne à de nombreux niveaux. Nous commençons à obtenir un soutien international et le gouvernement à être reconnu ainsi que notre approche économique. L'accord avec le F.M.I. se fera sur la base de nos propositions. Nous améliorerons donc notre image, et certains nous considéreront comme compétents. Mais pendant ce temps, les diverses agences de sécurité qui entourent les gouvernements occidentaux continuent de nous voir à travers cette myopie défensive qu'elles ont toujours pratiquée ! Elles nous ont stigmatisés des années comme une menace parce que nous voulons exploiter nous-mêmes plus de nos ressources ghanéennes. Bien qu'il existe un lent mouvement de faveur à notre égard, il faudra beaucoup de temps avant que ces agences ne changent d'opinion. Elles peuvent essayer de nous faire tomber, mais si leurs gouvernements commencent à nous accepter, c'est paradoxal mais vrai. C'est un des aspects de l'aide extérieure fournie aux régimes complots et tentatives de coup d'Etat. L'autre aspect, c'est la manière de réaliser ces tentatives, en utilisant les groupes d'extrême qui ne demandent qu'à nous renverser. Mais nous resterons vigilants parce que nous sommes au courant des étranges distorsions que nous imposent les relations internationales. Et nous avons d'excellents rapports avec des pays dont les services de sécurité cherchent à nous détruire. C'est très étrange. »

Le président Rawlings admet, en revanche, que ses relations avec ses voisins francophones « ont été difficiles à cause de la longue fermeture des frontières. Cette décision était en désaccord avec la convention ECOWAS, mais nous étions forcés de le faire par pure sécurité économique. Nous avons ouvert les frontières, et les choses s'améliorent. Mais dans le passé, depuis notre première prise du pouvoir, le gouvernement français était très méfiant à cause de la campagne de presse selon laquelle nous étions des satellites du soi-disant expansionnisme libyen. Certainement les Libyens étaient perçus comme cherchant à nous utiliser afin de lancer des attaques destabilisatrices contre les Etats francophones et l'Afrique de l'Ouest. C'est ridicule. Mais un état d'esprit aussi défensif a la vie dure. Et les relations avec la Côte d'Ivoire et le Togo, de par eux-

mêmes et à cause de l'influence française, ont été froides. Mais, vraiment, que peut craindre de nous la Côte d'Ivoire avec autant de troupes françaises chez elle. C'est un non-sens de penser que nous pourrions les attaquer. Nous avons été catalogués internationalement comme agressifs et destabilisateurs. Les gens commencent seulement à comprendre ce que nous entendons être, c'est-à-dire pro-Ghana et pro-Ghanéens. Rien de plus, rien de moins. Alors, bien que les choses aient été difficiles récemment, cela s'arrange. »

Quel Ghana croit-il ? Celui de Jerry Rawlings et de son gouvernement, plein de bonne volonté, ou celui qu'on retrouve à peine franchies les grilles du Castle, l'ancien fort colonial d'où le capitaine d'aviation dirige la révolution ? Le Ghana des ruelles surpeuplées, des popes assis encadrés par la foule des qu'une mama allume son feu pour frire un igname ou cuire un kenké, insuffisant pour nourrir tous ceux qui se pressent autour du fourneau, le brus déjà vendu un billet fripé au bout et les yeux brillants ? Celui des heures de queue pour grimper dans les « tro-tro », ces extraordinaires autobus carrossés de bois, mille fois ratapés. Ce Ghana englué un peu plus chaque jour dans les problèmes de survie qui paralysent toute existence, activité. Pour lequel F.M.I., aide internationale, déstabilisation, production, sont des mots qui n'évoquent rien du tout. On maudit la sécheresse, et dans chaque village les féticheurs intriguent pour faire venir les pluies. Wiiso, Potsin, Ninko, autant de villages visités qui n'évacuent plus leurs maigres produits agricoles, autant à cause du manque de moyens de transport et de pneus, cette plaie nationale, que par crainte d'être contrôlé dès l'arrivée au marché par les comités de défense populaires qui sévissent de plus en plus brutalement dans les grands centres.

Quel Ghana pour ces millions d'enfants frappés des premiers par le déficit alimentaire ? Sur le dernier tro-tro aperçu avant de quitter le Ghana, un slogan lapidaire, peint au-dessus du pare-brise, résume la situation : « Poor no friend ! » (Le pauvre n'a pas d'ami).

AFRIQUE

Le Monde

politique

M. MAUROY, LA MAJORITÉ ET L'AUSTÉRITÉ

« Il était indispensable d'obtenir une prise de conscience de l'opinion » affirme le premier ministre

Bonnes pâtes

M. Pierre Mauroy est bonne pâte. Il n'en veut pas aux inquiets, aux sceptiques et même aux contestataires qui s'expriment au sein du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Jeudi, devant les députés socialistes, il s'est dit « touché » par « l'adhésion et la confiance » qui, selon lui, se sont exprimées.

Il faut dire que ses amis socialistes, eux aussi, sont bonne pâte. Les contestataires, ceux qui sont proches de M. Pierre Joxe, ainsi que la plupart des membres du CERES, ont exprimé tout le contraire de l'adhésion et de la confiance, mais ils soutiennent tout de même le gouvernement. Comment faire autrement ? « La confiance ne se marchandait pas », comme dirait M. Raymond Forni, président de la commission des lois. Elle ne se « découpe pas en rondelles », tel un saucisson, ainsi que le remarquait, en son temps, M. Raymond Barre, lorsqu'il s'adressait, à l'Assemblée nationale, à ses turbulents alliés du R.P.R.

La réunion des députés socialistes a confirmé qu'une partie importante d'entre eux considère la voie choisie par le gouvernement comme un mauvais choix. Le plan Delors, expliquait Marcel Merle, député de la Seine-Saint-Denis, est l'opposé du projet socialiste, et l'on ne peut pas, dans le même temps, affirmer à la fois que l'on cherche à rapprocher la politique française de la politique allemande et dire à Paris que l'on construit le « socialisme à la française ». C'est pourtant bien ce que M. Mauroy, à demi-mot, s'efforce de faire.

Jeudi, M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, proche de M. Pierre Joxe, déplorait une série de mesures — maintien ou croissance de l'activité, protection du marché intérieur — nécessaires à ses yeux afin d'éviter que la politique de désinflation engagée en juin 1982 ne se transforme immédiatement en politique de déflation. Autant dire tout de suite que le gouvernement de M. Mauroy est engagé — même s'il ne s'agit selon le premier ministre, que d'un « moment » — dans la voie de la récession économique.

Lorsqu'ils interviendront devant l'Assemblée nationale, à l'occasion du débat qui suivra la déclaration gouvernementale du 6 avril, les uns et les autres devront battre des records de subtilité dialectique, afin d'expliquer qu'ils font confiance au gouvernement pour conduire une politique à laquelle ils ne croient pas.

Les communistes qui, bonne pâte, avaient joué le jeu de la rigueur — austérité ou pas — dès le premier jour, ont sans doute eu le sentiment d'être doublés sur leur gauche par une partie du P.S. Jour après jour, ils accentuent leurs doutes, leurs réserves et leurs critiques.

Le plan Delors n'est pas « à la hauteur de l'enjeu », estime M. Philippe Herzig, économiste, membre du bureau politique. L'humanité demande l'augmentation du taux de l'impôt sur la fortune, un prélèvement de 10 % sur les revenus des capitaux, afin de financer la Sécurité sociale, l'allègement de la retenue de 1 % sur le revenu imposable.

Il reste que les engagements du P.C.F. (comme ceux du parti socialiste) ne répondent pas à des choix de conjoncture, mais à un choix stratégique, explique M. Guy Herminier, membre du bureau politique. La conjoncture économique, justement, et un plan d'austérité conjoncturel n'y changeront rien.

Chef de la majorité, chef du gouvernement, M. Pierre Mauroy a fait preuve, jeudi, d'autorité. « Soyez solidaires et unis », a-t-il dit aux socialistes. « Le XV de France réclame un jeu collectif », a-t-il dit aux membres de son gouvernement. Il n'est pas question de garder le ballon pour soi tout seul afin « de se faire valoir ». M. Mauroy, là-dessus, sera « très sévère ». N'est-ce pas, M. Jacques Delors ?

Le premier ministre n'est pas toujours bonne pâte.

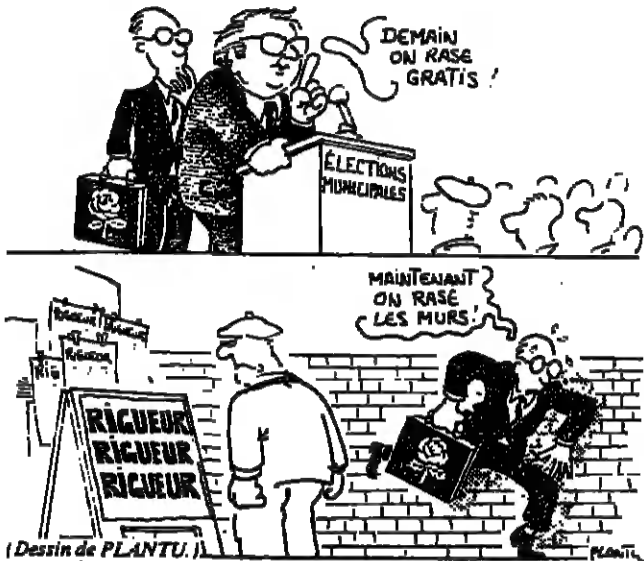
JEAN-YVES LHOEUAU.

M. Pierre Mauroy a participé, jeudi 31 mars, pendant près de trois heures, à la réunion des députés socialistes consacrée à l'organisation de la rentrée parlementaire et à l'examen de la situation économique et sociale.

Le premier ministre a déclaré, à propos des décisions monétaires prises par les Européens : « Dès lors que nos partenaires se montrent disponibles pour une véritable négociation, nous nous sommes prononcés pour le maintien du franc dans le système monétaire européen. C'est un choix d'avenir par rapport à la construction européenne. C'est aussi un choix immé-

dial de travail à temps partiel ; promotion des horaires collectifs à temps partiel.

En conclusion de son propos, le premier ministre a déclaré : « J'ai entendu Edmond Maire dire que l'austérité, c'est la rigueur sans ambition. Cette formule garantit précisément que nous ne pratiquons pas une politique d'austérité. Nous utilisons la rigueur pour nos objectifs et notre ambition (...). Oui, une gestion de gauche, c'est un rude combat. Il sera de plus en plus rude au fur et à mesure que nous avancerons dans notre action et dans les réformes. Aujourd'hui, la rigueur



diat, compte tenu du risque que nous courons de voir le franc se déprécier fortement par rapport au dollar. En mai 1981, nous avons trouvé une inflation qui se situait aux environs de 14 %. Nous avons cassé cette évolution avec le blocage des prix. Il nous faut aujourd'hui casser le processus d'endettement et de dégradation du commerce extérieur avec la même résolution. Nous avons le temps de mener à bien l'assainissement de notre économie.

A propos du plan de « rigueur », le premier ministre a admis que les mesures gouvernementales sont « rudes ». « Nous avons besoin de résultats », a-t-il dit. Il était indispensable d'obtenir une prise de conscience de l'opinion. Ces mesures, a souligné M. Mauroy, sont « sélectives » et « protègent » les plus défavorisés, l'objectif étant de « diminuer le moins possible le pouvoir d'achat de ceux qui ont le moins » et de préserver celui des plus démunis.

Évoquant la polémique sur le contrôle des changes, le premier ministre a ajouté : « Nous ne pouvons laisser passer l'argument selon lequel ce contrôle serait une atteinte aux libertés. Permettre à une famille moyenne de partir avec plus de 10 000 F ne me paraît pas scandaleux. Dès lors que le président de la République demande aux Français de se mobiliser, passer pour un déshonneur en France ne me semble pas être un effort démesuré (...). Ce faux débat, nous le transformerons en un vrai débat sur les réalités de la société française d'aujourd'hui ».

M. Mauroy invite ensuite ses amis à se montrer « solidaires » du gouvernement et à rester « unis ». « Rien ne serait plus grave que la division au moment où nous devons mobiliser les Français », le premier ministre a énuméré plusieurs thèmes d'action pour les semaines et les mois à venir, au-delà des « mesures transitoires » prévues par le gouvernement :

— **Politique industrielle** : « C'est là que se joue notre avenir. C'est sur ce point que je compte insister dans la déclaration du gouvernement (devant le Parlement), le 6 avril. Cinq « choix stratégiques » expriment la volonté du gouvernement, à-t-il ajouté : extension du secteur public ; relance de l'effort national de recherche ; modernisation des secteurs industriels traditionnels ; mise en place du fond des grands travaux ; nouvelle orientation de l'épargne vers l'industrie et le logement ;

— **Relations dans l'entreprise** : le projet de loi sur la démocratisation du secteur public sera débattu, au Parlement, avant la fin du mois d'avril ;

— **Poursuite de la lutte contre le chômage** : l'essentiel de l'effort porte sur les personnes âgées de seize à vingt-cinq ans, qui représentent la moitié des chômeurs. 50 % d'entre eux n'ont pas bénéficié d'une formation « digne de ce nom » ;

— **Le partage du travail** : M. Mauroy s'engage sur le travail à temps partiel et notamment sur les thèmes suivants : employeurs tenus ou incités à accepter les demandes indivi-

duels de travail à temps partiel ; promotion des horaires collectifs à temps partiel.

M. GOUX : éviter la déflation

M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, proche de M. Pierre Joxe, a estimé pour sa part que la baisse de la demande provoquée par l'application du plan gouvernemental « va faire baisser la production en France, si d'autres mesures ne sont pas prises, donc accroître le chômage d'environ cent mille à cent cinquante mille personnes ». Selon lui, « assurer la continuité de la politique en faveur de l'emploi impose donc d'éviter la récession et de maintenir ou, mieux, de faire croître un peu l'activité ».

Le maintien du niveau de l'activité impose à ses yeux une triple action : inciter massivement les Français à acheter des produits fabriqués

(Suite de la première page.)

Le point sur lequel M. Delors force le plus la réalité est cependant celui du commerce extérieur. Rien n'aurait été fait, selon lui, pour compenser les effets du deuxième choc pétrolier.

Si l'on examine les données économiques chiffrées, la réalité apparaît assez différente. Rappelons d'abord que ce deuxième choc survient fin 1978 — début 1979. Sa première manifestation est la hausse des cours qui se produit avec la fermeture des gisements iraniens et va provoquer, en même temps que la révolution, le départ du chah d'Iran. Ces hausses sont relancées par la guerre Irak-Irak en septembre 1980, qui survient au moment où les cours se détendent. Le choc pétrolier ne s'atténue en fait qu'au début de 1981.

Or, lorsque se produit ce deuxième choc, l'économie française a — à peu près — rétabli ses équilibres. Les analyses faites à l'époque par l'INSEE et les comptes de la nation montrent que les entreprises ont amélioré leur situation et ont recommencé à investir. Les chiffres rappellent aussi que le commerce extérieur est équilibré (2,5 milliards de francs d'excédents en 1978). La situation est donc en partie assainie, même si la France continue de traîner une forte inflation (+ 9,1 % en 1978) et des hausses de salaires excessives.

Le gouvernement d'alors — celui que dirige M. Raymond Barre — ne fait-il rien pour absorber ce second choc pétrolier ? Une constatation d'abord. Lorsque les socialistes arrivent au pouvoir, le déficit extérieur de la France, qui a été fort en 1980 (60 milliards de francs de l'époque), est en voie de nette réduction : il n'est plus que de 4 milliards de francs en moyenne mensuelle sur les six premiers mois de l'année et tombe à 2,6 milliards en moyenne

en France ; surveiller la répartition des changements de parités dans les prix français à l'étranger et dans les prix importés en France ; définir une réelle politique de l'entreprise (« redéfinir les conditions d'octroi des aides publiques, assortir le bénéfice de ces aides d'engagements précis concernant le niveau de la production »).

Afin d'intensifier la lutte contre l'inflation, M. Goux demande que le contrôle des prix soit renforcé. Il estime que le rétablissement de l'équilibre extérieur ne peut pas résulter uniquement de la baisse de la demande. Il se prononce, en conséquence — tout en précisant qu'il appartient au gouvernement d'en apprécier l'opportunité, — pour un « dépôt préalable à l'importation », et la mise en œuvre de quotas temporaires destinés à protéger les industries en voie de redressement.

Après avoir invité le gouvernement à ne pas perdre de vue l'objectif de réduction des inégalités, notamment au travers de la fiscalité et des prélèvements sociaux, M. Goux a ajouté que les orientations qu'il a tracées lui paraissent nécessaires « pour éviter que la politique de désinflation engagée en juin 1982 ne se transforme pas, en mars 1983, en politique de déflation ». Ces orientations fixent aussi, dans son esprit, « les grandes lignes de ce que pourra être la politique qui suivra le plan d'austérité ».

Dans le débat qui a suivi, M. François Lomel (Eure) a exprimé son soutien « total et sans défaillance » au gouvernement. M. Michel Charzat (Paris), l'un des dirigeants du CERES, a affirmé : « Ce qui est en cause, c'est notre autonomie de décision. Le plan de rigueur représente, selon lui, « une période transitoire nécessaire pour reconstituer les équilibres ». Mais, a-t-il souligné, « nous ne pouvons pas attendre six mois pour poursuivre la politique engagée en 1981 ».

Pour M. Raymond Forni (territoire de Belfort), président de la commission des lois, également membre du CERES, la confiance au gouvernement « ne se marchandait pas. Elle est acquise ». En répondant aux interventions, M. Mauroy s'est dit « touché par l'adhésion et la confiance » qui se sont, à son avis, exprimées. Les « inquiétudes » et les « interrogations » lui paraissent « normales ». A propos du resserrement de l'équipe gouvernementale, M. Mauroy a expliqué qu'il veillerait à ce que disparaissent les prises de position individuelles. « Le XV de France », a-t-il expliqué, « réclame un jeu collectif. Il n'est pas bon que tel ou tel garde seul le ballon pour se faire valoir. Je serai très sévère là-dessus ».

J.-Y. L.

Les députés communistes feront des propositions pour « compléter » le dispositif gouvernemental

Dans l'Humanité-Dimanche du 1^{er} avril, Jack Dion estime que les mesures présentées « ne sont pas à la hauteur de l'enjeu ». Dans le même numéro, M. Philippe Herzig, membre du bureau politique du P.C.F., affirme : « Les Français ont plus de possibilités d'annoncer avec la majorité de gauche qu'avec la droite, avec des communistes au gouvernement que sans. On peut avancer, mais c'est une lutte. Ah ! bien sûr, il y a des vicissitudes, des pas de travers. C'est dur. Mais les communistes ont choisi d'être dans la majorité pour réaliser les objectifs de progrès choisis par les Français en 1981. Nous continuerons, c'est notre stratégie. Et, en même temps, nous lutons pour une perspective concrète d'issue à la crise, nous avons des solutions concrètes, novatrices, qu'il faut faire connaître et progresser dans les consciences ».

Après avoir considéré que le plan « ne pourrait par lui-même réduire durablement l'endettement de la France et défendre sa monnaie », M. Herzig indique que les députés communistes feront, au cours de la discussion parlementaire, « des propositions d'amendements pour l'améliorer et [le] compléter ».

Les « réserves »

Pour M. Guy Herminier, membre du bureau politique du P.C.F., le nouveau « plan d'action gouvernemental (...) appelle de nombreuses remarques [et] suscitera des réserves ». Dans l'hebdomadaire Révolution (date 1^{er}-7 avril), dont il est le directeur, M. Herminier indique que, en regard des « exigences » que sont la lutte contre le chômage,

contre l'inflation et le déficit du commerce extérieur, « on peut manifester quelque inquiétude quant à la valeur des récentes mesures gouvernementales ».

Il explique alors : « Ces mesures apparaissent tout à la fois trop lourdes et trop légères. Trop lourdes pour la masse des salariés, souvent modestes, dont elles frappent le pouvoir d'achat ; trop légères pour les spéculateurs et les privilégiés, les grosses fortunes et les revenus du capital, qui devraient être d'abord mis à contribution ».

Après s'être interrogé ainsi sur « la justice sociale », M. Herminier évoque « la cohérence de l'action entreprise ». Il poursuit : « Réduire la demande intérieure française de quelque 65 milliards de francs, dans le but de diminuer nos importations, c'est freiner brusquement l'activité économique, avec tous les risques de reprise du chômage que cela comporte. Augmenter les tarifs publics et diverses taxes, c'est alourdir l'inflation. A privilégier ainsi le rétablissement de notre balance commerciale, n'y a-t-il pas danger de reculer dans la lutte pour l'emploi et contre la hausse des prix où il est tout aussi essentiel de continuer à marquer des points ? »

« On peut, enfin, s'interroger sur la pleine efficacité de ces dispositions dans la mesure où elles ne sont pas encore accompagnées de la définition d'une politique de redressement industriel, clef d'un équilibre durable de nos échanges ».

M. Herminier affirme enfin que « la participation gouvernementale des communistes n'est pas un choix de conjoncture, mais de stratégie ».

AU LENDEMAIN DES MUNICIPALES

La « cote de confiance » de MM. Mitterrand et Mauroy était en hausse selon le baromètre de la Sofres

Selon le baromètre mensuel de la Sofres établi entre le 16 et le 21 mars — c'est-à-dire avant l'annonce des mesures de rigueur — auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes, la cote de confiance de MM. Mitterrand et Mauroy est en hausse : 54 % des personnes interrogées affirment faire « tout à fait » ou « plutôt confiance » au président de la République pour résoudre les problèmes de la France (soit une augmentation de 6 points par rapport à l'enquête précédente). En revanche, 41 % (46 % en février-mars) émettent un avis contraire. 43 % (39 % précédemment) déclarent faire « tout à fait » ou « plutôt confiance » à M. Pierre Mauroy — les opinions négatives en ce qui concerne le premier ministre baissent de 4 points (49 % contre 53 %).

A l'indice de popularité, toutes les personnalités politiques de majorité sont en hausse, sauf M. Georges Marchais, qui perd 2 points (17 %). M. Rocard (58 %), qui conserve la première place, gagne 5 points ; M. Delors (50 %), 9 points ; M. Mauroy (47 %), 6 points ; M. Chevènement (31 %), 7 points ; M. Bérégovoy (22 %), 5 points ; M. Fiterman (26 %), 3 points, et M. Jospin (33 %), 2 points. Dans l'opposition, M. Veil, dont la cote est stable (43 %), demeure en tête. Elle est suivie par M. Chirac (41 %), qui progresse d'un point. La cote de M. Barre, elle aussi, reste stable (31 %), mais M. Giscard d'Estaing enregistre une baisse de 2 points (29 % au lieu de 31 %).

Le « baromètre » est publié ce vendredi 1^{er} avril par le Figaro-Magazine.

La rigueur dans la démonstration

pour avril-mai-juin. Si l'on fait abstraction des prix (qui à l'importation augmentent plus vite qu'à l'exportation) et que l'on s'en tient aux seuls volumes, on constate que notre commerce extérieur est rééquilibré dès les premiers mois de 1981 (voir le graphique établi d'après les données en volumes de l'INSEE). Le même graphique montre que cette tendance favorable se prolonge jusqu'à la rentrée d'automne 1981, époque où la « relance » Mauroy provoque un afflux d'importations qui déséquilibre notre commerce extérieur en même temps que nos ventes chutent pour des raisons difficiles à bien expliquer (notre inflation ne rend pas compte de tous nos déboires).

Revenons maintenant aux analyses de M. Delors : rien n'a été fait pour absorber le deuxième choc pétrolier, soit en augmentant les impor-

tations, soit en diminuant les importations.

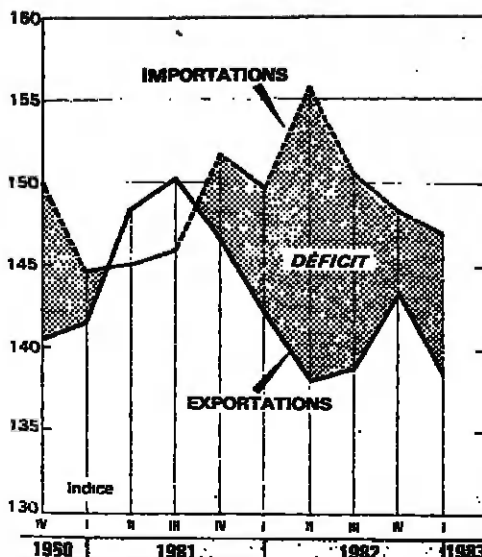
Si l'on relient les comptes de la nation, on voit que le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages (qui inclut, outre les salaires, les cotisations et prestations sociales, mais aussi les impôts) baisse de 0,3 % en 1980 après avoir sans cesse augmenté depuis 1976. On trouve confirmation de cette politique de compression de la demande des ménages dans le rétablissement brutal des comptes des administrations. Ceux-ci, qui comprennent le budget de l'Etat et des collectivités locales, les comptes de la Sécurité sociale, passent d'un déficit de 16,2 milliards en 1979 à un excédent de 9,2 milliards en 1980. Le gouvernement de M. Barre emprunte, quatre ans avant celui de M. Mauroy, les mêmes chemins de la rigueur qui consiste à peser sur la demande des ménages.

Dans l'état actuel de la science économique — et malgré le raffinement de certaines théories à la mode — la seule méthode que sachent utiliser avec efficacité les gouvernements en place — qu'ils soient de droite ou de gauche — est encore, pour rétablir les comptes extérieurs d'un pays, d'imposer des réductions de la demande intérieure qui, bien sûr, débouchent sur la stagnation de l'activité économique, voire la récession.

Telle est la réalité, infiniment plus complexe et nuancée que ne l'a décrite M. Delors. A trop vouloir rejeter sur les gouvernements précédents tout le poids des problèmes qui nous assaillent, le ministre de l'économie et des finances fait surtout apparaître ses propres contradictions. La gauche ne reprochait-elle pas, en 1980, au gouvernement Barre d'avoir provoqué une baisse du pouvoir d'achat des ménages ? Ne reprochait-elle pas aussi le rééquilibrage brutal des comptes de l'Etat et de la Sécurité sociale, jugés par elle déflationnistes ?

Un plan de rigueur crédible, c'est aussi la rigueur dans la démonstration.

ALAIN VERNHOLES.



L'ANGLAIS à OXFORD et à NEW-YORK

• matin : 15 heures de cours par semaine pour groupes de 8 élèves maximum.

• Soirée-midi : tennis, équitation, golf, minitennis, voile, planche à voile.

• Soirée : croquerons l'anglais-britannique.

• sélection rigoureuse et contrôle constant des familles.

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

Agencée par le British Council

Membre-Fondateur de l'UNOCEI

Association loi 1901 - Siège de l'UNOCEI

21, rue Théophraste Renaudot

75015 Paris - Tél. : (1) 533.13.02

هكذا من الأصل

L'APPLICATION DU PLAN DE RIGUEUR

LES ENTRETIENS DE MATIGNON

« La seule solution est de se battre pour survivre », déclare la C.G.C.

Le premier ministre devait terminer, vendredi soir 1^{er} avril, ses entretiens avec les syndicats, un autre rendez-vous étant prévu le lundi 4 avril avec la C.G.P.M.E.

Les réactions varient, des réserves les plus expresses à l'opposition totale comme c'est le cas de la C.G.C. qui a confirmé, vendredi midi, son intention d'organiser des manifestations de « dimension nationale ».

« Notre combat ne pourra qu'être extrêmement vigoureux », a déclaré, vendredi, M. Jean Menn, président de la C.G.C. au cours d'une conférence de presse. La veille, à la sortie de Matignon le responsable de la Confédération de l'encadrement avait déclaré que l'entretien avec M. Mauroy n'avait donné aucun motif de satisfaction. « Vivement opposé » au plan de rigueur, la C.G.C. critique l'appel à l'impôt sur le revenu pour financer la Sécurité sociale, non pas tant pour réclamer la

participation financière des salariés à faible rémunération que pour contester une technique qui frappe les cadres et laisse de côté tous ceux dont les revenus échappent à cette imposition.

Autre critique : l'absence de mesures pour l'emploi et la relance de l'activité industrielle. « Nous avons rencontré », a déclaré M. Paul Marchelli, vendredi, « un premier ministre plus que jamais décidé à commettre sa troisième erreur en 22 mois de gouvernement ». Pour le délégué général de la C.G.C. il est certain que « la France sort de l'échec » et il est inadmissible que l'encadrement paie « une part plus lourde » pour soutenir une « politique de l'incohérence et de l'inconstance ». « La seule solution », a ajouté M. Marchelli, est de se battre pour survivre. Comment ? Comme le Monde l'a indiqué le 30 mars, la C.G.C. est décidée à organiser des manifestations « d'envergure nationale », notamment à Paris, sans exclure « une grève générale ».

Une protestation de l'association du président

Parmi les nombreuses protestations qui fusent de toutes parts contre les mesures de limitation des voyages à l'étranger, signifiées celle de l'Association France-Etats-Unis.

« L'Association France-Etats-Unis se déclare gravement préoccupée par les décisions apportant des restrictions aux voyages dans la mesure où elles coupent des Etats-Unis des milliers de ses adhérents, et ce à un moment particulièrement mal choisi sur le plan politique. Elle se voit soumise, à cet égard, par des milliers de Français qui voyagent ou pas - approuvent son action », indique un communiqué.

« Constatant qu'une telle situation ne peut profiter qu'à l'Union soviétique, ajoute l'association, France-Etats-Unis demande aux pouvoirs publics de considérer le remplacement de ces mesures impopulaires par d'autres, susceptibles d'apporter au Trésor le montant de ressources compensatoires et nécessaires. »

La piquette, dans cette protestation et cette requête « auprès des pouvoirs publics », c'est que le président d'honneur de l'association est... M. François Mitterrand, président de la République et le président, M. Thierry Maulnier, de l'Académie française.

FIN DE LA MISSION DU FOND MONÉTAIRE A PARIS

Une formule plus souple pour surveiller l'importation des magnétoscopes japonais serait bientôt mise en vigueur

Les pratiques commerciales de la France et la mise en place du nouveau plan de rigueur ont été au centre des consultations qu'une mission du Fonds monétaire international a eues pendant dix jours à Paris avec les autorités françaises.

Arrivée mardi 22 mars pour procéder à l'examen annuel de la gestion économique, commerciale et financière française dans le cadre des pouvoirs de surveillance du F.M.I. sur les politiques des cent quarante-six Etats membres (article 4), cette mission, conduite par M. Allan Whetton, directeur du département européen du F.M.I., devait regagner Washington.

La politique commerciale française, et en particulier les formalités de dédouanement très restrictives des magnétoscopes japonais mises en place depuis la fin de l'année dernière par les autorités françaises, a fait l'objet d'une attention particulière de la délégation du F.M.I.

Le gouvernement ne devrait plus désormais maintenir pendant très longtemps ces dispositions alors que l'accord global intervenu à Tokyo entre négociateurs européens et japonais sur les exportations de plusieurs productions nippones commence à entrer en vigueur. Une formule de déclaration a priori des importations vidéo japonaises, qui permettrait de surveiller leur importation avant leur arrivée sur le territoire français, pourrait être prochainement décidée.

M. Edith Cresson s'est donné un délai de réflexion pour prendre connaissance du dossier, sur lequel elle doit avoir un entretien mercredi 6 avril à Paris avec M. Etienne Davignon, commissaire européen chargé des questions industrielles.

La mission du F.M.I. a eu aussi

des discussions approfondies en début de semaine sur le plan de rigueur en dix points de gouvernement français. Selon certaines informations, les experts auraient souligné que l'industrie française souffre de retards structurels qui pourraient fortement limiter sa capacité à équilibrer ses échanges extérieurs.

Conformément à la règle, la mission rédige un rapport confidentiel incluant le compte-rendu de ses entretiens officiels, des perspectives économiques de moyen terme et des recommandations. La précédente mission en France remonte à février 1982.

La C.G.C. et F.O. critiquent les « incohérences » et les « inconséquences » du Syndicat des agents de voyage

Les négociations entre les pouvoirs publics et les agents de voyage, interrompues à cause de la manifestation du 30 mars, ne devaient reprendre qu'après le week-end de Pâques. Le Syndicat national des agents de voyage (SNAV) juge d'ailleurs « scandaleux » ce long délai alors que des questions « vitales » sont en jeu, et précise qu'il est prêt à une rencontre technique « à tout instant et sans préavis ». Si certains professionnels du tourisme déclinent de « passer à l'action », le SNAV, pour sa part, « déclinerait toute responsabilité ».

L'attitude du SNAV - qui a pu paraître divisée sur la conduite à tenir - est vivement critiquée, dans un communiqué, par les syndicats du tourisme F.O. et C.G.C. qui parlent d'« incohérences » et d'« inconséquences ».

RÉUNIS LE 26 AVRIL A PARIS

Les pays de la zone franc vont examiner les conséquences des mesures gouvernementales françaises

Les ministres des finances des treize pays africains de la zone franc vont se réunir à Paris le 26 avril 1983 afin d'examiner les conséquences économiques - et surtout monétaires - du plan de rigueur annoncé le 25 mars dernier par le gouvernement français afin d'accompagner la dévaluation du franc.

Regroupés au sein d'une zone monétaire unique (voir notre encadré), ces pays subissent directement les effets de chaque réajustement monétaire et de ses conséquences négatives pour les économies africaines, ainsi qu'en témoigne la précédente dévaluation du franc français intervenue en juin 1982 (le Monde du 23 juin 1982). Cette fois encore, le franc C.F.A. devra suivre la dernière dévaluation du franc français (en raison des parités fixes qui lient les deux monnaies) selon des modalités qui constitueront l'un des principaux sujets de discussion fin avril. Importateurs de pétrole pour la quasi-totalité d'entre eux, l'effet bé-

crédit, valable en métropole et dans les DOM-TOM.

En effet, la réglementation applicable aux sorties de devises ne concerne pas ces pays africains étant donné l'obligation qui leur est faite de déposer auprès du Trésor français leurs propres réserves en devises, un « pot commun » étant constitué entre les divers instituts d'émission. En contrepartie, ces Etats de la zone franc peuvent utiliser les « comptes d'opérations » ouverts auprès du Trésor au nom des deux instituts d'émission (la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest et la Banque des Etats de l'Afrique centrale), ces comptes

Une solidarité active

Depuis la disparition de la zone sterling qui liait la Grande-Bretagne aux pays du Commonwealth, la zone franc reste le seul exemple de zone monétaire qui répond à quatre critères essentiels : la définition d'une parité fixe entre les monnaies des différents pays concernés et celle du pays centre (en l'occurrence la France), l'assurance de la convertibilité et de la transférabilité des monnaies, la mise en commun des réserves de change et, enfin, l'harmonisation des réglementations de change.

Créée le 29 décembre 1945 à partir des anciennes colonies françaises, la zone franc, qui englobe la France métropolitaine, ainsi que les départements et territoires d'outre-mer, comprend à l'heure actuelle six pays (Bénin, Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Niger, Sénégal et Togo) regroupés autour de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (B.C.E.A.O.), cinq autres pays (Cameroun, République centrafricaine, Congo, Gabon et Tchad) étant regroupés dans la Banque des Etats de l'Afrique centrale (B.E.A.C.), le Mali disposant de son propre institut d'émission, la Banque centrale du Mali, de même que la République fédérale et islamique des Comores.

En accordant à l'indépendance, un certain nombre de pays ont

préférentiellement quitté la zone franc. Ce fut notamment le cas de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc, de Madagascar et de la Mauritanie. De son côté, le Mali devait faire une brève sortie pour réintégrer ultérieurement la zone franc (mais pas la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest), après avoir dévalué sa monnaie de 50 %. Par ailleurs, d'autres pays (tels que le Zaïre), y compris des Etats anglophones qui se sont vu retirer toute garantie de change par les autorités monétaires britanniques après leur indépendance (Burundi, Ruanda), ont demandé leur adhésion à la zone franc, sans succès jusqu'à présent.

La solidarité active établie entre les treize Etats africains qui composent actuellement la zone franc repose sur une monnaie unique, le franc C.F.A. (Communauté financière africaine), lié à la monnaie française par une parité fixe. Depuis décembre 1980, le franc C.F.A. vaut 0,02 franc français. Cette unité monétaire implique que les Etats membres de la zone franc s'engagent à respecter la politique monétaire et financière pratiquée par la France en coordination avec ces mêmes Etats, seule condition imposée aux livres transferts à l'intérieur de la zone entre la métropole et ces Etats africains.

constituant l'instrument privilégié de la coopération monétaire instituée à l'intérieur de la zone.

Sur un plan touristique, la nouvelle réglementation des changes devrait drainer une partie des vacanciers français vers les contrées africaines sans que les professionnels soient en mesure d'évaluer à l'heure actuelle l'importance exacte de ce courant qui va rapidement se heurter à un problème de capacité d'accueil dans la plupart des pays concernés.

S. M.

● Les établissements carte bleue vont accorder une réduction de la cotisation annuelle de la carte bleue internationale Visa. Cette réduction « à titre exceptionnel » interviendra lors du renouvellement des cartes. Elle sera de 10 F si celui-ci intervient en juin, juillet et septembre prochains (pas de fabrication de cartes en août), de 20 F en novembre et décembre prochains et de 30 F pour les mois de janvier, février et mars 1984. Par ailleurs, le prix de toute carte internationale Visa, nouvellement émise, est ramené à 70 F (au lieu de 110 F), en attendant la levée des mesures de contrôle des changes.

● Le Diner's Club annonce de son côté pour les mêmes raisons une réduction de 65 F du prix des cartes Société - lequel se trouve ramené à 173 F - pour les porteurs de cartes individuelles qui souhaitent obtenir une carte supplémentaire.

● Les banques néerlandaises acceptent les eurochèques présentés par des voyageurs français « jusqu'à nouvel ordre », a indiqué à Amsterdam le porte-parole de l'Association néerlandaise pour la promotion des voyages, précisant que les banques néerlandaises n'ont pas reçu encore d'instruction pour cesser d'accepter les eurochèques présentés par des Français.

Lisez
Le Monde de
L'EDUCATION

M. Gaston Defferre devrait être réélu maire de Marseille

M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, devrait être réélu, pour la sixième fois, maire de Marseille, vendredi 1^{er} avril. La première séance du conseil municipal élu les 6 et 13 mars dernier devrait être aussi consacrée à la désignation des adjoints, et notamment du premier d'entre eux.

LE TROISIÈME HOMME

De notre correspondant

Marseille. - Sanmarco, Pezet ? Pezet, Sanmarco ? Depuis des mois, les allées du pouvoir municipal de Marseille ressemblaient aux abords d'un champ de courses au moment du pari couplé. Il ne faisait de doute pour personne que l'un de ces deux hommes serait le premier adjoint.

Dans la compétition, que l'on disait sévère entre les deux candidats à la succession, M. Philippe Sanmarco, trente-six ans, faisait cependant figure de favori. Cet énarque « venu d'ailleurs » bien que d'origine marseillaise, était devenu en 1978, à la demande du maire, secrétaire général de l'expansion de la ville de Marseille, avec mission d'introduire sa rigueur, ses capacités d'organisateur et d'administrateur dans la gestion municipale. On prêtait au maire de Marseille l'intention de s'appuyer sur ce jeune homme brillant, dégagé des pesanteurs politiques, pour « remettre de l'ordre », voire mettre au pas certains élus de longue date.

Il faut reconnaître que M. Sanmarco est l'homme qui, depuis que M. Gaston Defferre est maire, aura eu le plus de pouvoirs. Tous les grands dossiers passaient obligatoirement par ses mains.

En juin 1981, M. Defferre lui demandait de devenir son suppléant aux élections législatives, ce qui confirmait encore aux yeux de l'opinion le rôle de futur « dauphin » dévolu à M. Sanmarco. Quand M. Defferre fut reconduit dans ses fonctions de ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, le 23 juin 1981, il devint député de la troisième circonscription des Bouches-du-Rhône et prit le titre de chargé de mission du maire.

Pour autant M. Michel Pezet gardait toutes ses chances dans une éventuelle course à la succession. Homme d'appareil, pouvant à quarante ans à peine se targuer de vingt-deux ans de militantisme, premier secrétaire de la toute-puissante fédération des Bouches-du-Rhône du parti socialiste, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. Michel Pezet avait plus d'un atout, et surtout celui d'être plus « politique » que M. Philippe Sanmarco. Finalement, le choix ne pouvait dépendre que de la volonté du maire lui-même.

Pourtant, le premier adjoint ne sera ni M. Sanmarco ni M. Pezet, mais M. Jean-Victor Cordonnier, un inconnu en dehors des frontières communales. Cet universitaire de quarante-six ans, conseiller municipal sortant, délégué à l'urbanisme, maître-assistant de chimie à la faculté Saint-Charles, directeur adjoint de l'Institut de promotion supérieure du travail, président du centre régional de formation continue et de l'éducation permanente, a longtemps milité dans l'équipe de M. Charles-Emile Loeb et des élus du quartier sud avant de prendre la tête d'une liste aux dernières élections municipales dans le quatrième secteur de Marseille, où il affrontait la

liste conduite par M. Jean-Claude Gaudin.

Le nom de Jean-Victor Cordonnier n'est pas celui qu'on attendait. Il n'en a pas fallu plus pour que les rumeurs reprennent, et au premier chef celle de la « disgrâce » de M. Sanmarco. « Disgrâce ? Interroge M. Sanmarco. Pas du tout. Le maire il est vrai m'avait proposé le poste de premier adjoint. Nous avions alors ensemble fait l'analyse de ce que cela représentait pour la définition de la ligne politique d'une municipalité d'union de la gauche et impliquait pour la composition des listes et la répartition des pouvoirs au sein de la municipalité. L'évolution de la situation m'a fait apparaître que mon rôle propre ne s'articulerait pas de manière harmonieuse au dispositif finalement mis en place. Conformément à l'attitude de loyauté absolue que j'ai toujours eue envers M. Defferre, je n'ai pas voulu devenir un facteur de dissension. J'en tire toutes les conséquences. »

Le profil

d'un premier adjoint

Dans ces conditions, pourquoi le poste de premier adjoint n'a-t-il pas été dévolu à M. Pezet ? Ce dernier répond : « Nous avons défini avec M. Defferre le profil du premier adjoint dont Marseille a besoin. Nous sommes convenus qu'il devait être chargé des grands dossiers administratifs, de leur suivi, et que cela prenait beaucoup de temps. D'autre part, le premier adjoint a un rôle non négligeable de représentation, ce qui est très contraignant. J'ai en charge la région et la fédération, qui sont très lourdes. »

« J'ai donc opté, et le maire m'a suivi, pour un poste d'adjoint plus politique. C'est pourquoi M. Defferre me confie le poste de troisième adjoint, qui est plus particulièrement chargé des problèmes économiques, de planification et d'équipement. Je suis en outre président du groupe socialiste au conseil municipal. M. Jean-Victor Cordonnier aura une fonction plus administrative, qui convient bien à son tempérament et à son caractère de conciliateur. »

A l'issue du premier tour de scrutin, on avait demandé à M. Defferre : « Le premier adjoint sera-t-il votre dauphin ? » Le maire de Marseille, précisant qu'il n'aimait pas le mot dauphin, avait laconiquement répondu : « Pourquoi pas ? ». Peut-être pensait-il encore à ce moment-là que M. Philippe Sanmarco serait cet homme. Aujourd'hui, sa défection pose plus que jamais le problème de la succession à la mairie.

On dit qu'il ne serait pas impossible que M. Sanmarco se démette avant terme de son mandat de député. Ce qui provoquerait des élections partielles dans le secteur du maire. Mais, ces jours-ci, que ne dit-on pas à Marseille !

JEAN CONTRUCCI.

M. Michel d'Ornano président du conseil régional de Basse-Normandie

M. Michel d'Ornano, ancien ministre, député U.D.F.-P.R. du Calvados, président du conseil général de ce département, a été élu, le jeudi 31 mars, président du conseil régional de Basse-Normandie.

Il succède à M. Léon Jozeau-Marigné (C.N.I.P.), qui, nommé au Conseil constitutionnel, a dû abandonner son mandat de sénateur de la Manche et son siège au conseil régional.

M. d'Ornano, qui avait été le premier président du conseil régional bas-normand, avait laissé la place à M. Jozeau-Marigné en juin 1974 lorsqu'il avait été nommé ministre de l'Industrie et de la recherche.

L'ancien maire de Deauville ne s'était pas, entre-temps, désintéressé des affaires régionales, ne serait-ce qu'en conservant la présidence du comité d'expansion de Basse-Normandie. Il n'a pourtant obtenu, pour son élection à la présidence du conseil régional, que 22 voix sur

départements de Basse-Normandie. Jusqu'à présent, seuls des élus de la Manche et du Calvados ont pu y accéder. Le fait de présenter la candidature d'un député centriste à la place de celle - traditionnelle - de M. Hubert d'Andigné, sénateur R.P.R., n'a pas donné plus de succès à la tentative de l'Orne, et si M. Geng a obtenu quelques voix en dehors de son département, il semble avoir eu plus de succès auprès des membres du R.P.R. que de ceux du C.D.S.

Quant à la gauche, qui n'a que six représentants sur quarante-deux au conseil régional, elle s'est abstenue pour souligner sa « sous-représentation ».

● Les députés du groupe parlementaire U.D.F. organiseront, sous la présidence de M. Jean-Claude Gaudin, mardi 5 avril à l'Assemblée nationale, leur journée d'étude préparatoire à la session parlementaire de printemps. Le bureau du groupe sera reconduit à cette occasion.

Il a déjà été annoncé que M. Jean Brocard, député de Haute-Savoie, remplacera M. Bernard Stasi, député de Haute-Marne, récemment élu maire d'Epervy, au poste de vice-président de l'Assemblée nationale.

Le Monde

société

RELIGION

Les évêques posent des limites strictes à la communion réciproque entre catholiques et protestants

La commission épiscopale pour l'unité des chrétiens a récemment rendu publique une note sur l'hospitalité eucharistique avec les chrétiens des Eglises issues de la Réforme en France.

Approuvée par le conseil permanent le 14 mars, ce document fixe les limites à une pratique qui a ten-

dance à se répandre dans les milieux œcuméniques : la communion de catholiques à la messe protestante et celle de protestants à la messe. L'hospitalité eucharistique, conclut le document, ne peut pas être habituelle, mais seulement envisagée dans certains cas exceptionnels.

Dans une première partie intitulée : « Pourquoi l'hospitalité eucharistique ne peut pas être habituelle », la note des évêques catholiques énumère quatre raisons :

1) L'eucharistie, qui « ne nous appartient pas », est partagée par ceux qui ont reçu le même baptême et vivent dans la communion visible de la même foi. L'avisement de saint Paul sur le discernement du corps du Seigneur (1 Cor. 11, 34-37) concerne « à la fois son corps eucharistique et son corps ecclésial ».

2) « Parce que la communion eucharistique et la communion ecclésiale sont indissociables (...), la question de l'hospitalité eucharistique ne peut donc être abordée dans la seule perspective des besoins spirituels individuels ou des liens de fraternité existant entre des groupes limités. Seule la réconciliation entre les Eglises aujourd'hui divisées peut rendre normal l'accueil mutuel à la table de l'eucharistie qu'elles célèbrent ».

3) « Malgré les substantielles avancées doctrinales actuelles, la note des évêques, dont nous nous réjouissons, des points sérieux de contentieux dans la foi demeurent ; en particulier certains aspects

de la doctrine eucharistique (présence par un ministre ordonné ; permanence de la présence sacramentelle) et des ministères (leur rôle propre dans la structure de l'Eglise ; l'ordination), la place et le sens de la sacramentalité dans la vie chrétienne (...). Des questions pressantes avaient été posées dans ces domaines par Mgr Le Bourgeois, lors de son intervention à l'Assemblée du protestantisme français (1). Elles n'ont pas reçu, jusqu'à ce jour, de réponse autorisée ».

4) « La multiplication des hospitalités eucharistiques donnerait à penser que les problèmes posés pour l'unité de l'Eglise sont déjà résolus et que le statu quo confessionnel actuel est une forme valable de l'unité telle que le Seigneur la désire ».

Dans une deuxième partie, intitulée : « A quelles conditions cependant certains cas exceptionnels d'hospitalité eucharistique peuvent-ils être envisagés ? », les évêques font une distinction entre l'accueil des protestants à la communion catholique et la participation eucharistique des catholiques à la sainte cène protestante.

Dans le premier cas, « une hospitalité authentique suppose de la

part [des protestants] un réel besoin ou un désir spirituel éprouvé, des liens de communion fraternelle profonds et continus avec les catholiques (tels qu'ils sont vécus dans certains foyers mixtes et dans quelques groupes œcuméniques durables), une foi sans ambiguïté quant à la dimension sacrificielle du mémorial, quant à la présence réelle et à la relation entre communion eucharistique et communion ecclésiale, enfin un engagement actif au service de l'unité que Dieu veut ». En outre, l'autorisation de l'évêque est requise.

Dans le deuxième cas - la communion des catholiques à la sainte cène protestante - les évêques rappellent que cette pratique est « objectivement contraire aux dispositions actuellement en vigueur dans l'Eglise catholique, dans le fondement et d'ordre doctrinal ». Ils concluent : « Nous sommes conscients que ces orientations pourraient blesser ou choquer. Nous partageons nous-mêmes la souffrance de ne pouvoir communier ensemble à l'eucharistie. (...) L'évolution que nous espérons de ces positions dépendra pour une part de la manière dont les Eglises issues de la Réforme recevront les questions que nous avons rappelées ici ».

(1) Ces questions adressées aux protestants étaient :

1. - Quelle est donc actuellement la conscience de la doctrine proposée par certaines Eglises de la Réforme en France ?
2. - Quelle est la conviction protestante en 1975 sur l'Eglise ?
3. - Quelle est la volonté œcuménique réelle du protestantisme français ?
4. - A l'interpellation protestante sur l'hospitalité eucharistique, des instances catholiques compétentes répondent de plus en plus fréquemment par des gestes d'ouverture, tout en faisant valoir la question de la foi, qui est pour nous, comme pour nos frères orthodoxes, la raison fondamentale de notre réserve en ce domaine. Entendez-vous cette question ? Vous ne pouvez faire comme si ces gestes d'ouverture n'entraînaient purement et simplement vos propres positions doctrinales et disciplinaires ?

MÉDECINE

LA SOCIÉTÉ INFORMATIK EST AUTORISÉE À REMBOURSER SA FILIALE AMÉRICAINE

Les pouvoirs publics ont autorisé, jeudi 31 mars, la société française Informatik à rembourser sa dette envers Informatik States, sa filiale américaine (Le Monde du 30 mars). Le non-remboursement de cette dette - d'un montant de 1 million de francs - aurait contraint Informatik States à déposer son bilan.

Cette autorisation n'apporte néanmoins, selon les responsables de la société, qu'une solution temporaire. Informatik, première société française d'informatique médicale, connaît, en effet, d'importantes difficultés financières. Dans l'attente d'une « solution de fond », et pour éviter un dépôt de bilan, le gouvernement s'était engagé il y a un an à donner un « ballon d'oxygène ». Sur les 10 millions de francs promis, 5 ont, à ce jour, été versés.

● Le garde du corps de M. Ben Bella libéré. - Youssef Hachem, vingt-cinq, le garde du corps de M. Ahmed Ben Bella, appréhendé par la police le 25 janvier à Montmorency (Val-d'Oise), dans la villa de l'ex-président algérien, a été remis en liberté sans décision de la chambre d'accusation d'Amiens, après les échauffourées du 21 mars au quartier des Minquettes, à Vénissieux (Rhône), a été condamné, le 31 mars, par le tribunal correctionnel de Lyon à cinq mois de prison, dont trois avec sursis.

● Condamnation d'un jeune des Minquettes. - Antonio Mannino, vingt ans, surnommé Tunch pour avoir participé à l'attaque du 21 mars au quartier des Minquettes, à Vénissieux (Rhône), a été condamné, le 31 mars, par le tribunal correctionnel de Lyon à cinq mois de prison, dont trois avec sursis.

SPORTS

TENNIS

Le baroud d'honneur de Borg

De notre envoyé spécial

Monaco. - Comme il fallait s'y attendre, Björn Borg n'est pas parvenu à franchir le cap du deuxième tour au tournoi du Monte-Carlo Country Club. Sa victoire du 30 mars sur José-Luis Clerc ne faisait pas la moindre illusion. Mais la magnifique bataille qu'il a livrée le 31 mars à Henri Leconte, le numéro deux français, aura prouvé que malgré son manque d'entraînement le champion suédois pouvait être dangereux jusqu'à la dernière balle sur la distance des trois sets, quand, dans le feu de l'action, le fighting spirit l'animait encore. Ainsi, jeudi, le champion de la décennie fit-il vivre un ultime suspense autour d'une partie à retournements qui nous rappela par instants les émotions de ses finales contre John McEnroe. Un volleyeur de vingt ans, Leconte, a mis en effet un terme au règne du lift incarné par Borg.

Sans doute le plus beau spectacle donné par Björn Borg pour sa dernière apparition aura été sa générosité, sa simplicité exemplaires dans la défaite au seuil de la victoire. Les dix mille spectateurs qui se pressaient dans les tribunes du Monte-Carlo Country Club l'ont bien compris, qui lui firent une ovation montante à sa sortie du court.

Souvent les champions qui vont quitter l'arène sportive ne peuvent réprimer devant l'adversité des gestes de mauvaise grâce, cette grande sensibilité aussi, réprimant sans pitié. On voit ces « vieux » qui racrochent discuter, ergoter, devenir mauvais joueurs. Le souffle se perd, les jambes s'alourdissent, la coordination des gestes fléchit. A la place du « jus » magique qui coulait dans leurs veines, s'est infiltré le doute, cette eau amère des âmes les mieux trompées.

Des carrières si glorieuses, tant d'épreuves gagnées, tant de titres, tant d'assurance, et voilà le bout de la route. Quand l'adversaire sur le terrain est une force horriblement jeune qui se trouve là, pour le compte à rebours, comme l'homme au sablier d'or d'Albert Dürer, alors le champion en parance ressent cruellement les terribles alarmes de la décrépitude.

Dieu merci, à vingt-six ans, Borg ne saurait passer pour un croulant ! Au bout de deux heures d'horloge de ce match d'anthologie sur le rectangle de terre battue monégasque, il ne semblait nullement fatigué. Certes, il ne possédait plus la précision, la régularité, qui avaient fait sa célébrité. Il commettait des erreurs grossières, il était moins rapide au démarrage, il ne percevait plus son service, il ne courait plus comme naguère sur toutes les balles.

Même au temps de la splendeur de Borg, Henri Leconte représentait le type de joueur qu'il prisait le moins : gaucher, volleyeur, prenant des risques fous, alternant la pire et le meilleur sans donner de cadence. De fait, dès que la balle fut en jeu, Leconte enleva son service comme à la parade, puis accumula les erreurs, puis fit pleuvoir des services supersoniques, puis enchaîna des doubles fautes. Comment se régler dans de pareilles rafales ? Borg réussit cependant à faire front, empêchant le premier set en tenant la balle dans le court, besognant ferme.

On ne peut pas dire exactement que Leconte revint dans le match au deuxième set. Mais à aucun moment, au milieu de ses foucades, il ne perdit contenance. La réputation de Borg le laissait totalement indifférent, car ce bras de fer débordait de confiance en lui. Leconte mena donc 3-0 avec une balle de 4-0 et son service à suivre. Toutefois, le jeune homme « arrosa » copieusement, ce qui permit à Borg d'égaliser. Mené derechef 3-5, Borg à ce moment laissa sans doute passer sa chance. Mais où était-elle, sa chance ? Affronter Wilander, son jeune rival suédois, au tour suivant, pour des comparaisons gênantes ou une défaite assurée ?

M. Pinard (P.S.) n'a pas diffamé le Syndicat indépendant de la police

Le tribunal correctionnel de Besançon a relaxé, mercredi 30 mars, M. Joseph Pinard, député (P.S.) du Doubs, poursuivi pour diffamation par le Syndicat indépendant de la police nationale (S.I.P.N.).

Une polémique avait opposé, aux mois de septembre et octobre 1982, la majorité et l'opposition à propos de l'importance des services d'ordre chargés de protéger les ministres en déplacement. A cette occasion, M. Pinard avait confondu le S.I.P.N. et la F.P.P., autre syndicat de policiers, marquée à l'extrême droite (Le Monde daté 3-4 octobre 1982).

Le député avait publié un rectificatif dans les heures suivantes. Son avocat a fait remarquer durant l'audience que son client était de bonne foi et n'avait pas essayé de se disculper.

FOOTBALL

Le Mexique a les meilleures chances d'organiser le « Mundial » 1986

Le Mexique a les meilleures chances d'organiser la prochaine Coupe du monde de football en 1986. Les candidatures des Etats-Unis et du Canada, en effet, « s'écartent trop des conditions définies par le comité exécutif » de la Fédération internationale de football (FIFA), selon un communiqué du secrétariat de la FIFA publié le 31 avril à Zurich.

« Les deux dossiers du Canada et des Etats-Unis ont été bien préparés et dans les deux cas ont disposé aussi des lettres de soutien, d'une part du premier ministre M. Trudeau et d'autre part du président Reagan », a précisé le communiqué.

« En outre, la candidature du Canada mérite des louanges spéciales pour sa présentation fondée et systématique. Toutefois, elle n'offre que neuf stades - dont un ne peut pas être pris en considération car il s'agit d'une halle à Vancouver - par rapport aux douze stades exigés. Enfin les distances en Amérique du Nord constituent un obstacle presque insurmontable pour l'organisation de la Coupe du monde ».

Le communiqué de la FIFA ne reprend pas deux arguments qui ont néanmoins été pesés lourd dans la réflexion de la commission spéciale chargée d'examiner les candidatures : le très faible développement du football dans ces deux pays et les difficultés rencontrées par le comité d'organisation des Jeux de Los Angeles pour mettre sur pied le tournoi olympique de football en 1984.

Concrètement, les candidatures des Etats-Unis et du Canada seront soumises le 20 mai au comité exécutif de la FIFA qui doit prendre une décision définitive mais elles n'ont pratiquement aucune chance d'être retenues. Le Mexique peut donc espérer être désigné puisque la commission spéciale de la FIFA a décidé d'examiner seulement son projet. Paradoxalement, ce pays n'est pas dans une situation économique meilleure que la Colombie ou le Brésil qui ont refusé de présenter leur candidature. Toutefois, le Mexique qui a déjà organisé les Jeux olympiques de 1968, la Coupe du monde de 1970 et les Jeux panaméricains de 1975 bénéficie d'une infrastructure hôtelière et sportive adaptée à une compétition de cette envergure, ainsi que du soutien du président de la FIFA, le Brésilien João Havelange.

OMNISPORTS

Les cadres techniques demandent une formation adaptée

« Les cadres techniques du sport français sont désenchantés et les duques de considération dont font preuve à leur égard les pouvoirs publics. A l'heure où la France organise de grandes manifestations sportives comme les championnats d'Europe de football ou de basket-ball, il ne peuvent admettre leur absence de statut et les conditions dans lesquelles ils continuent à exercer leur métier ».

C'est ce qu'a déclaré MM. Pierre Guichard, président de l'Association des directeurs techniques nationaux (D.T.N.), le 31 mars au cours d'une conférence de presse donnée en compagnie de M. Jacky Braun, président du groupement des entraîneurs nationaux, et de M. Jean Boiteux, président du syndicat des conseillers techniques.

En raison du manque de moyens, d'une absence de promotion et du flou juridique de leur situation, nombreux sont les cadres techniques qui, depuis la ratification des enseignants d'éducation physique à l'éducation nationale, demandent de réintégrer un poste d'enseignant : « Le bénévolat a des limites », a dit M. Guichard.

Pour enrayer cette hémorragie et doter le sport français d'un encadrement de qualité, celui-ci a proposé la création d'un professeur de sport qui serait attribué après quatre années d'études dans les centres régionaux d'éducation physique et sportive (CREPS) transformés en instituts régionaux universitaires de sport (IRUS). « Tant que tout le monde, tous les ministères ne se sentent pas concernés, nous resterons une petite nation sportive », a conclu M. Guichard.

Déceptions protestantes

Les milieux protestants qui attendent le plus du dialogue œcuménique ont vu quelque provocation dans ce « coup de frein » donné par l'Eglise catholique au début de l'année où sera célébré le cinquantième centenaire de la naissance de Martin Luther et au moment de l'ouverture par le pape de l'Année sainte extraordinaire, qu'il a placée sous le signe de la réconciliation.

Ils ont noté que les évêques reconnaissent ce qu'il peut y avoir de « blessant » ou de « choquant » dans cette prise de position, mais ne comprennent pas sa finalité. En dehors de groupes œcuméniques très restreints, tels ceux des foyers mixtes ou de l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture), font-ils remarquer, on ne peut guère parler d'une « multiplication », et encore moins d'une banalisation, de l'hospitalité eucharistique. Au contraire, là où elle existe, elle est le signe d'une plus grande maturité.

Plus encore que par le contenu du document, qui ne fait que rappeler la position catholique classique, les protestants ont été déçus par les conditions de son élaboration. Même si la Fédération protestante a été informée de la rédaction du texte, qu'elle a reçu quelques jours avant la presse, plusieurs responsables protestants dans le domaine œcuménique s'étonnent de son caractère interlope, comme si le dialogue entre les Eglises, y compris sur cette question de la communion réciproque, n'avait pas été engagé depuis longtemps.

Le document fait référence aux questions posées par Mgr Le Bourgeois à l'Assemblée du protestantisme français en

1975, questions qui, estiment les évêques, « n'ont pas, jusqu'à ce jour, reçu de réponse autorisée ». Or le pasteur Albert Nicolas, qui est chargé, au sein du Conseil permanent luthéro-réformé, des relations œcuméniques et notamment avec la catholique, rappelle qu'à la suite de l'interpellation et à la demande des évêques les protestants ont envoyé un dossier à l'assemblée épiscopale de Lourdes en 1978, afin de donner un certain nombre de réponses aux questions posées par l'évêque d'Aulun. Les cinq chapitres du dossier, rédigés par des théologiens réformés (luthériens et baptistes), étaient réunis sous un préambule, signé par le pasteur Maury, président de la Fédération protestante, et le pasteur Mathis (luthérien), président du Conseil permanent luthéro-réformé, faisant état de leur position d'« unité plurielle ». Evidemment, les Eglises protestantes n'ont pas de magistrature centralisée et unique, habilitée à donner des « réponses autorisées » à la manière du Saint-Siège...

La réflexion entre catholiques et protestants a été jalonnée de temps forts, rappellent encore les protestants, comme l'ouverture en matière d'hospitalité eucharistique marquée par la prise de position de Mgr Eichinger, évêque de Strasbourg, en 1979, ou la participation protestante au congrès eucharistique de Lourdes de 1982, qui sont passés sous silence dans la note épiscopale.

Finalement, déclare le pasteur Nicolas, « ce qui me navre, c'est l'image brisée de l'Eglise, de l'Evangile du Christ et du pain partagé, donnée par les chrétiens aux hommes d'aujourd'hui ».

ALAIN WOODROW.

FAITS ET JUGEMENTS

Trois nouvelles inculpations dans l'affaire de l'association du tourisme du Doubs

L'enquête conduite par l'antenne bisontine de la police judiciaire à la suite de la plainte déposée en décembre 1982 par le président de l'association départementale du tourisme du Doubs (A.D.T.) contre le directeur de cet organisme, M. Bernard Walger, a fait apparaître des irrégularités de gestion dans une autre association dont M. Walger est le président.

Les Plaisirs de la randonnée, fondée en 1977, semblent n'avoir eu aucune activité depuis cette date, ce qui ne les empêche pas d'obtenir des subventions du conseil général, subventions dont M. Walger paraît avoir profité. Celui-ci a déjà été inculpé de faux et usage de faux, escroquerie et abus de confiance (Le Monde du 21 décembre 1982).

Trois autres personnes ont également fait l'objet d'une inculpation liée à la découverte d'un trou de 3,5 millions de francs dans le budget de l'A.D.T. : MM. Jean-Marie Fritsch publicitaire à Dijon, Etienne Duchezau, directeur d'un hebdomadaire, Besançon Avenir, et M. Jean Verolotti, notaire à Quingey (Doubs), maire (R.P.R.) de cette commune et vice-président du conseil général du Doubs. Contrairement à M. Walger qui avait été inculpé quelque temps, ces trois personnes ont été laissées en liberté.

● RECTIFICATIF. - La durée de la garde à vue préconisée par la commission des lois du Sénat, notamment pour les crimes commis par plusieurs personnes, n'est pas de trois jours maximum, comme nous l'avons indiqué par erreur dans Le Monde du 1er avril, mais de quarante-huit heures. Au-delà, l'avis de la garde à vue (quarante-huit heures maximum) s'ajoute, en effet, une prolongation possible de vingt-quatre heures renouvelable une fois.

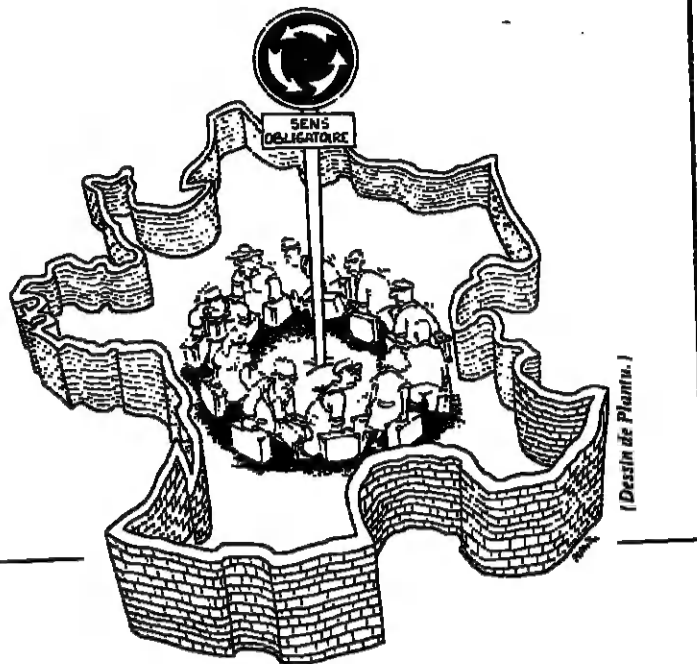
هكذا من الأصل

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

POUR NE PAS PERDRE AU CHANGE

L'Hexagone fermé à double tour ?
L'installation des mesures de contrôle des changes
provoque de toutes parts de très vives réactions.
Toutes ne sont pourtant pas négatives.
On verra à la lecture des dépêches
de nos correspondants à l'étranger et en France
que, si certains se trouvent dans des situations délicates,
d'autres en revanche ont les meilleures raisons de se réjouir.
Où partiront les Français cet été, et dans quelles conditions ?
Nous avons essayé de répondre à cette question.



● A L'ÉTRANGER

Espagne : un coup de chance ?

DES vingt-cinq millions de touristes qui ont séjourné en Espagne en 1982, six millions, soit près d'un sur quatre, ont dépensé plus de 4 milliards de francs. C'est dire que les mesures de restriction de change, décidées à Paris ont eu un impact tout particulier à Madrid. Mais si elles ne constituent évidemment pas une bonne nouvelle, elles ne font pas pour autant figure de catastrophe.

Deux genres de touristes français bien différenciés visitent l'Espagne. D'une part, ceux de budget modeste qui se rendent en voiture vers les régions proches de la frontière, essentiellement la Costa Brava, meilleur marché que la Côte d'Azur, et qui

● EN FRANCE

Dans le Var : cote d'alerte pour le camping

PREMIER département d'accueil par l'addition de ses divers moyens (hôtellerie, locations meublées, gîtes, V.V.F. et cent soixante mille places de camping homologuées), le Var est en effet, par le jeu des mesures prises par le gouvernement, une estimation du président départemental de l'hôtellerie de plein air fait évaluer à quatre cent mille le nombre des campeurs supplémentaires à répartir sur l'ensemble de la côte méditerranéenne - en particulier l'habituée clientèle française d'Espagne.

Or le Var a, depuis longtemps, dépassé la cote d'alerte dans ce de-

main puisque l'on a noté en août dernier une occupation des campings à 200 % de la capacité normale. C'est dire qu'on s'attend ici à une explosion du camping sauvage. Plusieurs réunions de travail sont prévues à la préfecture où se rencontreront les professionnels du tourisme, les élus et les différents services de l'administration. Dès maintenant, on entend développer les dispositions prises l'an dernier. D'une part, plus large ouverture des « zones de détente » à Grimaud, Hyères, Le Muy et de diverses « zones de loisir » normalement occupées par un stationnement d'un jour. D'autre part, les huit « stations de guidage » situées au péage des autoroutes et aux diverses entrées du département auront la tâche accrue d'informer les vacanciers sur les saturations, qu'ils aient l'intention de se rendre à l'intérieur du département. L'espoir d'un étalement est très minime pour l'hôtellerie de plein air, toujours sollicitée en juillet et en août. Curieusement, alors que l'on s'attendait à une défection de la clientèle allemande, effrayée par le rush prévu, les réservations ont, au contraire, afflué d'Allemagne dès l'annonce des mesures gouvernementales.

Dans l'hôtellerie classique, de caractère surtout familial dans le Var, on est complet tous les ans en juillet et en août. Là, on espère un étalement relatif portant sur dix jours en début et en fin de saison, avec de rares débordements sur juin et septembre.

En revanche, dans les Alpes-Maritimes, où dominent les trois et quatre étoiles, c'est le statu-quo. La clientèle française et étrangère de cette hôtellerie de haut de gamme fait ses réservations longtemps à l'avance.

Du côté des gîtes ruraux, des gîtes et campings à la ferme, les nouveaux candidats ont pu à espérer, dans la mesure où la plupart des places sont, là aussi, retenues à l'avance. Toutefois, l'intérieur du département offrira sans doute quelques possibilités.

Du côté des locations meublées, elles aussi souvent retenues, il semble que la conjonction des offres nouvelles d'hébergement. Toutefois, elles ne sont pas toujours acceptées par les offices de tourisme, en raison de conditions parfois peu satisfaisantes, sinon improvisées.

Une certitude : outre la menace du camping sauvage, les services publics auront à faire face aux conséquences de la loi de l'offre et de la demande. La surveillance des prix et de la qualité des services de toute nature seront au premier plan des préoccupations au cours des prochaines réunions à la préfecture. La conclusion vient de la directrice de l'office du tourisme de Toulon : « Pour y voir plus clair, il faut attendre encore au moins quinze jours. »

JEAN RAMBAUD.

En Bretagne : veillée d'armes

« BIEN sûr il y aura plus de monde cette année, mais on ne s'attend pas à être submergés... » Le patron de l'hôtel Saint-Yves à Perros-Guirec (Côtes-du-Nord) reste prudent. « Nous nous sommes déjà réunis pour faire le point. Nous comptons sept cents lits. L'an dernier jusqu'au 12 juillet il y avait encore de la place. Cette année nous avons déjà constaté qu'après le 15 août il y avait cassure. Les hôtels une étoile sont les premiers à afficher complets, mais il reste les deux et trois étoiles. » Perros-Guirec attend de pied ferme ses visiteurs.

Même son de cloche chez les habitués des stations estivales. « La capacité d'accueil de Lorient et de sa région est suffisante, affirme-t-on au syndicat d'initiative, sauf, comme d'habitude, les 14 juillet et le 15 août. »

M. Roger Péant, président des syndicats d'initiative régionaux est catégorique. Il y aura de la place

pour tout le monde en Bretagne cette année. « On fermait les yeux sur le camping sauvage. » Les loueurs de meublés ont reçu la consigne de ne pas faire flamber les prix, d'accepter des locations à la quinzaine, ou même à la semaine. Des points d'accueil jalonnent les postes frontalières de la Bretagne. Les estivants y trouveront la liste des locations, places d'hôtel, campings encore disponibles.

Il est vrai que les Français n'ont pas hésité à réagir. « Depuis janvier nous recevons cent lettres d'information par jour, nous en recevons trois cent cinquante depuis le début de la semaine », affirme-t-on au Comité régional du tourisme. Et puis cette année on attend encore plus d'étrangers que d'habituels. « En général, affirme-t-on, sur la côte de granit rose ils - font - l'avant de l'arrière-saison. Cette année le taux de change leur est favorable. Ils sont déjà là. »

Si les stations s'attendent à connaître des heures de pointe diffi-

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Dépayement à bon marché

Les répercussions pour le secteur hôtelier seront sans doute limitées, car les Français sont loin de constituer ses clients les plus assidus, soit qu'ils préfèrent le camping, soit qu'ils disposent en Espagne d'un appartement ou d'une maison. En 1982, le nombre total de nuits passées dans les hôtels du pays par les ressortissants français était de six millions contre vingt-deux millions pour les Britanniques, pourtant deux fois moins nombreux. Cette année, ce sont les hôtels de quatre ou cinq étoiles situés sur la Costa del Sol qui devraient être les plus touchés par les mesures prises à Paris, d'autant que l'on attendait une progression encourageante du tourisme français dans cette région (quelque deux cent mille personnes au total). Quant aux Français disposant en Espagne d'une seconde résidence, tout porte à croire qu'ils continueront à y venir. Ceux qui, en revanche, proje-

taient d'y construire une maison, y renonceraient sans doute, ce qui pourrait affecter le marché immobilier de la Costa Brava.

Les mesures de restriction pourraient paradoxalement avoir des effets bénéfiques pour l'Espagne, espère-t-on ici. Nombreux sont les Français qui projetaient un voyage vers des côtes plus éloignées et plus onéreuses qui pourraient maintenant s'orienter plutôt vers un séjour au sud des Pyrénées. Un phénomène semblable avait été enregistré en 1969 après l'instauration à Paris du contrôle des changes. L'Espagne est l'un des rares pays susceptibles d'offrir aux voyageurs venus de France un certain dépaysement, tout en ne grevant pas leur budget au-delà des nouvelles limites légales. Les responsables du tourisme attendent d'ailleurs lancer rapidement une campagne sur ce thème.

THÉRIY MALINAK.

Le sable blanc, les cocotiers...
C'est encore possible !

Vol A.R. + séjour hôtel	Demi- pension	Semaine sup.
Martinique	6 295 F	2 240 F
Guadeloupe	6 095 F	2 170 F
Réunion	7 820 F	1 480 F
Sénégal	4 770 F	1 580 F
Côte d'Ivoire	6 050 F	1 830 F
Mayotte	10 750 F	1 850 F
Togo	5 940 F	1 320 F

AIRCOM SETI
25, rue La Boétie, 75008 PARIS
Téléphone : 268 15 70 - LIC A 962

PARIS HERAKLION

A PARTIR DE **1180 F.**

VOL ALLER/RETOUR

le point
MULHOUSE

2, Place Wagram
75017 PARIS
TEL. 763 22 58

VOTRE BATEAU ?
LOUEZ-LE NEUF...

YACHTING LOCATION
25, rue La Boétie
75008 PARIS - 268-15-70

À quoi rêvent les Français ?

Le far niente au soleil, la gastronomie, la pêche à la ligne, les visites culturelles... Quels sont les week-ends qui font rêver les Français ? Des réponses assez surprenantes, que vous découvrirez dans le sondage Ifop, publié en exclusivité dans le **Gault-Millau** d'avril, « Spécial Week-ends ». Chez tous les marchands de journaux.

Le Monde des PHILATÉLISTES
OFFICIEL DE LA PHILATIE

Dans le numéro d'avril (80 pages)

Pour une nouvelle rencontre avec des hommes remarquables : **Jules César**

Les manchons phosphores des « Sabines »

En vente dans les kiosques : 10 F

24, rue Chauchat, 75009 Paris
Tél. (1) 824-40-22

Partez quand même en Grèce
POUR MOINS DE 1000 F EN DEVICES !

2nde semaine de séjour gratuite
pour toute inscription avant le 31 mai 1983

Mykonos 460F Paros 295F
Hôtel Bord de Mer 400F Crète 410F
vol AR Paris-Athènes 1350F

* Prix par semaine déclaré en devises. 15% frais d'agence en sus

air sud 105 rue Monge Paris 5^e 337 85 90
découvertes 3 rue Lagrange Paris 5^e 354 72 17

du 2 au 10 Avril 1983
de 10 h à 19 h
Nocturne
le Vendredi 8
jusqu'à 22 h

MARDI 5 AVRIL
RESERVE
AUX PROFESSIONNELS

CNIT - PARIS - LA DEFENSE
(accès direct par le R.E.R.)

4^e SALON de la MAQUETTE
et du MODELE REDUIT

Unique en France, le plus grand
rassemblement de maquettes
et de modèles réduits jamais réalisé.

Une exposition statique mais aussi un spectacle
avec Avions, Bateaux, Autos, Trains, Figurines.

Un espace réservé à la maquette d'industrie et d'architecture

SPDEX - 2, place de la Bastille, 75012 Paris

Des vacances dans
LE TRENTINO
DOLOMITES LAC DE GARDE

c'est aussi... la santé.

Grand air absolument pur. Ambiance idéale en toute saison
pour se débarrasser de la tension et de la pollution de la vie
en ville. Eaux thermales, forêts, 290 lacs, calme. Accueil et
équipements spécialisés.

Pour renseignements:
OFFICE NATIONAL ITALIEN
DE TOURISME (E.N.I.T.)
Paris 75002 - 23, Rue de la Paix
Tel. 266-66-68
06048 Nice Cedex
14, Avenue de Verdun - tel. 577581

PROVINCIA AUTONOMA
DI TRENTO
Assessorato al Turismo
C.so III Novembre 132
38100 TRENTO - Tel. 980000

Pour tout renseignement, programmes et réservations
adressez-vous à votre agence de voyage.

NOTRE SEULE DESTINATION
EST LA
TUNISIE

VOUS LA DECOUVRIREZ
COMME NOUS SAVONS L'AIMER

Vacances et liberté compte parmi ses partenaires la Société Hôtelière
et Touristique Tunisienne (S.H.T.) propriétaire de 15 hôtels,
du club au 4 étoiles, et TOURAFRIC le plus grand spécialiste d'accueil
touristique en Tunisie, gages de notre puissance
et de notre compétence.

SERVICE. FIABILITE. PRIX

14, AVENUE DE L'OPERA 75001 PARIS
Tél. 206-31-02 - Tél. 470-20-17

Non
Adresse

MES / Code postal

POUR NE PAS

Italie : les Allemands compenseront...

Tunisie :
négociations
en cours

SANS prendre des proportions alarmantes, les effets des mesures décidées par le gouvernement français en matière de contrôle des changes ne vont pas moins se faire sentir négativement sur l'industrie touristique italienne, qui, depuis le début de la décennie, est une source non négligeable de devises étrangères (quelque 10 milliards de dollars par an). L'Italie étant, au demeurant, au premier rang en Europe pour la contribution du tourisme aux comptes de la balance des paiements.

Les Français ne sont pas les plus nombreux parmi les touristes qui, depuis le début de la décennie, ont envahi la péninsule, aussi les Italiens espèrent-ils compenser une partie du manque à gagner qu'on peut prévoir grâce aux Allemands (44 % du total des touristes qui se rendent dans leur pays), qui, eux, disposent en outre d'une monnaie forte.

Les Français représentaient, en 1982, 9 % du total des touristes étrangers en Italie : leur nombre était en outre en augmentation constante, 14 % entre 1981 et 1982. En termes de nuitées passées en Italie au cours de 1981 (les chiffres de l'année 1982 ne sont pas connus) par des Français, leur nombre s'élève à 7,8 millions. En ce qui concerne le nombre des passages à la frontière pour cette même année, il s'élève à 7,5 millions. Le nombre des clients d'hôtel et de camping de nationalité française ayant séjourné en Italie en 1981 était de 2,3 millions : on estime en général que le nombre des touristes français en Italie varie entre 2,5 et 3 millions et qu'ils passent en moyenne 3,9 jours dans la péninsule. Ils y ont dépensé en 1982 l'équivalent de 850 milliards de lires.

Portugal :
la filière
des émigrés

Selon le directeur de l'Institut pour la promotion du tourisme italien à l'étranger, M. Moretti, les

français représentent une bonne clientèle pour les hôtels de catégorie moyenne et supérieure.

PHILIPPE PONS.

« C'EST une mesure inquiétante, qui restreint la liberté de circulation des gens et démontre l'insuccès des tentatives de redressement économique des socialistes français », a déclaré mardi 29 mars M. Nandim de Carvalho, secrétaire d'Etat au tourisme, à propos des restrictions financières imposées aux Français désirant voyager à l'étranger. « Aujourd'hui même, a-t-il poursuivi, je demanderais au ministre des affaires étrangères de suivre de plus près la situation. »

Grèce : dans l'espoir
d'un « tourisme noir »

entraîner un sérieux manque à gagner pour l'économie grecque.

D'une manière générale, on ne croit pourtant pas à Lisbonne à l'efficacité de la décision prise par le gouvernement de M. Mauroy. En 1971, les autorités portugaises avaient adopté une disposition semblable, personne ne pouvant échanger plus de 7 000 escudos par an. Puis la limite a été portée à 30 000 escudos, mais cela n'a jamais empêché ceux qui avaient de l'argent de sortir du pays. « Il y a toujours une combine, et dans le cas présent ce n'est même pas la peine de faire un grand effort d'imagination », assure-t-on dans les milieux liés au tourisme, où l'on rappelle ce qui à ce sujet a déjà été publié dans la presse française : « Quelle est la famille qui, à Paris ou ailleurs, ne connaît pas un émigré portugais ? Il suffit donc de lui verser une somme en francs français pour toucher au Portugal l'équivalent en escudos. »

AUCUNE déclaration officielle jusqu'ici n'a commenté les restrictions imposées aux Français passant leurs vacances à l'étranger. Pourtant, ces mesures affectent directement la Grèce, pays à vocation touristique, mais la « solidarité socialiste » semble jouer, et les dirigeants athéniens, déjà criblés de flèches pour leur politique économique, peuvent difficilement critiquer ceux de Paris. Les milieux officiels grecs font donc preuve de réserve tout en ne dissimulant pas leur désappointement. Quant aux professionnels grecs du tourisme, ils sont atterrés.

Sur le plan politique, la presse gouvernementale se trouve mal à l'aise, pour critiquer les mesures prises à Paris, car elle ajouterait aux problèmes des dirigeants socialistes grecs. En revanche, la presse d'opposition ne rate pas cette occasion de dénigrer les expériences socialistes actuellement en cours en Europe occidentale et ironise sur « la socialisation des vacances » en France.

Sur un autre plan, les mesures de restriction prises par le gouvernement français auront un effet psychologique en Grèce. En effet, dans ce pays, le tourisme est un phénomène de société touchant toutes les classes et toutes les régions, et dont les retombées sont importantes tant sur le plan matériel que social et psychologique. Le tourisme a entraîné une nette modification de l'équilibre socio-économique, et tout ce qui touche ce secteur est ressenti par l'ensemble des Grecs. Il est donc possible de se demander si les adversaires déclarés ou non de la présence française ne vont pas exploiter ce genre d'amertume.

Sur un plan purement pratique, les milieux professionnels grecs doutent de l'efficacité de ces mesures frappant les touristes français. Ces milieux pensent en effet qu'un certain « tourisme noir » ne manquera pas de s'organiser, car les milliers de Français passant régulièrement leurs vacances en Grèce n'auront aucun mal à bénéficier de « compensations privées » qui ne seront pas pour déplaire aux Grecs.

Enfin, les autorités grecques se préparent à affronter les problèmes d'un « tourisme sauvage » déjà très développé. Il s'agit, en dehors des marginaux, des touristes français qui viennent en Grèce sans titre de voyage valable, sans assurance contre les accidents, qui provoquent des bavures de toutes sortes, tombent régulièrement « en panne de devises ». Chaque année, les autorités consulaires françaises procèdent à des centaines d'interventions et, cet été, après la fermeture du consulat général de Thessalonique, celui d'Athènes aura du pain sur la planche.

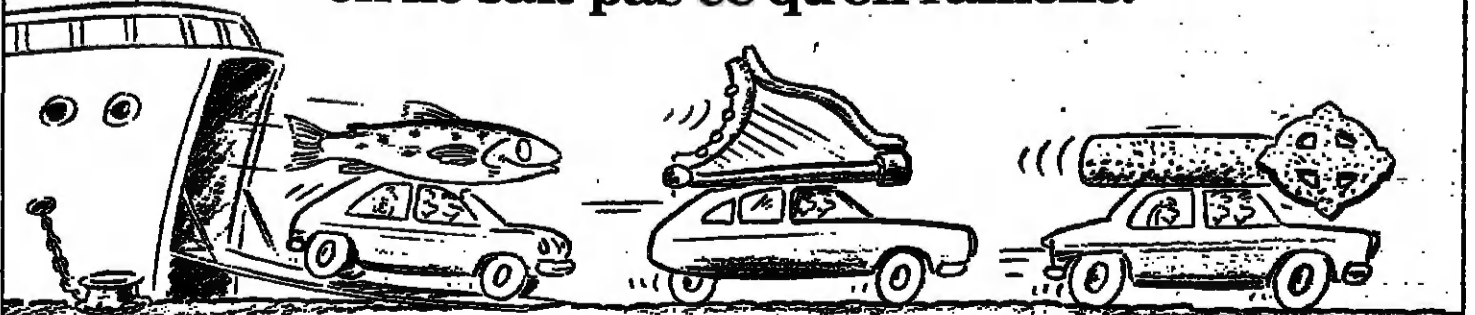
MARC MARCEAU.

Les 300 meilleurs week-ends

D'illustres châteaux, qui vous font vivre chez eux en famille ; une belle Gasconne qui vous apprend à faire vos foies gras ; des petites auberges de campagne à des prix angéliques... Plus de 300 idées de week-ends en France et à l'étranger, dans le Gault-Millau d'avril. Chez tous les marchands de journaux.

JOSÉ REBELO.

Quand on part pour l'Irlande, on sait ce qu'on emmène, on ne sait pas ce qu'on ramène.



Avouez que c'est trop bête de ne pas ramener d'Irlande ce dont on peut avoir envie, un saumon, une belle pierre, une harpe ?

entre deux superbes bateaux, le Saint-Kilian 2 ou le Saint-Patrick 2 et comme un bonheur n'arrive jamais seul, l'Irlande avec votre voiture coûte moins cher que vous le pensez.

La solution : partir avec votre voiture. Vous avez le choix entre trois lignes différentes, avec en saison, tous les jeudis. Le Havre-Cork. Vous avez le choix

Sachez que sur la base de 4 personnes, l'aller-retour par personne, votre voiture comprise, coûte de 644 F à 1994 F selon la date de votre départ. Bonne route.

Irish Continental Line
Agent général pour la France - Transports et Voyages R. rue Aubert, 75441 Paris Cedex 08
Tél. 204-10-10 - Télex : 060 100 Tuaviva et 311025 Perryway

PERDRE AU
dans les Alpes :
en surcharge

PERDRE AU

هكذا من الأصل

PLAISIRS DE LA TABLE

Il Ristorante Tiepolo

Je ne dirais pas que c'est « le meilleur italien » de Paris. Mais, à coup sûr, voilà bien le plus intéressant, le plus « apprenant ».

Le bon Mario, fatigué, avait lâché la barre. Ses remplaçants n'ont eu ni moyens, ni de rafraîchir ni la salle, l'appropriation. Mais, surtout, ils veulent en faire une vitrine à la cuisine italienne, que finalement, à travers les éternels mêmes plats, nous connaissons mal en France. Ainsi, nous savions que Parme, le San Daniele n'étaient pas même chose (et même j'ai vu, sur la table d'un autre italien, annoncé : « jambon » Parme San Daniele !), mais nous ignorions le Sauris, légèrement fumé, le bois, le genévrier, remarquable. Il est originaire du Frioul, tout comme Giulio Turca, nouveau proprié-

taire de **Ristorante Tiepolo** (7, rue Ecoles - tél. 326-83-59 - fermé dimanche) : la jeune femme, Germaine, Française, a appris la cuisine : une belle-mère, cuisinière en maison bourgeoise avant de tenir un restaurant en Italie.

Ce jambon de Sauris n'est qu'un exemple. La carte propose quinze antipasti (hors-d'œuvre) parfaitement expliqués et quelquefois originaux : comme cette recette méditerranéenne : chapon, raisins de Corinthe, huile d'olive, citron et orange. Autant de plats « pâtes » (avec possibilité d'assortiments) : poissons (scampi al gorgonzola), des viandes (dont le vitello), mais aussi le bon goût froid, cet été, mais l'épaulé de saumon mijoté

dans le lait accompagné de polenta (maiale alla salsa di latte) ou le faisan al barolo (faisan en marinade au vin de Barolo).

Et cela m'amène à la carte des vins. La Turca. Non seulement elle est riche en vins, mais ceux-ci sont classés par régions et accompagnés d'une notation indiquant quels plats boire.

Que dire donc ? Que la France italienne est le seul gorgonzola et qu'avec le parmesan, qui servira point un pommé fruit, qui est à la fois un plat diététique, aux légumes et initiative osée : que les apéritifs du pays, là, y compris l'impertinent Rabarbaro (à la rhubarbe), mais aussi les « aperitifs »... Oui, mais l'insulteur qui nous fait connaître la cuisine du porc fumé de l'Alto-Adige.

la poutarde de Sardaigne, la moutarde de Crémone, le « doreur turinois », le grand chef « Artusi », le gâteau de figues du Frioul, etc.

Les prix, évidemment, sont conséquents, mais, moins, pour 200 F, ferez-vous ici un « vrai » voyage à la cuisine d'Italie.

Il Tiepolo, donc, un restaurant à noter parmi les ambassades étrangères. Cela n'est rien à ce que j'écrirais il y a peu et pour le courant des deux gentils Pinocchio (49, d'Enghien et 124, avenue de Maine) ni au restaurant de l'Appennino (61, rue de l'Amiral-Mouchez), mais loin derrière les autres, très parisiens, l'insulteur Cecconi s'en tète.

LA REYNIERE.

BIBLIOGRAPHIE

Le tome II de la *Cuisine coralline*, d'Étienne Thibaut Comelade, qui vient paraître, est, comme les précédents ouvrages de cet auteur, remarquable (Edit. J. Lanore). Il signera le livre de 15 h à 19 heures à la Closerie des Lilas, le 12 avril prochain. C'est un ouvrage représentatif du terroir français avec la ferveur d'une passionnée. On y découvre, à notre connaissance, l'authenticité d'une cuisine plus variée que l'on imagine, meilleure encore qu'on ne le sait.

Décerné le premier jour du printemps, le prix littéraire des Relais gourmands a été décerné à Ervanno, de Suzanne Chantal, louge, un ennuieuse dissertation, le porto et ses familles historiques. Mention spéciale au jury pour le délicieux et picaresque de notre confrère Claude Vincent les *Aventures extraordinaires d'Antonin Diol* (Albin Michel), et hors concours le *Festin* de paroles, de Jean-François Revel, un futur classique. - L. R.

MIETTES

Tout est beau et tout est bon, la boutique d'épicerie du Vieux-Port (45, rue Pierre-Charron, 3^e, tél. : 720-35-20). Sous la houlette d'Ilse Huguet, vous trouverez les charcuteries et salades allemandes, les plats cuisinés (bouillottes de bœuf), les poissons fumés, les fromages, les légumes et les vins d'outre-Rhin. Également une grande variété de pains, avec un pain spécial complet au seigle et graines de lin aminciment digestif. Ouvert tous les jours, sauf dimanche, de 10 heures à 22 heures.

A Amay-le-Duc, la Maison des Objets organise (inauguration le 12 avril), et jusqu'en novembre, une exposition : « Le pain, le fromage, le vin ». Elle présente des hospices Saint-Pierre (dix-septième siècle) grâce à M. Curie, réunis à des objets, images, documents et enseignes, liant la coutellerie artisanale, le pain et les fromages. Renseignements : tél. : 52-48-07.

MARSEILLE

Le Cintra « new look »

La vitrine touristique du Vieux-Port, à Marseille, a enfin retrouvé son intégrité. Le Cintra, l'un des plus célèbres grands cafés de la ville, qui était fermé depuis deux ans, a été décidé à la place à deux étages, indépendants et les formules différentes. Ils sont installés dans les murs de ce qui fut entre les deux guerres le temps de la bouillabaisse marseillaise, le restaurant Basso, auquel Le Cintra avait lui-même succédé.

Désormais, au rez-de-chaussée, un restaurant rapide de la chaîne Free Time, ouvert de 11 heures à minuit, capable de servir mille clients à l'heure. Cette chaîne, qui possède plusieurs établissements de ce type à Paris, a été créée par le groupe Socopa.

Mais, afin de ne pas livrer tout à la tendance à la cristallisation à Marseille, la municipalité a favorisé

l'installation, premier étage, de l'ancien Cintra, d'un restaurant de prestige, le restaurant Mavro, qui porte le nom de son créateur, Georges Mavro. Celui-ci, déjà responsable du restaurant La Presqu'île, à Cassis, a fait classes chez Gérard Vélaz, à Versailles, chez Alain Senderens, à l'Archipel, et chez les frères Troigros, à Roanne. C'est que la nouvelle cuisine est à l'honneur dans ce nouveau restaurant. Georges Mavro a donné une grande place aux produits de la mer. Sa carte abonde en soupes marines, en coquillages crus ou cuits et en poissons de Méditerranée. Mais le chef a délibérément laissé les mets marseillais (bouillabaisse, bourride, poissons grillés) pour affirmer, une cuisine abondante, ses prétentions à la haute cuisine plus raffinée.

JEAN CONTRUCCI.

TOUTE LA RÉCOLTE EST MISE AU CHATEAU

en provenance directe, Bouvier



Pour vos cadeaux.
Pour vos dîners.
Pour cadeaux d'entreprise personnalisés.

Château de Barbe Blanche

LUSSAC-SAINT-ÉMILION

Ecrivez à : A. BOUVIER - Barbe Blanche - 33570 LUSSAC - Tél. : (56) 84-00-54

Rive gauche

Le Sybarite
Le restaurant parisien
Comme vous l'avez toujours vu
Menu gastronomique 110 F
SALON PARTICULIER 30 COUVERTS
rue du Sabot - PARIS 6
222-21-56
Saint-Germain-des-Près
Fer. dim.

Lapérouse
30, rue de la Harpe (Métro : Bastille)
CARTES DE PÂTES DE PAIN
Menu d'ouverture 100 F
Menu de 24 h 20 F
222-21-56 - 10-11 - F. dim.

Il y a des femmes chez qui on revient pour le plaisir
Huîtres, fruits de mer, homards, choucroutes.
Face à la tour Montparnasse, 2, place du 18 Juin
1940 à Paris 6
Tél. : 548.96.42
Ouvert tous les jours jusqu'à 2 h du matin.
CHEZ

L'OIE CENDRÉE

51, rue Labrousse - 15^e
531-91-91
DÉGUSTATION DE PRODUITS DU SUD-OUEST
(fermé dim. et lundi)

Rive droite
Square Louvre
296.54.69 F. dim.
la gentillommière
10, rue Chabanais 2
Spécialités raclette à l'alsacienne
Fond, saucisses, Foug. gr. aux crepes

Le Relais de Neuilly
Déjeuners - Dîner - Repas d'affaires
14, place Général-Kernig, 17^e
572-57-37
F/Dim. soir et lundi

La côte de bœuf

4, rue Saussier-Leroy, 75008 Paris
Fermé samedi et dimanche
73-30

GARNIER
Bureaux d'huîtres
Huîtres, Langoustes, Saumon
111, rue Saint-Lazare, 75008 PARIS 8
7000 PARIS 8
Tél. : 770.13.29

Les 300 meilleurs week-ends

D'illustres châteaux, qui vous font vivre chez eux en famille ; une belle Gasconne qui vous apprend à faire vos foies gras ; des petites anberges de campagne à des prix angéliques... Plus de 300 idées de week-ends en France et à l'étranger, dans Gault-Millau d'avril. Chez tous les marchands de journaux.

2 des plus belles brasseries 1900 OUVERTES APRES MINUIT
ED
Fois gras frais 39 F
Andouillette 36 F
Choucroute spéciale 38,50 F
Fruits de mer et blanc d'huîtres
2 cour des Petites-Écoles, Paris 10
Tél. : 770.13.29
Julien
Saumon en rillettes 35 F
Huîtres chaudes au champagne 43 F
Cassoulet d'oie 53 F
Coquillages chauds
16, rue du Fa-Saint-Denis, Paris 2^e
Tél. : 770.13.29
SERVICE JOURS LES JOURS JUSQU'À 2 H DU MATIN

Philatélie

N° 1785

FRANCE : Jacques-Ange Gaudin

Le troisième timbre avec surtaxe de la série 1983 des « 2.40 » est issu de l'architecte Jacques-Ange Gaudin (1698-1782). C'est celui qui a chargé (entre autres) de choisir l'emplacement et de dresser les plans de l'École militaire. Vente générale le 11 avril (22/83).

1.60 + 0.30 F, noir, œuf jamaïque. 22 x 36 mm. Dessin et gravure de Pierre Forget. Tirage trois millions d'exemplaires.

Mises en vente anticipée : - Les 16 et 17 avril, de 9 h à 18 h, à l'hôtel de Roban, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e.

- Le 16 avril, de 9 h à 12 h, à la R.P., 52, rue du Louvre, Paris-1^{er} et au bureau de la Poste, 34, bd de Vaugirard, Paris-15^e. - Les 16 et 17 avril, de 9 h à 18 h, à l'hôtel de Roban, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris-3^e.

MONACO : suite de la première partie du programme 1983.

4) Émissions groupées, suite de notre chronique du 19 mars :

- 2.00 F, Centenaire de la Fondation de Monaco.

1.00 F, 200 ans de la collégiale franciscaine : dessin de Louis Lacroix, gravé par Jean Phéolip.

- 2.00 F, Centenaire de l'Église Saint-Charles : maquette de Louis Lacroix, gravure de Eugène Lacaze.

- 2.00 F, Projet de nouveau stade de la ville de Monaco.

1.00 F, 200 ans de la collégiale franciscaine : dessin de Louis Lacroix, gravé par Jean Phéolip.

ADALBERT VITALYOS.

Calendrier des manifestations avec bureaux temporaires

033490 (Musée régional des P.T.T. d'Aquitaine) depuis le 1^{er} avril, grand format illustré. 066400 Cannes (Palais des fêtes), le 9 avril. - Exp. « Le chat dans la philatélie ». 028800 Chartres (hôtel de ville), le 9 avril. - Bicentenaire du premier règlement des pompiers. 063170 Brignoles, les 9 et 10 avril. - 54^e Foire-Exposition. 075008 Paris (station Concorde), du 11 au 16 avril. - Exp. philat. « La R.A.T.P. se modernise ». 059300 Valenciennes (Palais des fêtes), le 15 avril. - Exp. philat. « Florissantes 83 ». 094300 Vincennes (mairie), les 16 et 17 avril. - Exp. philat. « cartophile ». 059000 Lille (Foire), du 16 au 25 avril. - Foire internationale. 040000 Avignon (Parc des expositions de Châteaublanc), du 17 avril au 4 mai. - Foire expo.

• CITÉ DU VATICAN : - Année

Sainte extraordinaire » décernée par S.S. Jean-Paul II, à l'occasion du 1950^e anniversaire de la Rédemption, 300, 350, 400 et 2000 litres. Tirage : 1 000 000 séries. Émission du 1^{er} mars.

• CINÉMA ET PHILATÉLIE : - Europe 83, qui illustreront le souvenir édité par les P.T.T. ; deux cartes et deux enveloppes jumelles (ciné-photo), 18 F la paire ; ou encart numéroté regroupant le tout (obl. Paris et Strasbourg), 38 F. Écrire : secrétaire de l'U.N.P.C.C.P.T.T., pièce 1005 P, 18, boulevard de Vaugirard, 75740 Paris Cedex 15. Joindre un oblique (non daté) correspondant à la commande.

• 2.00 F, Centenaire de l'Église Saint-Charles : maquette de Louis Lacroix, gravure de Eugène Lacaze.

• 2.00 F, Projet de nouveau stade de la ville de Monaco.

• 2.00 F, Centenaire de l'Église Saint-Charles : maquette de Louis Lacroix, gravure de Eugène Lacaze.

• 2.00 F, Centenaire de l'Église Saint-Charles : maquette de Louis Lacroix, gravure de Eugène Lacaze.

LOCATION VOILIERS ÉTÉ 1983

MÉDITERRANÉE - BATEAUX JEANNEAU

SUN SHINE (11 m) SUN FIZZ (13 m)

SUN KISS (14 m) TRINITAD (15 m)

YACHTING LOCATION - 25, rue de la Solde

268-15-70

HÔTELS

Campagne

ARDECHE
LA LOUVES (Altitude 1 050 m)
HOTEL LE MONARQUE
Tél. : 33-50-10
Pension 165/200 F, T.T.C.

Côte-d'Azur

06500 MENTON
HOTEL DE LONDRES
Calme et repos
à 25 minutes de la mer
Salle de grand jardin
Tél. : (93) 111111

HOTEL MODERNE N° 11
Sans pension. Téléphone : (93) 35-71-87.

Montagne

04100 ST-VERAN (Hautes-Alpes)
LE VILLARD-DE-VAL
Chambres et duplex avec cuisinière, 2 à 5 pers.
Piscine - Pêche - Randonnée

Provence

ROUSSILLON - 84220 GORGES
L'Éclaircie : la petite villa de charme du Laboron. Confort, calme, cuisine de femme et de marché. Week-end ou séjour. Piscine dans l'hôtel. Tennis, équitation.
MAS DE GARRIGON
Roussillon 84220 Gorges.
Tél. : (90) 75-63-22.
Accueil : Christiane RECH.

Voyages d'affaires

MARSEILLE-LYON
neufs, ultra-modernes, insonorisés, situés au cœur des quartiers d'affaires, proches du métro :
HOTEL CASTELLANE, 1, rue du Ronet 13005 Marseille, Tél. (91) 79-27-54
Métro Castellane
HOTEL DE CROQUI, 158, rue de Créqui 69003 Lyon, Tél. (7) 860-20-47
Métro Place Guichard

Allemagne

BAD-PERTERSTAL
Vacances en toute saison en Forêt-Noire
Site exceptionnel, 50 km de Strasbourg, station thermique et de sports d'hiver, calme, confort, sauna.
3 jours, pension complète : DM 350
documentation :
Hôtel à Palmersberg
78005 Bad-Pertersstal
Tél. : (11) 48-78-06-301
« On parle français »

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE
Orléans du Théâtre la Fenice
5 minutes à pied de la place St-Marc
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés
Réservation : 41-32-333 VENISE
Tél. : 41-11-50 FENICE I
Directeur : Dante Apollonio

Suisse

ASCONA
MONTE VERITA
Maison renommée. Situation magnifique et tranquille.
Tél. : 1941-93-15 01-51
CH-3962 Crans-Montana
Des vacances paradisiaques à L'HOTEL EL DORADO
Au cœur des sports et des promenades. Tout confort, cuisine soignée, fine, variée.
Ouvert jusqu'au 24/10/83.
F. BONVIN, tél. : 19-41-27/41-13-33.

مكتبات الأصل

ET DU TOURISME

Jeux

échecs N° 1015

QUAND UN DEMI-POINT SUFFIT

(Quart de finale du Tournoi des Candidats, 9^e partie, mars 1983, Moscou.)
Blancs: KASPAROV
Noirs: BELIAVSKY
Défense Soud.

Table of chess moves (1-16) for Kasparov and Belavsky.

NOTES
a) Entrant dans une formation dérivée de la « défense Benoni » dans laquelle les Blancs ne jouent pas c2-c4.
b) Après 6. Fd2, les Blancs ont le choix entre 6... Cc6 et 6... Cc7. Par exemple, 6... Cc6; 7. 0-0, Cc7; 8. a4, a6; 9. Cd2, Fd7; 10. Cc4, b5; 11. e5, dxe5; 12. axb5 avec la position de la partie Botvinnik-Schmidt (Olympiade de Leipzig, 1960), axb5 ou 12... Fd8 ou 12... Cxb5 et la position des Blancs mérite la préférence. Ou 6... 0-0; 7. 0-0, Cc6; 8. Cd2 ou 8. Ff4.
c) 6... Cf4 est jouable; 7. a4 (si 7. 0-0, a6; 8. Fd3, b5) et les Blancs n'ont plus de problèmes dans l'attaque.
d) 9. a4, Bc8; 10. Cc1, a5; 11. Cb2, Cc6; 12. Cc4, Cb8-7; 13. Cd2, 0-0; 14. Dd2, Fd6; 15. Cxb6, Dxb6; 16. Cc4, Da7; 17. Tb1, Cb6 (Keres-Brown, San-Antonio, 1972), 0-0; 8. 0-0, Cc6; 9. Ff4 ou 9. Te1. On se souvient de la partie Larsen-Brown de 1972 aux U.S.A.: 9. Ff4, Cc7; 10. Fd2, F5; 11. exf3, Txf3; 12. Fg5, Fxg3; 13. bxc3, Txd5; 14. Fd3, Cxg3; 15. Dd2, Txf3; 16. gxf3, Cc5; 17. Fc4, e4 et les Blancs gagnent.
e) 6... Cc7 semble plus sain: 7. a4, 0-0; 8. 0-0, a6 ou 7. Fd2, 0-0; 8. 0-0, Tb8; 9. a4, a6; 10. Cd2, Cc8; 11. Cc4, b6; 12. Ff4.
f) Meilleur que 8... a6: 9. Fd2, a5; 10. dxe5, Fx6; 11. Ff4, Cc8; 12. Dd2, Cc6; 13. Fh6, Fg4; 14. Fxg7, Rxf7; 15. Tf4, Cc7; 16. Ta-d1, Fxf3; 17. Fxf3, Cc4; 18. Fd3, Dd7; 19. Fd1 (Taimanov-Matulevich, 1964).
g) La prise 9. Ff4 est douteuse; après 9... bxa6; 10. Cd2, Tb8; 11. Dd2, e6; 12. Dxe6, exd5; 13. Dxd6, d4; 14. Cb5, Td8; 15. Dxc5, Cx6; 16. Cx6, Tc6; 17. Fg5, Db6; 18. Dxb6, Tc6; 19. Dxc6, Tc6; 20. Dd7, Tc6; 21. Dxc6, Tc6; 22. Dd7, Tc6; 23. Dxc6, Tc6; 24. Dd7, Tc6; 25. Dxc6, Tc6; 26. Dd7, Tc6; 27. Dxc6, Tc6; 28. Dd7, Tc6; 29. Dxc6, Tc6; 30. Dd7, Tc6; 31. Dxc6, Tc6; 32. Dd7, Tc6; 33. Dxc6, Tc6; 34. Dd7, Tc6; 35. Dxc6, Tc6; 36. Dd7, Tc6; 37. Dxc6, Tc6; 38. Dd7, Tc6; 39. Dxc6, Tc6; 40. Dd7, Tc6; 41. Dxc6, Tc6; 42. Dd7, Tc6; 43. Dxc6, Tc6; 44. Dd7, Tc6; 45. Dxc6, Tc6; 46. Dd7, Tc6; 47. Dxc6, Tc6; 48. Dd7, Tc6; 49. Dxc6, Tc6; 50. Dd7, Tc6; 51. Dxc6, Tc6; 52. Dd7, Tc6; 53. Dxc6, Tc6; 54. Dd7, Tc6; 55. Dxc6, Tc6; 56. Dd7, Tc6; 57. Dxc6, Tc6; 58. Dd7, Tc6; 59. Dxc6, Tc6; 60. Dd7, Tc6; 61. Dxc6, Tc6; 62. Dd7, Tc6; 63. Dxc6, Tc6; 64. Dd7, Tc6; 65. Dxc6, Tc6; 66. Dd7, Tc6; 67. Dxc6, Tc6; 68. Dd7, Tc6; 69. Dxc6, Tc6; 70. Dd7, Tc6; 71. Dxc6, Tc6; 72. Dd7, Tc6; 73. Dxc6, Tc6; 74. Dd7, Tc6; 75. Dxc6, Tc6; 76. Dd7, Tc6; 77. Dxc6, Tc6; 78. Dd7, Tc6; 79. Dxc6, Tc6; 80. Dd7, Tc6; 81. Dxc6, Tc6; 82. Dd7, Tc6; 83. Dxc6, Tc6; 84. Dd7, Tc6; 85. Dxc6, Tc6; 86. Dd7, Tc6; 87. Dxc6, Tc6; 88. Dd7, Tc6; 89. Dxc6, Tc6; 90. Dd7, Tc6; 91. Dxc6, Tc6; 92. Dd7, Tc6; 93. Dxc6, Tc6; 94. Dd7, Tc6; 95. Dxc6, Tc6; 96. Dd7, Tc6; 97. Dxc6, Tc6; 98. Dd7, Tc6; 99. Dxc6, Tc6; 100. Dd7, Tc6; 101. Dxc6, Tc6; 102. Dd7, Tc6; 103. Dxc6, Tc6; 104. Dd7, Tc6; 105. Dxc6, Tc6; 106. Dd7, Tc6; 107. Dxc6, Tc6; 108. Dd7, Tc6; 109. Dxc6, Tc6; 110. Dd7, Tc6; 111. Dxc6, Tc6; 112. Dd7, Tc6; 113. Dxc6, Tc6; 114. Dd7, Tc6; 115. Dxc6, Tc6; 116. Dd7, Tc6; 117. Dxc6, Tc6; 118. Dd7, Tc6; 119. Dxc6, Tc6; 120. Dd7, Tc6; 121. Dxc6, Tc6; 122. Dd7, Tc6; 123. Dxc6, Tc6; 124. Dd7, Tc6; 125. Dxc6, Tc6; 126. Dd7, Tc6; 127. Dxc6, Tc6; 128. Dd7, Tc6; 129. Dxc6, Tc6; 130. Dd7, Tc6; 131. Dxc6, Tc6; 132. Dd7, Tc6; 133. Dxc6, Tc6; 134. Dd7, Tc6; 135. Dxc6, Tc6; 136. Dd7, Tc6; 137. Dxc6, Tc6; 138. Dd7, Tc6; 139. Dxc6, Tc6; 140. Dd7, Tc6; 141. Dxc6, Tc6; 142. Dd7, Tc6; 143. Dxc6, Tc6; 144. Dd7, Tc6; 145. Dxc6, Tc6; 146. Dd7, Tc6; 147. Dxc6, Tc6; 148. Dd7, Tc6; 149. Dxc6, Tc6; 150. Dd7, Tc6; 151. Dxc6, Tc6; 152. Dd7, Tc6; 153. Dxc6, Tc6; 154. Dd7, Tc6; 155. Dxc6, Tc6; 156. Dd7, Tc6; 157. Dxc6, Tc6; 158. Dd7, Tc6; 159. Dxc6, Tc6; 160. Dd7, Tc6; 161. Dxc6, Tc6; 162. Dd7, Tc6; 163. Dxc6, Tc6; 164. Dd7, Tc6; 165. Dxc6, Tc6; 166. Dd7, Tc6; 167. Dxc6, Tc6; 168. Dd7, Tc6; 169. Dxc6, Tc6; 170. Dd7, Tc6; 171. Dxc6, Tc6; 172. Dd7, Tc6; 173. Dxc6, Tc6; 174. Dd7, Tc6; 175. Dxc6, Tc6; 176. Dd7, Tc6; 177. Dxc6, Tc6; 178. Dd7, Tc6; 179. Dxc6, Tc6; 180. Dd7, Tc6; 181. Dxc6, Tc6; 182. Dd7, Tc6; 183. Dxc6, Tc6; 184. Dd7, Tc6; 185. Dxc6, Tc6; 186. Dd7, Tc6; 187. Dxc6, Tc6; 188. Dd7, Tc6; 189. Dxc6, Tc6; 190. Dd7, Tc6; 191. Dxc6, Tc6; 192. Dd7, Tc6; 193. Dxc6, Tc6; 194. Dd7, Tc6; 195. Dxc6, Tc6; 196. Dd7, Tc6; 197. Dxc6, Tc6; 198. Dd7, Tc6; 199. Dxc6, Tc6; 200. Dd7, Tc6; 201. Dxc6, Tc6; 202. Dd7, Tc6; 203. Dxc6, Tc6; 204. Dd7, Tc6; 205. Dxc6, Tc6; 206. Dd7, Tc6; 207. Dxc6, Tc6; 208. Dd7, Tc6; 209. Dxc6, Tc6; 210. Dd7, Tc6; 211. Dxc6, Tc6; 212. Dd7, Tc6; 213. Dxc6, Tc6; 214. Dd7, Tc6; 215. Dxc6, Tc6; 216. Dd7, Tc6; 217. Dxc6, Tc6; 218. Dd7, Tc6; 219. Dxc6, Tc6; 220. Dd7, Tc6; 221. Dxc6, Tc6; 222. Dd7, Tc6; 223. Dxc6, Tc6; 224. Dd7, Tc6; 225. Dxc6, Tc6; 226. Dd7, Tc6; 227. Dxc6, Tc6; 228. Dd7, Tc6; 229. Dxc6, Tc6; 230. Dd7, Tc6; 231. Dxc6, Tc6; 232. Dd7, Tc6; 233. Dxc6, Tc6; 234. Dd7, Tc6; 235. Dxc6, Tc6; 236. Dd7, Tc6; 237. Dxc6, Tc6; 238. Dd7, Tc6; 239. Dxc6, Tc6; 240. Dd7, Tc6; 241. Dxc6, Tc6; 242. Dd7, Tc6; 243. Dxc6, Tc6; 244. Dd7, Tc6; 245. Dxc6, Tc6; 246. Dd7, Tc6; 247. Dxc6, Tc6; 248. Dd7, Tc6; 249. Dxc6, Tc6; 250. Dd7, Tc6; 251. Dxc6, Tc6; 252. Dd7, Tc6; 253. Dxc6, Tc6; 254. Dd7, Tc6; 255. Dxc6, Tc6; 256. Dd7, Tc6; 257. Dxc6, Tc6; 258. Dd7, Tc6; 259. Dxc6, Tc6; 260. Dd7, Tc6; 261. Dxc6, Tc6; 262. Dd7, Tc6; 263. Dxc6, Tc6; 264. Dd7, Tc6; 265. Dxc6, Tc6; 266. Dd7, Tc6; 267. Dxc6, Tc6; 268. Dd7, Tc6; 269. Dxc6, Tc6; 270. Dd7, Tc6; 271. Dxc6, Tc6; 272. Dd7, Tc6; 273. Dxc6, Tc6; 274. Dd7, Tc6; 275. Dxc6, Tc6; 276. Dd7, Tc6; 277. Dxc6, Tc6; 278. Dd7, Tc6; 279. Dxc6, Tc6; 280. Dd7, Tc6; 281. Dxc6, Tc6; 282. Dd7, Tc6; 283. Dxc6, Tc6; 284. Dd7, Tc6; 285. Dxc6, Tc6; 286. Dd7, Tc6; 287. Dxc6, Tc6; 288. Dd7, Tc6; 289. Dxc6, Tc6; 290. Dd7, Tc6; 291. Dxc6, Tc6; 292. Dd7, Tc6; 293. Dxc6, Tc6; 294. Dd7, Tc6; 295. Dxc6, Tc6; 296. Dd7, Tc6; 297. Dxc6, Tc6; 298. Dd7, Tc6; 299. Dxc6, Tc6; 300. Dd7, Tc6; 301. Dxc6, Tc6; 302. Dd7, Tc6; 303. Dxc6, Tc6; 304. Dd7, Tc6; 305. Dxc6, Tc6; 306. Dd7, Tc6; 307. Dxc6, Tc6; 308. Dd7, Tc6; 309. Dxc6, Tc6; 310. Dd7, Tc6; 311. Dxc6, Tc6; 312. Dd7, Tc6; 313. Dxc6, Tc6; 314. Dd7, Tc6; 315. Dxc6, Tc6; 316. Dd7, Tc6; 317. Dxc6, Tc6; 318. Dd7, Tc6; 319. Dxc6, Tc6; 320. Dd7, Tc6; 321. Dxc6, Tc6; 322. Dd7, Tc6; 323. Dxc6, Tc6; 324. Dd7, Tc6; 325. Dxc6, Tc6; 326. Dd7, Tc6; 327. Dxc6, Tc6; 328. Dd7, Tc6; 329. Dxc6, Tc6; 330. Dd7, Tc6; 331. Dxc6, Tc6; 332. Dd7, Tc6; 333. Dxc6, Tc6; 334. Dd7, Tc6; 335. Dxc6, Tc6; 336. Dd7, Tc6; 337. Dxc6, Tc6; 338. Dd7, Tc6; 339. Dxc6, Tc6; 340. Dd7, Tc6; 341. Dxc6, Tc6; 342. Dd7, Tc6; 343. Dxc6, Tc6; 344. Dd7, Tc6; 345. Dxc6, Tc6; 346. Dd7, Tc6; 347. Dxc6, Tc6; 348. Dd7, Tc6; 349. Dxc6, Tc6; 350. Dd7, Tc6; 351. Dxc6, Tc6; 352. Dd7, Tc6; 353. Dxc6, Tc6; 354. Dd7, Tc6; 355. Dxc6, Tc6; 356. Dd7, Tc6; 357. Dxc6, Tc6; 358. Dd7, Tc6; 359. Dxc6, Tc6; 360. Dd7, Tc6; 361. Dxc6, Tc6; 362. Dd7, Tc6; 363. Dxc6, Tc6; 364. Dd7, Tc6; 365. Dxc6, Tc6; 366. Dd7, Tc6; 367. Dxc6, Tc6; 368. Dd7, Tc6; 369. Dxc6, Tc6; 370. Dd7, Tc6; 371. Dxc6, Tc6; 372. Dd7, Tc6; 373. Dxc6, Tc6; 374. Dd7, Tc6; 375. Dxc6, Tc6; 376. Dd7, Tc6; 377. Dxc6, Tc6; 378. Dd7, Tc6; 379. Dxc6, Tc6; 380. Dd7, Tc6; 381. Dxc6, Tc6; 382. Dd7, Tc6; 383. Dxc6, Tc6; 384. Dd7, Tc6; 385. Dxc6, Tc6; 386. Dd7, Tc6; 387. Dxc6, Tc6; 388. Dd7, Tc6; 389. Dxc6, Tc6; 390. Dd7, Tc6; 391. Dxc6, Tc6; 392. Dd7, Tc6; 393. Dxc6, Tc6; 394. Dd7, Tc6; 395. Dxc6, Tc6; 396. Dd7, Tc6; 397. Dxc6, Tc6; 398. Dd7, Tc6; 399. Dxc6, Tc6; 400. Dd7, Tc6; 401. Dxc6, Tc6; 402. Dd7, Tc6; 403. Dxc6, Tc6; 404. Dd7, Tc6; 405. Dxc6, Tc6; 406. Dd7, Tc6; 407. Dxc6, Tc6; 408. Dd7, Tc6; 409. Dxc6, Tc6; 410. Dd7, Tc6; 411. Dxc6, Tc6; 412. Dd7, Tc6; 413. Dxc6, Tc6; 414. Dd7, Tc6; 415. Dxc6, Tc6; 416. Dd7, Tc6; 417. Dxc6, Tc6; 418. Dd7, Tc6; 419. Dxc6, Tc6; 420. Dd7, Tc6; 421. Dxc6, Tc6; 422. Dd7, Tc6; 423. Dxc6, Tc6; 424. Dd7, Tc6; 425. Dxc6, Tc6; 426. Dd7, Tc6; 427. Dxc6, Tc6; 428. Dd7, Tc6; 429. Dxc6, Tc6; 430. Dd7, Tc6; 431. Dxc6, Tc6; 432. Dd7, Tc6; 433. Dxc6, Tc6; 434. Dd7, Tc6; 435. Dxc6, Tc6; 436. Dd7, Tc6; 437. Dxc6, Tc6; 438. Dd7, Tc6; 439. Dxc6, Tc6; 440. Dd7, Tc6; 441. Dxc6, Tc6; 442. Dd7, Tc6; 443. Dxc6, Tc6; 444. Dd7, Tc6; 445. Dxc6, Tc6; 446. Dd7, Tc6; 447. Dxc6, Tc6; 448. Dd7, Tc6; 449. Dxc6, Tc6; 450. Dd7, Tc6; 451. Dxc6, Tc6; 452. Dd7, Tc6; 453. Dxc6, Tc6; 454. Dd7, Tc6; 455. Dxc6, Tc6; 456. Dd7, Tc6; 457. Dxc6, Tc6; 458. Dd7, Tc6; 459. Dxc6, Tc6; 460. Dd7, Tc6; 461. Dxc6, Tc6; 462. Dd7, Tc6; 463. Dxc6, Tc6; 464. Dd7, Tc6; 465. Dxc6, Tc6; 466. Dd7, Tc6; 467. Dxc6, Tc6; 468. Dd7, Tc6; 469. Dxc6, Tc6; 470. Dd7, Tc6; 471. Dxc6, Tc6; 472. Dd7, Tc6; 473. Dxc6, Tc6; 474. Dd7, Tc6; 475. Dxc6, Tc6; 476. Dd7, Tc6; 477. Dxc6, Tc6; 478. Dd7, Tc6; 479. Dxc6, Tc6; 480. Dd7, Tc6; 481. Dxc6, Tc6; 482. Dd7, Tc6; 483. Dxc6, Tc6; 484. Dd7, Tc6; 485. Dxc6, Tc6; 486. Dd7, Tc6; 487. Dxc6, Tc6; 488. Dd7, Tc6; 489. Dxc6, Tc6; 490. Dd7, Tc6; 491. Dxc6, Tc6; 492. Dd7, Tc6; 493. Dxc6, Tc6; 494. Dd7, Tc6; 495. Dxc6, Tc6; 496. Dd7, Tc6; 497. Dxc6, Tc6; 498. Dd7, Tc6; 499. Dxc6, Tc6; 500. Dd7, Tc6; 501. Dxc6, Tc6; 502. Dd7, Tc6; 503. Dxc6, Tc6; 504. Dd7, Tc6; 505. Dxc6, Tc6; 506. Dd7, Tc6; 507. Dxc6, Tc6; 508. Dd7, Tc6; 509. Dxc6, Tc6; 510. Dd7, Tc6; 511. Dxc6, Tc6; 512. Dd7, Tc6; 513. Dxc6, Tc6; 514. Dd7, Tc6; 515. Dxc6, Tc6; 516. Dd7, Tc6; 517. Dxc6, Tc6; 518. Dd7, Tc6; 519. Dxc6, Tc6; 520. Dd7, Tc6; 521. Dxc6, Tc6; 522. Dd7, Tc6; 523. Dxc6, Tc6; 524. Dd7, Tc6; 525. Dxc6, Tc6; 526. Dd7, Tc6; 527. Dxc6, Tc6; 528. Dd7, Tc6; 529. Dxc6, Tc6; 530. Dd7, Tc6; 531. Dxc6, Tc6; 532. Dd7, Tc6; 533. Dxc6, Tc6; 534. Dd7, Tc6; 535. Dxc6, Tc6; 536. Dd7, Tc6; 537. Dxc6, Tc6; 538. Dd7, Tc6; 539. Dxc6, Tc6; 540. Dd7, Tc6; 541. Dxc6, Tc6; 542. Dd7, Tc6; 543. Dxc6, Tc6; 544. Dd7, Tc6; 545. Dxc6, Tc6; 546. Dd7, Tc6; 547. Dxc6, Tc6; 548. Dd7, Tc6; 549. Dxc6, Tc6; 550. Dd7, Tc6; 551. Dxc6, Tc6; 552. Dd7, Tc6; 553. Dxc6, Tc6; 554. Dd7, Tc6; 555. Dxc6, Tc6; 556. Dd7, Tc6; 557. Dxc6, Tc6; 558. Dd7, Tc6; 559. Dxc6, Tc6; 560. Dd7, Tc6; 561. Dxc6, Tc6; 562. Dd7, Tc6; 563. Dxc6, Tc6; 564. Dd7, Tc6; 565. Dxc6, Tc6; 566. Dd7, Tc6; 567. Dxc6, Tc6; 568. Dd7, Tc6; 569. Dxc6, Tc6; 570. Dd7, Tc6; 571. Dxc6, Tc6; 572. Dd7, Tc6; 573. Dxc6, Tc6; 574. Dd7, Tc6; 575. Dxc6, Tc6; 576. Dd7, Tc6; 577. Dxc6, Tc6; 578. Dd7, Tc6; 579. Dxc6, Tc6; 580. Dd7, Tc6; 581. Dxc6, Tc6; 582. Dd7, Tc6; 583. Dxc6, Tc6; 584. Dd7, Tc6; 585. Dxc6, Tc6; 586. Dd7, Tc6; 587. Dxc6, Tc6; 588. Dd7, Tc6; 589. Dxc6, Tc6; 590. Dd7, Tc6; 591. Dxc6, Tc6; 592. Dd7, Tc6; 593. Dxc6, Tc6; 594. Dd7, Tc6; 595. Dxc6, Tc6; 596. Dd7, Tc6; 597. Dxc6, Tc6; 598. Dd7, Tc6; 599. Dxc6, Tc6; 600. Dd7, Tc6; 601. Dxc6, Tc6; 602. Dd7, Tc6; 603. Dxc6, Tc6; 604. Dd7, Tc6; 605. Dxc6, Tc6; 606. Dd7, Tc6; 607. Dxc6, Tc6; 608. Dd7, Tc6; 609. Dxc6, Tc6; 610. Dd7, Tc6; 611. Dxc6, Tc6; 612. Dd7, Tc6; 613. Dxc6, Tc6; 614. Dd7, Tc6; 615. Dxc6, Tc6; 616. Dd7, Tc6; 617. Dxc6, Tc6; 618. Dd7, Tc6; 619. Dxc6, Tc6; 620. Dd7, Tc6; 621. Dxc6, Tc6; 622. Dd7, Tc6; 623. Dxc6, Tc6; 624. Dd7, Tc6; 625. Dxc6, Tc6; 626. Dd7, Tc6; 627. Dxc6, Tc6; 628. Dd7, Tc6; 629. Dxc6, Tc6; 630. Dd7, Tc6; 631. Dxc6, Tc6; 632. Dd7, Tc6; 633. Dxc6, Tc6; 634. Dd7, Tc6; 635. Dxc6, Tc6; 636. Dd7, Tc6; 637. Dxc6, Tc6; 638. Dd7, Tc6; 639. Dxc6, Tc6; 640. Dd7, Tc6; 641. Dxc6, Tc6; 642. Dd7, Tc6; 643. Dxc6, Tc6; 644. Dd7, Tc6; 645. Dxc6, Tc6; 646. Dd7, Tc6; 647. Dxc6, Tc6; 648. Dd7, Tc6; 649. Dxc6, Tc6; 650. Dd7, Tc6; 651. Dxc6, Tc6; 652. Dd7, Tc6; 653. Dxc6, Tc6; 654. Dd7, Tc6; 655. Dxc6, Tc6; 656. Dd7, Tc6; 657. Dxc6, Tc6; 658. Dd7, Tc6; 659. Dxc6, Tc6; 660. Dd7, Tc6; 661. Dxc6, Tc6; 662. Dd7, Tc6; 663. Dxc6, Tc6; 664. Dd7, Tc6; 665. Dxc6, Tc6; 666. Dd7, Tc6; 667. Dxc6, Tc6; 668. Dd7, Tc6; 669. Dxc6, Tc6; 670. Dd7, Tc6; 671. Dxc6, Tc6; 672. Dd7, Tc6; 673. Dxc6, Tc6; 674. Dd7, Tc6; 675. Dxc6, Tc6; 676. Dd7, Tc6; 677. Dxc6, Tc6; 678. Dd7, Tc6; 679. Dxc6, Tc6; 680. Dd7, Tc6; 681. Dxc6, Tc6; 682. Dd7, Tc6; 683. Dxc6, Tc6; 684. Dd7, Tc6; 685. Dxc6, Tc6; 686. Dd7, Tc6; 687. Dxc6, Tc6; 688. Dd7, Tc6; 689. Dxc6, Tc6; 690. Dd7, Tc6; 691. Dxc6, Tc6; 692. Dd7, Tc6; 693. Dxc6, Tc6; 694. Dd7, Tc6; 695. Dxc6, Tc6; 696. Dd7, Tc6; 697. Dxc6, Tc6; 698. Dd7, Tc6; 699. Dxc6, Tc6; 700. Dd7, Tc6; 701. Dxc6, Tc6; 702. Dd7, Tc6; 703. Dxc6, Tc6; 704. Dd7, Tc6; 705. Dxc6, Tc6; 706. Dd7, Tc6; 707. Dxc6, Tc6; 708. Dd7, Tc6; 709. Dxc6, Tc6; 710. Dd7, Tc6; 711. Dxc6, Tc6; 712. Dd7, Tc6; 713. Dxc6, Tc6; 714. Dd7, Tc6; 715. Dxc6, Tc6; 716. Dd7, Tc6; 717. Dxc6, Tc6; 718. Dd7, Tc6; 719. Dxc6, Tc6; 720. Dd7, Tc6; 721. Dxc6, Tc6; 722. Dd7, Tc6; 723. Dxc6, Tc6; 724. Dd7, Tc6; 725. Dxc6, Tc6; 726. Dd7, Tc6; 727. Dxc6, Tc6; 728. Dd7, Tc6; 729. Dxc6, Tc6; 730. Dd7, Tc6; 731. Dxc6, Tc6; 732. Dd7, Tc6; 733. Dxc6, Tc6; 734. Dd7, Tc6; 735. Dxc6, Tc6; 736. Dd7, Tc6; 737. Dxc6, Tc6; 738. Dd7, Tc6; 739. Dxc6, Tc6; 740. Dd7, Tc6; 741. Dxc6, Tc6; 742. Dd7, Tc6; 743. Dxc6, Tc6; 744. Dd7, Tc6; 745. Dxc6, Tc6; 746. Dd7, Tc6; 747. Dxc6, Tc6; 748. Dd7, Tc6; 749. Dxc6, Tc6; 750. Dd7, Tc6; 751. Dxc6, Tc6; 752. Dd7, Tc6; 753. Dxc6, Tc6; 754. Dd7, Tc6; 755. Dxc6, Tc6; 756. Dd7, Tc6; 757. Dxc6, Tc6; 758. Dd7, Tc6; 759. Dxc6, Tc6; 760. Dd7, Tc6; 761. Dxc6, Tc6; 762. Dd7, Tc6; 763. Dxc6, Tc6; 764. Dd7, Tc6; 765. Dxc6, Tc6; 766. Dd7, Tc6; 767. Dxc6, Tc6; 768. Dd7, Tc6; 769. Dxc6, Tc6; 770. Dd7, Tc6; 771. Dxc6, Tc6; 772. Dd7, Tc6; 773. Dxc6, Tc6; 774. Dd7, Tc6; 775. Dxc6, Tc6; 776. Dd7, Tc6; 777. Dxc6, Tc6; 778. Dd7, Tc6; 779. Dxc6, Tc6; 780. Dd7, Tc6; 781. Dxc6, Tc6; 782. Dd7, Tc6; 783. Dxc6, Tc6; 784. Dd7, Tc6; 785. Dxc6, Tc6; 786. Dd7, Tc6; 787. Dxc6, Tc6; 788. Dd7, Tc6; 789. Dxc6, Tc6; 790. Dd7, Tc6; 791. Dxc6, Tc6; 792. Dd7, Tc6; 793. Dxc6, Tc6; 794. Dd7, Tc6; 795. Dxc6, Tc6; 796. Dd7, Tc6; 797. Dxc6, Tc6; 798. Dd7, Tc6; 799. Dxc6, Tc6; 800. Dd7, Tc6; 801. Dxc6, Tc6; 802. Dd7, Tc6; 803. Dxc6, Tc6; 804. Dd7, Tc6; 805. Dxc6, Tc6; 806. Dd7, Tc6; 807. Dxc6, Tc6; 808. Dd7, Tc6; 809. Dxc6, Tc6; 810. Dd7, Tc6; 811. Dxc6, Tc6; 812. Dd7, Tc6; 813. Dxc6, Tc6; 814. Dd7, Tc6; 815. Dxc6, Tc6; 816. Dd7, Tc6; 817. Dxc6, Tc6; 818. Dd7, Tc6; 819. Dxc6, Tc6; 820. Dd7, Tc6; 821. Dxc6, Tc6; 822. Dd7, Tc6; 823. Dxc6, Tc6; 824. Dd7, Tc6; 825. Dxc6, Tc6; 826. Dd7, Tc6; 827. Dxc6, Tc6; 828. Dd7, Tc6; 829. Dxc6, Tc6; 830. Dd7, Tc6; 831. Dxc6, Tc6; 832. Dd7, Tc6; 833. Dxc6, Tc6; 834. Dd7, Tc6; 835. Dxc6, Tc6; 836. Dd7, Tc6; 837. Dxc6, Tc6; 838. Dd7, Tc6; 839. Dxc6, Tc6; 840. Dd7, Tc6; 841. Dxc6, Tc6; 842. Dd7, Tc6; 843. Dxc6, Tc6; 844. Dd7, Tc6; 845. Dxc6, Tc6; 846. Dd7, Tc6; 847. Dxc6, Tc6; 848. Dd7, Tc6; 849. Dxc6, Tc6; 850. Dd7, Tc6; 851. Dxc6, Tc6; 852. Dd7, Tc6; 853. Dxc6, Tc6; 854. Dd7, Tc6; 855. Dxc6, Tc6; 856. Dd7, Tc6; 857. Dxc6, Tc6; 858. Dd7, Tc6; 859. Dxc6, Tc6; 860. Dd7, Tc6; 861. Dxc6, Tc6; 862. Dd7, Tc6; 863. Dxc6, Tc6; 864. Dd7, Tc6; 865. Dxc6, Tc6; 866. Dd7, Tc6; 867. Dxc6, Tc6; 868. Dd7, Tc6; 869. Dxc6, Tc6; 870. Dd7, Tc6; 871. Dxc6, Tc6; 8

■ **RÉSISTANCES** », MAGAZINE DES DROITS DE L'HOMME SUR A 2

CLAUDE SARRAUTE.

CLAUDE SARRAUTE.

MICHEL CASTANG.

**R.T.L. ET R.M.C.
COLLABORENT
POUR LEURS ÉMISSIONS
DE LA SOIRÉE**

Pour la première fois leur histoire, R.T.L. et R.M.C. (Radio-Monte-Carlo) lancent leur

opération commune qui permettra à chacune d'elle d'entendre ponctuellement, dans des proportions importantes, leur champ d'écoute. Le lundi 11 avril, la mise en commun de certains moyens techniques permettra en effet la réalisation de fréquents duplex entre Chateaufort et la même esprit, diffusées, l'une sur R.T.L. (« Fréquence Max », de 21 heures à 22 heures), l'autre sur R.M.C. (« Billie », de 22 heures à minuit trente). Quatre à cinq fois par heure, des échanges se feront entre les deux animateurs, Meynier et Billie, permettant ainsi de faire entendre sur l'autre antenne.

Essentiellement musicaux, ces programmes émettent des émissions de services à l'usage des routiers, des automobilistes, des motards, ces programmes pourraient permettre de dépanner tous ceux qui, même de l'axe Milan-Amsterdam, rencontreraient des problèmes de circulation ou d'hébergement.

centration ou d'atténuation (R.T.L.) disposera d'une cinquantaine de correspondants cibistes susceptibles de capter divers téléphones (à la station). Audible audessous la Loire, R.M.C. pourra, via R.T.L. s'entendre jusqu'au nord de la Hollande, même que R.T.L., grâce à R.M.C., suivra ses auditeurs jusqu'au sud.

Une stratégie nouvelle, dont l'idée revient à M. Raymond Castans, directeur de R.T.L. Ouvre l'extension de leurs auditoires respectifs, vise à démontrer la vivacité des radios locales longues, que l'on ne trouve aujourd'hui par exemple émettant en modulation de fréquence.

● **RECTIFICATIF.** — Une faute d'orthographe a altéré un passage de la lettre du M. André Audinot, P.-D.G. du *Figaro*, publiée le *le-Monde* du 1^{er} avril. Il fallait lire : « vingt éminents professeurs spécialisés ».

FIN

N ASIE DU SUD-EST.
-vous des p
D'autres relations sont étu-
diées de manière particulière-
ment approfondie, comme celles
des Etats-Unis avec le Vietnam,
engrenage dans l'espoir que
Philippe Chatrie a en de-

manner, quelques sensines ■■■■
la chute ■ Saigon, « depuis
quand était-il trop tard » pour y
échapper. L'auteur, qui a une
longue expérience personnelle ■
l'Indochine, a quelques observa-
tions marquées d'un profond
réalisme ■ propos du Vietnam
— comme celle-ci, récente, qu'il
emprunte au chef de ■ diploma-
te Hanoi, M. Nguyen Co
Thach, pour évoquer l'éventua-
lité d'une entente ■■■■
Chinois ■, « un milliard sera ■

Les portes du livre d'Asie du Sud-Est traitent des problèmes spécifiques à chacun des pays du Sud-Est asiatique pour leur rôle d'enjeu dans les dépenses. Encore que la part qui revient au Vietnam est évoquée de telle sorte qu'on pourrait demander si ce « jeu » qu'on ne lui a pas transformé par ailleurs — aujourd'hui encore peut-être en un « jeu du cinq » — d'une complexité reste à dire.

Enfin, les réserves. La thèse d'un « expansionisme rhénan », même si elle apparaît

Echo timide ■■ rapport de M. Missika et Wolton, la commission Moynet donne le ton : « Le public de la télévision ne capitule pas... » ■■ Les deux sondages à tout va en traversant le plus grand dénominateur commun ■■ ■■ laquelle et diversités des flows d'images et sons neutres, soigneusement dérangés de tout ce qui irrite et surprend... Les programmes de l'après-midi 1981 vont suivre la consigne à la lettre ! Un sondage révèle fort à propos que le public assiste à des émissions « culturelles » ; ou multiplie les programmes éducatifs, les magazines sur les arts et la littérature... Mais, six mois après, le même public, dans d'autres sondages, pleure devant le cinéma et clame son mécontentement devant la « nouvelle télévision ». Les responsables de ces programmes font aussitôt la marche arrière : de l'avoir généré la télévision de masse ne signifie jamais tenter tout le monde. Il faut attendre.

des nouveaux titres.

[illegible]

Number of hauls	<i>P. setiferus</i> (%)	<i>P. setiferus</i> + <i>P. setiferus</i> + <i>P. setiferus</i> (%)
1	~10	~10
2	~20	~10
3	~30	~10
4	~40	~10
5	~50	~10
6	~60	~10
7	~70	~10
8	~80	~10
9	~90	~10
10	~95	~10

LES SALARIÉS ONT DÉSORMAIS DROIT A LA RETRAITE A 60 ANS

Une réglementation compliquée

Depuis vendredi matin 1^{er} avril, la retraite à soixante ans est devenue une réalité pour les salariés. Salariés comme non salariés, tous ont droit à la retraite à soixante ans, quel que soit leur statut, quel que soit leur secteur d'activité, quel que soit leur niveau de qualification. Cette réglementation est complexe, elle concerne tous les salariés, elle est soumise à de nombreuses conditions, elle est soumise à de nombreuses exceptions.

Encore faut-il que les candidats se soucient de leur retraite. Ils ont droit à la retraite à soixante ans, mais ils doivent avoir travaillé pendant une certaine durée. Cette durée est de 150 trimestres pour les salariés du régime général, de 120 trimestres pour les salariés du régime des indépendants, de 100 trimestres pour les salariés du régime des fonctionnaires.

En outre, le projet de loi qui doit être soumis en urgence au Parlement, un « minimum contributif » de 2.200 F est prévu. On estime que 40 % des salariés titulaires de la retraite à soixante ans ont travaillé pendant une durée inférieure à 150 trimestres. Ils devront donc verser un minimum contributif de 2.200 F pour bénéficier de la retraite à soixante ans.

Il incombe donc aux candidats de bien vérifier ce à quoi ils ont droit. Si l'on compare le total des retraites (régime général, régimes complémentaires) au dernier salaire, le re-

venu des retraités peut varier de 45 % à 80 %, voire davantage.

C'est ainsi que, pour les ouvriers, le dernier traitement est inférieur, en France, à celui qu'ils percevaient quand ils travaillaient. En outre, avec des horaires élevés, la retraite attendue ou peut dépasser les 70 %. C'est l'inverse pour de nombreux cadres, le niveau de leur retraite variant selon leur carrière et les taux de cotisation aux régimes complémentaires. Comme l'a déclaré M. Moutin, directeur de l'AGIRC (1), lors d'un colloque organisé sur ce thème par Euro Search, jeudi 31 mars, certains cadres, qui ont été plusieurs fois licenciés et ont occupé un poste de travail moins rémunéré avant d'être licenciés, ont vu leur retraite diminuée.

Prenez votre temps

L'intérêt est en tout cas certain pour les personnes à revenu modeste, et notamment pour celles dont le revenu est proche du SMIC. Avec le nouveau minimum prévu (2.200 F) et la retraite complémentaire, un salarié en retraite recevra environ 2.900 F au lieu de 2.400 F selon l'ancienne formule.

Pour tout candidat à la retraite, en raison de la complexité de la réglementation, il est recommandé d'obtenir le soutien des services de l'AGIRC ou de l'AGF. Ces services ont mis au point un « guide de l'assuré » qui explique les règles de la retraite à soixante ans. Ce guide est disponible gratuitement auprès des services de l'AGIRC ou de l'AGF.

Si cette importante réforme est accueillie avec satisfaction par de nombreuses personnes, elle suscite

également beaucoup d'interrogations. Le problème du financement des régimes de retraite à partir de 1984 n'a pas été clairement élucidé. Or, selon les déclarations des directeurs de caisse, jeudi, au colloque d'Euro Search, les cotisations devraient être augmentées dans le régime général, la majoration serait de 0,13 point en 1983, puis portée à 0,4 en 1984, et 0,7 en 1985 ; à l'AGIRC, elles devraient passer progressivement de 4,6 % en 1983 à 5,5 % en 1990 ; à l'AGF, elles devraient être augmentées de trois points d'ici à 1993.

Tous ces calculs dépendent du comportement des personnes âgées de soixante à soixante-cinq ans. Combien d'entre elles partiront en retraite ? Selon M. Pavard, directeur de la caisse des salariés, environ 23 % des personnes âgées de soixante à soixante-cinq ans sont encore en activité, et 15 % ont cotisé 360 000 bénéficiaires potentiels, un peu plus d'un tiers partiraient. Selon M. Moutin, directeur de l'AGIRC, un quart des cadres opteraient pour la retraite à soixante ans. Dans de nombreux cas, vraisemblablement 50 % selon certaines enquêtes, les salariés auraient préféré une autre formule : la retraite partielle et progressive comme cela est appliqué en Suède. Une autre solution, plus juste, aurait aussi consisté à accorder le droit à la retraite non pas selon l'âge - soixante ans - mais selon la durée d'activité (quarante à quarante-cinq ans). Sans doute s'agit-il là d'une réforme trop bouleversante pour être acceptée. De tels projets mettent de cinq à dix ans avant d'être compris et acceptés.

JEAN-PIERRE DUMONT.

- 1) Association générale des institutions de retraite des cadres.
- 2) Centre d'information et de coordination de l'Action sociale.

La stratégie du temps de travail

(Suite de la première page.)

M. Octave Gelliez, qui a étudié de près depuis des années le comportement des dirigeants, va jusqu'à parler de l'émergence d'une « morale de l'entreprise comme composante essentielle du système de direction ». M. Jean-Daniel Le Franc évoque, dans la même revue, (2) en constatant que maintenant « les performances des personnes comptent plus que l'extension des postes préférentiels » et que les règles de comportement de ces personnes, celles du groupe, se réfèrent désormais à un système de valeurs.

Les lois Auzoux tombent à point pour canaliser les recherches qui se font ici et là de manière très empirique et dans des entreprises. Les nouveaux droits d'expression permettront notamment aux travailleurs de parler de ce qui paraît leur tenir le plus à cœur aujourd'hui : l'aménagement du temps de travail. Tant qu'on ne retrouvera pas les conditions conjoncturelles d'une croissance économique plus forte, la seule voie sur laquelle on pourra jouer, soit pour donner plus de satisfaction au personnel, soit pour réduire ou du moins éviter l'augmentation du chômage, sera celle de la durée du travail. Et c'est au niveau de l'entreprise beaucoup plus qu'à l'échelon national qu'il faudra agir pour éviter les effets pervers... qu'on a trop connus en 1976.

Au-delà de l'« horaire mobile »

Certaines firmes l'ont déjà fort bien compris et ont proposé à leur personnel des solutions qui vont bien au-delà de l'« horaire mobile ». Certaines expériences intéressantes ont été réalisées par M. Nathalie de Gayets dans le dernier numéro d'« Échange et Projets », évoqué plus haut. Ainsi L.B.M.-France a instauré dès 1972 un système de congés sans solde auquel peuvent accéder toutes les catégories de personnel : ingénieurs, chercheurs, commerciaux, ouvriers, employés (effectif total vingt et un mille cinq cents personnes). Chaque salarié a la possibilité de demander, par année civile, un congé de un mois à deux ans. A son retour, la Compagnie lui assure la garantie d'un poste mais qui ne sera pas forcément le sien. Selon les statistiques portant sur plusieurs années, en moyenne deux cents à deux cent cinquante personnes ont bénéficié de congés sans solde de deux à seize mois. Parmi ceux qui se sont absents, on comptait 80 % de femmes et 20 % d'hommes. 10 % à 15 % seulement sont demandeurs parmi les cadres.

A « Europe-Assistance », la stratégie du temps est conçue de telle sorte qu'elle ait pour corollaire une réorganisation du travail pour une meilleure utilisation des équipements et de l'amélioration de la productivité. Les syndicats et la direction ont signé un accord sur les 35 heures en 5 x 7. Cette réduction de la durée du travail s'assortit d'une compensation non intégrale des salaires.

En outre, « Europe-Assistance » a procédé à un recrutement à temps partiel d'une soixantaine de personnes, ce qui a permis la réabsorption d'un gros contingent d'occasionnels, employés en raison de pointe.

Autre exemple : l'imprimerie Montsouris à Massy-Palaiseau, avec passage aux 33,75 heures des travailleurs postés (les rotatives) sans perte salariale mais avec une prolongation du travail le samedi (un sur quatre) et la suppression des heures supplémentaires répétitives.

Chez CIT-ALCATEL, la réduction d'horaires est devenue un moyen de résoudre un problème d'excédents d'effectifs prévisibles dans certaines unités de production. Selon des accords négociés à l'échelon de chaque établissement, le personnel mensuel pourra éventuellement opter entre l'horaire de référence et plusieurs horaires compris entre 35 et 20 heures par semaine, en fonction des contraintes du processus de fabrication et de l'organisation de l'établissement.

Chez Gervais-Danone « la réduction de la durée du travail consiste à retarder le phénomène de baisse de l'emploi ». Le but est d'atteindre les 35 heures dans les établissements qui auront réussi grâce à une meilleure organisation (notamment de temps) à augmenter la productivité de 10 %. La direction était favorable au principe du temps partiel dans certains secteurs, mais sa campagne eut peu d'écho. Il fallut pour ces postes recruter à l'extérieur.

Dernier exemple : un atelier d'inspection plastique fonctionnant en continu avec une équipe fixe de nuit travaillant de 22 h 30 à 4 h du lundi au vendredi, soit 27 h 30 par semaine payées 40 heures. Les volontaires ont été aisément recrutés, ceux-ci trouvant curieusement l'organisation du travail moins contraignante la nuit, et une fois de plus, laissant de larges plages de temps libres.

Les acteurs sociaux agissent de plus en plus sur les transformations des formes d'emploi. Une variété de plus en plus large de situations se propose et dirigeants comme travailleurs s'efforcent de moins en moins de sortir des cadres habituels. Sans doute certaines initiatives n'ont pas encore à ce degré d'imaginer. On a même qualifié de « patrons exotiques » ceux qui se laissent ainsi dans l'expérimentation, les soupçonnant de servir de poissons-pilotes pour des mesures gouvernementales.

Peu importes, s'ils sont montrés du doigt. Au contraire, parce que ce ne sont pas les moins performants qui ont les meilleures idées, et il n'est rien de tel que la réussite pour faire passer des messages nouveaux. Mais l'enseignement fondamental est là : légiférer le moins possible sur une matière aussi délicate que la stratégie du temps de travail, refuser la chape uniforme dont l'économie crève doucement, pour promouvoir le droit à la différence, à l'originalité compatible avec les contraintes spécifiques de l'outil de production.

PIERRE DROUIN.

- (2) Connaissance politique, premier numéro de février 1983 sur « L'Entreprise ».
- (3) Réalisée pour le ministère du travail par une équipe d'« Économie et Humanisme », 14, rue Antoine-Dumont 69372 Lyon Cedex 08, sous le titre « Travail et mode de vie », en octobre 1982.

● Assurance-maladie des étudiants. - La direction du centre de Sécurité sociale N 601, centre particulier chargé de gérer l'assurance-maladie pour les étudiants de la région parisienne, vient de changer d'adresse. Elle est installée désormais au 53, rue Charles-Frédéric 94 250 Gentilly (tél. 581-00-20, poste 654). Cette modification ne s'applique pas aux autres services, prestations, accueil, affiliation, maintenus au 16, rue Raspail 94 250 Gentilly (tél. 581-11-42).

LES PREMIÈRES ASSISES NATIONALES DES RETRAITÉS ET PERSONNES AGÉES

Un rapport de synthèse est remis à M. Mauroy

Le jour même de l'application du droit à la retraite à soixante ans, M. Pierre Mauroy, premier ministre, a clos, vendredi matin 1^{er} avril à Paris, les premières Assises nationales des retraités et des personnes âgées, ouvertes le lundi 28 mars par le président de la République. « Je crois que l'on peut vraiment ranger les personnes âgées et retraitées au premier rang des gagnants du changement de mai 81 », a estimé M. Mauroy. La période qui

Des esprits chagrins avancent sans doute que le coût de l'opération, estimé à près de 9 millions de francs, ne valait pas la chandelle, en cette période de restrictions économiques. C'est oublier qu'au-delà des discours académiques - et des difficultés de l'heure - un processus important vient de s'engager : celui d'une prise de conscience des retraités eux-mêmes. Comme l'avaient souligné à juste titre les organisateurs de ces Assises, c'est, en fin de compte, plus de deux cent mille personnes qui ont participé aux travaux préparatoires, à Paris et en province. D'innombrables dossiers ont été constitués, recensant les observations, les désirs, les revendications et les suggestions de ceux que le monde actuel, avec son stress et sa logique productiviste et technocratique, a tendance à rejeter des circuits de la vie sociale, alors même que cette population âgée vit plus long-

temps qu'autrefois et quitte plus tôt la vie professionnelle. Les problèmes de santé, d'autonomie, d'hébergement collectif, de vie dans la cité, de sécurité, ont été, parmi d'autres, abordés, consignés dans un rapport remis au premier ministre. Et c'est la première fois qu'une consultation a lieu à pareille échelle, sur des thèmes dont l'importance dépasse de loin la tranche fragile du « troisième âge », notion désormais éculée.

Quelques dix millions de retraités - dont en principe dix millions de foyers - étaient concernés par ces Assises, et bien plus encore. Car qui n'a pas un père, une mère, un parent âgé ? Et qui ne songe, un jour, avec espoir ou appréhension, à sa propre retraite, à son propre vieillissement ? Curieusement, les médias, d'ordinaire si friands de « valeurs humaines », n'ont pas perçecuté l'événement comme il le méritait.

Certains diront que la conjoncture ne s'y prêtait guère. Mais n'est-ce pas aujourd'hui, et maintenant, qu'il faut secouer les tabous, galvaniser toutes les énergies ? Comme l'a déclaré M. François Mitterrand, aucune fraction de la population ne peut être ignorée, écartée du combat commun contre la crise et pour une société plus juste.

Une Maison à Paris

S'agissant des retraités, les réformes les plus importantes viennent d'être réalisées. Elles sont inscrites dans la loi, et il est malaisé pour l'instant d'accorder beaucoup plus. Les Assises ne pouvaient donc que dresser un constat de ce qui est fait et de ce qui est encore à faire. Les quelques améliorations annoncées ces derniers jours - en dehors, certes, des nouvelles dispositions sur le droit à la retraite - apparaissent par comparaison assez maigres. M. Daniel Benoit, secrétaire d'Etat chargé du dossier, vient d'indiquer que la création à Paris d'une Maison du Comité national des personnes âgées - que le président Mitterrand avait souhaitée, lundi lors de la séance inaugurale - est à l'étude. Il a annoncé qu'elle comprendrait un « S.V.P. international », lieu d'échanges et de confrontations entre les pays intéressés.

Pour favoriser le maintien à domicile des personnes âgées, la France veut « les sortir des hospices et des hôpitaux », pour les installer dans des structures médico-sociales plus adaptées, où l'hébergement collective « quatre fois moins cher ». L'enseignement de la gérontologie aux étudiants en médecine du troisième cycle est envisagé, ainsi que l'adaptation des médicaments et de leur conditionnement.

D'abord chez soi

Quant aux vœux des participants, ils vont bien au-delà. Au sujet du passage de la vie professionnelle à la condition de retraité, il est proposé que le départ de l'intéressé ait lieu sur sa demande expresse et soit prévu suffisamment tôt et organisé de façon progressive, pour éviter la retraite coupée et permettre une meilleure approche du temps libre. La fixation des pensions à 70 %, et à plus long terme, à 75 % du revenu des dix meilleures années, avec un minimum équivalent au SMIC, est aussi souhaitée, ainsi que le développement de la participation des personnes âgées à la vie locale et aux instances publiques. Au chapitre de la vie quotidienne, on note que « la retraite chez soi reste l'aspiration la plus profonde » de plus de soixante ans, qui représentent actuellement plus d'un cinquième (17 %) de la population.

D'autres revendications concernent l'amélioration des logements, l'extension de l'aide ménagère, une protection accrue des consommateurs démunis, la mise en place généralisée de la télé-alarme, la mensualisation du paiement de la retraite à domicile, la décentralisation des universités du troisième âge.

Ce sont là, sans conteste, des propositions constructives, des idées à creuser, à appliquer. Reste à souhaiter que la concertation qui s'est amorcée se continue dans tous les milieux de la population - y compris dans les organisations syndicales, qui ont déploré de n'avoir pas été suffisamment associées à l'opération.

Faute d'un prolongement réel, ces Assises resteraient sans effet, comme tant de rencontres nationales ou internationales...

JEAN BENOÎT.

● Elf et le prix de l'essence. - Elf a annoncé une baisse de 3 centimes par litre des prix du « super » et de l'essence ordinaire dans l'ensemble de ses stations en libre service, y compris sur les autoroutes, à partir du 1^{er} avril. Les prix resteront inchangés dans les stations traditionnelles. Elf explique sa décision par la guerre des prix menée par certaines compagnies. La guerre des rabais, provoquée notamment par la concurrence des hypermarchés et des supermarchés et de certains indépendants - le réseau de M. Michel Leclerc - a été relancée depuis le début de l'année par les baisses de prix successives qui ont permis à plusieurs compagnies - Esso, Shell et Mobil notamment - de pratiquer elles aussi des rabais sur l'essence distribuée dans les stations en libre service.

POPULATION MONDIALE

Croissance démographique et réduction des revenus

M. Retafé M. Sales, haut fonctionnaire d'origine philippine, directeur du Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population (F.N.U.A.P.) et secrétaire général de la future Conférence internationale sur la population, qui aura lieu à Mexico en 1984, a évoqué, jeudi 31 mars, devant quelques journalistes, les difficultés soulevées par la montée démographique dans le monde. Ce sujet a aussi été abordé au séminaire international réuni au marge des Assises des personnes âgées.

L'extraordinaire rapidité de la croissance des populations depuis les années 60 préoccupe un grand nombre de gouvernements, à l'heure où de nombreux pays subissent les effets de la crise économique.

La population mondiale, a rappelé M. Sales, s'élève actuellement à 4 milliards 685 millions de personnes, et 3 milliards 511 millions d'entre elles, soit 75,2 %, vivent dans les pays en voie de développement. Selon les prévisions, cette population mondiale atteindra 6 milliards 100 millions de personnes en l'an 2000 et 8 milliards 100 millions en l'an 2025.

Ces chiffres sont à rapprocher d'une étude de l'institut américain World Watch, organisme de recherche financé par des contributions privées et par les Nations unies, qui estime que le niveau de vie d'une grande partie de la population du globe risque de décliner d'ici à 1990, si les pays à forte croissance démographique ne parviennent pas à réduire leur taux de natalité.

Au cours des années 70, on a assisté à une baisse de revenus dans dix-huit pays, rassemblant cent vingt et un millions d'habitants, où la croissance démographique a été plus rapide que la croissance économique. La région la plus touchée est l'Afrique subsaharienne.

Chant l'exemple de la Chine, M. Sales a souligné pour sa part, comme l'avait fait l'institut World Watch, que des expériences récentes ont montré que des pays disposant d'un planning familial bien organisé peuvent arriver à diminuer leur taux de natalité, avant d'atteindre un niveau de vie élevé. « Il faut certes respecter les opinions des pays qui refusent le planning familial », a conclu M. Sales, mais il faut faire un immense effort d'information », a-t-il ajouté.

La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés a enregistré, en 1982, un excédent de 5,378 milliards de francs

La décelération constatée depuis trois mois dans la croissance des dépenses de santé fait l'objet de divers commentaires (le Monde du 31 mars).

Ainsi, pour la Fédération nationale de la mutualité française (F.N.M.F.), les résultats de la Caisse nationale des travailleurs salariés (C.N.A.M.T.S.) « ne confirment pas l'idée selon laquelle la couverture des dépenses de santé constitue le problème majeur ».

La F.N.M.F., tout en se déclarant « consciente des problèmes créés par la progression des dépenses de santé », « redoute » que les mesures prises « au bénéfice de la couverture des dépenses de santé soient en fait destinées à la couverture d'autres charges que celles dues à la maladie ».

En clair, la F.N.M.F. évoque le fait que l'excédent des recettes sur les dépenses en matière d'assurance-maladie sert à combler les pertes subies par l'assurance-vieillesse et surtout les allocations familiales. C'est, en effet, le principe en vigueur d'équilibre entre les trois branches de la Sécurité sociale.

L'excédent enregistré par la C.N.A.M.T.S., selon son communiqué du 30 mars, a été, en 1982, de 5,378 milliards de francs.

La commission des comptes de la sécurité sociale avait, en décembre, à titre prévisionnel, escompté un excédent supérieur de 6,6 milliards de francs. Un peu moins de recettes pour des pertes à combler : le déficit global de la sécurité sociale pose toujours un problème. Pour que

l'équilibre soit assuré en 1983, le rythme annuel de croissance des dépenses d'assurance-maladie ne devrait être que de + 11,99 %, selon les prévisions de la commission des Comptes. Fin février, ce rythme est encore de + 16,8 %, même si depuis trois mois il a baissé de 1,7 point.

L'instauration du forfait hospitalier - 20 F par journée d'hospitalisation à la charge de l'assuré à compter du 1^{er} avril - devrait dégager des recettes supplémentaires pour l'assurance-maladie. Mais, selon certaines rumeurs, le recouvrement de ce forfait coûterait 60 F à la C.N.A.M.T.S., on se refuse à confirmer ce bruit, mais il est certain que les charges administratives entraînées par l'instauration du forfait ne seront pas négligeables.

Diverses organisations ont protesté contre cette mesure : ainsi est-il, pour des raisons diverses, de la Fédération nationale de la mutualité française, la Fédération nationale des mutuelles de travailleurs et de la Fédération inter-syndicale des établissements d'hospitalisation privée.

Quoi qu'il en soit, la maîtrise des dépenses de santé reste la priorité. Ainsi dans un communiqué commun concernant le coût des problèmes dentaires, la C.N.A.M.T.S. et la F.N.M.F. indiquent leur décision « d'unir leurs efforts afin d'obtenir une véritable maîtrise des coûts de la prophylaxie dentaire et une modification des conditions actuelles de remboursement », jugées « insuffisantes ».

DANIELE ROUARD.

AFFAIRES

Manufrance de nouveau en sursis

(Suite de la première page.)

A l'hôtel de ville, il nous précise qu'il tire son jugement d'informations provenant des banques et surtout des fournisseurs. « La coopérative est maintenue à flot artificiellement, ajoute-t-il, le chiffre d'affaires est inférieur au plan signé et l'emploi atteint huit cent personnes, c'est-à-dire deux cent cinquante de plus que prévu. Comprenez, je ne tiens pas à ce qu'on m'accuse d'avoir coulé Manufrance alors que la municipalité communiste aurait réussi à la faire marcher. Je ne fais qu'arriver et je trouve une situation réelle catastrophique. Je tiens à mettre les choses au point. » Et d'ajouter : « Je n'ai rien contre la C.G.T., mais cette organisation n'est pas faite pour diriger une entreprise. Il faut des professionnels. » A-t-il alors des candidats ? « Non, j'y ai réfléchi, mais il est trop tôt pour en parler. Monsieur le maire n'en a donc peut-être pas fini avec le « Manu »...

Les « Manu », eux, se seraient bien passés des déclarations du maire. Les fournisseurs, forcément inquiets, ont demandé des paiements comptants. « Ce qui nous oblige à mobiliser 8 millions de francs de trésorerie », explique la direction. Sans compter les pertes de ventes et un climat de suspicion généralisé. « Que le droit nous fiche la paix », répond M. Christian Georges, délégué C.G.T. « Juger une entreprise au bout de six mois, c'est exagéré. » La paix ? Trop tard. Les rumeurs allaient bon train et la coopérative a eu tort de ne pas laisser courir en ouvrant pas ses livres de comptes. Le mystérieux silence nourrissait les rumeurs...

Un plan irréaliste

Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait ? Parce que ses comptes ne sont pas arrêtés, répond-elle. Peut-être. Mais la vraie raison est qu'ils sont mauvais. D'après son plan de mars 1982, sur lequel se sont appuyés les pouvoirs publics et les banquiers pour promettre 170 millions de francs d'aides, la S.C.O.P.D. Manufrance (Société coopérative ouvrière de production et de distribution), devait perdre 8 millions de francs l'an passé. Le réel a dépassé largement 25 millions. Elle avait produit trente-deux mille fusils, elle n'en a fabriqué que vingt mille.

Pourquoi ? La raison est simple : le plan était irréaliste parce que l'entreprise, après huit ans de lutte, est complètement désorganisée. La S.C.O.P.D. a été créée sur l'initiative de certains licenciés C.G.T. de Manufrance, le 1^{er} juin 1980. Plus exactement des licenciés de la Société nouvelle Manufrance (S.N.M.), qui venait à son tour d'être placée en liquidation de biens. Cette S.N.M., ultime tentative pour sauver l'ancienne Manufrance, avait fait long feu au bout de six mois. La vente par appartements des actifs commençait donc après de brèves mais peu sérieuses apparitions d'hommes d'affaires solvateurs. Le Chasseur Français était repris en location-gérance par la société Ferret-Savinel, et l'activité de ventes par correspondance (le célèbre catalogue de Manufrance) par la société Movites. Celle-ci, d'ailleurs, l'a depuis abandonnée.

A la fin 1980, il ne reste plus de Manufrance que la fabrication des armes, des cycles et des machines à coudre, la D.P.M. (Division des produits manufacturés) installée dans les immenses locaux de Saint-Etienne, que les salariés occupent au cris de « Non au démantèlement ». Le travail s'arrête. Il reprendra sept mois plus tard, à la fin mai. Après l'arrivée de la gau-

che au pouvoir, l'espoir renaît. Effectivement, 500 ouvriers réunis en S.C.O.P.D. obtiennent du tribunal de commerce la location-gérance de la D.P.M. le 22 juin 1981. Manufrance renaît de ses cendres une deuxième fois. Mais l'entreprise vitote, et ce n'est que le 8 avril 1982 — dix mois encore se sont écoulés — qu'un véritable plan de relance est mis sur pied.

Selon ce plan, la mairie devra acquérir des terrains à Duché, dans la banlieue stéphanoise, pour une nouvelle usine à construire, et racheter des actifs Cours Fouriel (total 13 millions de francs). L'Etat, dix-sept banques conduites par la Banque centrale des coopératives et des mutuelles (B.C.C.M.) et divers organismes mutualistes s'engagent à apporter 170 millions de francs en deux temps : une première tranche de 85 millions promis pour 1982 ne sera définitivement versée qu'à la fin janvier 1983. Toujours des retards... Le versement de la seconde tranche est aujourd'hui suspendu.

Vingt ans de retard

Car, entre-temps, la Coopérative découvre la profondeur du désastre : M. Barbillat, directeur général, venu de l'aéronautique, le résume : « Plus aucun ingénieur. Tous les cadres sauf trois sont partis deux ans plus tôt, après une campagne de la C.G.C. L'organisation du travail était de la guerre. Les différents services, formant des clans, s'ignoraient ou s'opposaient. Chaque opération existait nécessitant une recherche. L'informaticien était, bien entendu, inconnu, tout comme les méthodes de gestion moderne. On a découvert qu'il fallait treize heures pour fabriquer un fusil alors que le plan tablait sur dix heures. »

Bref, l'entreprise a vingt ans de retard. Les ateliers semblent quasiment déserts. Le travail est ralenti. Des quantités incroyables de vieux, vieux de trente ans, déçoignent leur bulle. Fumant sa pipe, un ouvrier « choque » un canon de fusil sans se presser. Partout, d'énormes stocks s'entassent. La direction, manifestement, a du pain sur la planche. Les neuf P.-D.G. qui se sont succédé en huit ans ont eu le loisir de le constater. Sans pouvoir y remédier.

Pour réaliser le plan, qui prévoyait la fabrication de 32 000 fusils, 30 000 vélos et 3 200 machines à coudre, l'entreprise explique qu'elle a dû embaucher, au-delà des 550 postes prévus, une centaine d'ouvriers. De plus, elle a dû rebâtir le réseau commercial, complètement démantelé, y compris à l'étranger. Pour écouler de vieux stocks récupérés et « reconstruire l'image de Manufrance », la direction a soutenu relancer un département de vente par correspondance et un nouveau catalogue. Autant d'emplois (790 au total) et autant d'investissements imprévus.

Comme l'activité réelle n'a repris qu'après juin 1982, et comme les aides financières n'ont été payées qu'avec retard, la S.C.O.P.D. a terminé 1982 en sortant largement de l'épure : 30 000 cycles ont été fabriqués, comme prévu, mais 20 000 fusils seulement ; 70 millions de francs de chiffre d'affaires contre 85 prévus au plan. Avec 100 millions de francs de dépenses salariales, le déficit a dépassé largement les 25 millions contre 8 prévus. « Nous avons constamment tiré la langue », explique M. Barbillat.

Faute d'argent, chaque facture est contestée pour gagner du temps, le paiement de l'URSSAF est différé, etc. Des « trucs » de trésorerie, assez classiques au demeurant. Mais les banques, inflexibles, constatant

que le découvert dépassait les limites permises, ont figé le compte. C'est l'impasse... et les rumeurs qui commencent. La société, depuis, fait traîner les factures. « On vit à l'économie ». Mais il faut trouver une solution.

Une réunion est prévue mercredi 6 avril, à Paris, avec les pouvoirs publics et les banques. La direction demandera 40 millions de francs d'aides supplémentaires (en plus de la deuxième tranche de 85 millions). Quels arguments a-t-elle ? La modernisation entreprise, qu'il serait illogique d'arrêter au milieu du gué. La productivité a gagné 40 % sur la fabrication des cycles et 16 % sur les armes.

Enfin, et c'est le point essentiel, la nouvelle usine de Duché sera prête à la fin 1983. Elle emploiera 350 personnes à la fabrication des armes, avec beaucoup de machines automatisées neuves (90 millions de francs d'investissements étaient prévus et les commandes sont passées à 70 %). Le marché ? Il semble stable à l'horizon. Autour de 130 000 fusils par an. La S.C.O.P.D. en vise 20 à 25 %. A quoi s'ajouterait l'exportation (15 % en 1982). Des liens ont été établis avec l'Algérie, et la direction se tourne vers les États-Unis. Pour la machine à coudre, Manufrance s'en tirerait, d'après ses plans, sur un créneau de 14 000 unités de milieu de gamme (1 400 F). Quant aux cycles, la partie est plus difficile, étant donné la crise du secteur et celle de Moëtécane. La S.C.O.P.D. Manufrance souhaite établir des collaborations avec les autres petits constructeurs stéphanois.

Ce plan « aménagé » est-il réaliste ? Difficile à dire. Une chose est certaine : 210 millions de francs d'aides (170 + 40) pour créer 500 ou 600 emplois représentent une somme assez raisonnable dans le secteur de la mécanique. Il n'y a donc pas de « gabegie ». Et ne pas verser le reliquat à Manufrance serait sans doute injuste. Le mal ne date-t-il pas d'avant ?

En revanche, les efforts de réorganisation devront être accentués. Quand la S.C.O.P.D. est née, elle promettait un emploi à chacun des 500 souscripteurs. Il n'y avait, sans doute, aucun moyen de faire autrement. Aujourd'hui tous ces souscripteurs ne sont pas « utiles », du point de vue industriel. Combien d'emplois faudra-t-il alors supprimer ? « On négociera », selon M. Barbillat. On cite ailleurs le chiffre de 100 départs en préretraite et de 100 contrats à durée déterminée non reconduits. Mais cela risque de ne pas être suffisant après l'installation à Duché. La S.C.O.P.D. Manufrance doit se plier à une sévère rigueur de gestion industrielle et sociale et mobiliser ses ouvriers si elle veut un jour cesser d'être une entreprise politique.

ÉRIC LE BOUCHER.

ÉTRANGER

Au Danemark

De nouvelles hausses et mesures d'austérité entrent en vigueur

De notre correspondante

Copenhague. — Pour les Danois, le Vendredi saint aura marqué cette année un pas de plus sur le chemin de l'austérité. Ce 1^{er} avril en effet, sont entrées en vigueur une série de hausses assez fortes, touchant tant les loyers que certains services publics. Les tarifs des chemins de fer et les ferry-boats ont ainsi augmenté de 12,5 %, et les habitants des petites villes, complètement dépendants des liaisons maritimes avec la terre ferme pour leur travail et leur approvisionnement, se sentent plus frappés que les autres.

Un répit de quatre jours a été accordé aux usagers des P.T.T. : mais, à partir du 5 avril, la grille de tarifs subira, elle aussi, des hausses importantes, l'affranchissement d'une lettre ordinaire passant de 2 à 2,5 couronnes (1 F à 2 F). Il n'y aura plus de différence entre une lettre et une carte postale. L'expédition d'un paquet de 500 grammes coûtera 16 F, etc.

Les tarifs postaux ont quasiment doublé en trois ans, comme les transports urbains, qui ont déjà été augmentés à deux reprises en 1982 et le seront vraisemblablement de nouveau d'ici quelques mois. Ce qui irrite le plus les consommateurs du cru, c'est peut-être de constater que plus on les fait payer, plus ils sont mal servis. A Copenhague, par exemple, la distribution du courrier a lieu une seule fois dans la plupart des quartiers et à 18 heures. Il arrive

Les prix de la viande et du poisson sont plus sévèrement réglementés

Le comité des prix, réuni le 31 mars, a été consulté par le gouvernement sur plusieurs arrêtés modifiant la réglementation des marges dans le commerce des viandes et des poissons, à la suite des hausses enregistrées dans l'indice des prix de détail de février.

● **VIANDES.** — Le nombre des morceaux concernés par la taxation de la marge en valeur absolue est étendu à 75 % des morceaux de bœuf, 65 % de ceux du veau et 73 % de ceux du porc. Les morceaux concernés par cette extension sont pour le bœuf : l'anguille de rumsteck, la tranche à bifteck, le gîte-gîte ; pour le veau : l'escalope et les côtes premières ; pour le porc, les côtelettes.

Le communiqué publié à l'issue de la réunion précise en outre que pour « limiter le phénomène observé depuis quelque mois dans les boucheries à gros débit, qui ont eu tendance à augmenter leur marge pour la porter au maximum autorisé, sans tenir compte des gains de productivité que leur procurait le traitement de volumes importants, un régime spécifique est prévu pour les boucheries commercialisant plus de 70 tonnes de viandes de bœuf et de veau par an. Dans ces boucheries, la marge au-delà de 70 tonnes ne sera plus de 6,95 F, mais résultera d'une pondération intégrale, pour la fraction dépassant les 70 tonnes, une marge ramenée à 6,10 F ».

● **Par ailleurs, précise le communiqué, délégué en matière de commissaires de la République pour réduire, sur l'ensemble des viandes, le niveau de la marge ou augmenter la liste des morceaux dont la marge est taxée.**

● **POISSONS.** — La marge de distribution de quinze poissons, parmi les plus commercialisés est taxée au coefficient multiplicateur de 1,50. Cependant, la marge de distribution est fixée à 8 F lorsque les poissons sont achetés moins de 10 F/kg. En outre, trois des quinze poissons concernés devront être vendus, chaque jour, avec un coefficient multiplicateur réduit à 1,35.

Le comité des prix a également été consulté sur des arrêtés mettant en application les mesures décidées

dans le cadre du plan arrêté par le gouvernement le 25 mars. La possibilité de percevoir une taxe parafiscale sur les produits pétroliers (super, essence, fuel domestique et gazole), ajustée chaque mois afin de maintenir les prix au niveau de ceux du mois de mars a été introduite dans les éléments constitutifs des prix à la pompe. Cette taxe parafiscale sera perçue au profit de la Caisse nationale de l'énergie. En outre, les tarifs du gaz et de l'électricité ont été relevés de 8 % en moyenne. (Voir par ailleurs.)

De plus, des arrêtés concernant divers prix et marges ont été présentés au comité : les tarifs des établissements de soins privés non conventionnés pourront être augmentés comme ceux des établissements conventionnés ; la distribution des spécialités vétérinaires fera l'objet d'une réduction équivalente à celle appliquée dans l'ensemble du commerce.

Enfin, des instructions vont être adressées aux commissaires de la République et aux directeurs départementaux de la concurrence et de la consommation pour que les professionnels chez qui sont constatées des infractions graves ou des récidives rançonnent leurs prix au niveau pratiqué au début du blocage, et ce pour une durée équivalente à la période d'infraction. Les sanctions sont strictement individuelles.

● **BOULANGERIE.** — Un engagement de lutte contre l'inflation a été signé par les boulangers et les consommateurs, limitant à 8 % la hausse des prix en 1983. Cette hausse se fera en deux étapes, en avril et en août. En avril, le pain est augmenté de 10 centimes.

● **S.N.C.F.** — Hausse de 8 % des tarifs voyageurs sur les grandes lignes à partir du 1^{er} avril. Les abonnements augmenteront dans la même proportion. Le supplément couchette passera de 63 F à 68 F, la carte verte de 53 F à 57 F, le droit d'enregistrement des bagages de 20 F à 23 F, la réservation de places assises de 8 F à 9 F, l'unité de base de calcul des suppléments de 11 F à 12 F, et la consigne manuelle de 7 F à 7,50 F ; les suppléments des trains T.E.E. et InterCity ne sont pas modifiés.

AGRICULTURE

La F.N.S.E.A. demande la suppression totale des montants compensatoires monétaires

« Echange fructueux, franc et positif », pour M. Rocard : « dialogue ouvert et constructif entre les hommes de bonne volonté », pour M. Guillaume. La première rencontre, jeudi 31 mars, entre le nouveau ministre de l'Agriculture et le président de la F.N.S.E.A. (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) s'est, apparemment, très bien passée. L'entretien, qui a duré deux heures, a porté essentiellement sur la négociation des prix agricoles européens, le « marathon agricole », qui doit débiter à Bruxelles les 18 et 19 avril prochains.

M. François Guillaume a expliqué que la F.N.S.E.A. réclame un « démantèlement complet des montants compensatoires monétaires (M.C.M.), qui donnerait au ministre une meilleure position pour la négociation des prix en unités de compte ».

Les montants compensatoires monétaires ont été créés en 1971 pour compenser les variations monétaires à l'intérieur de la Communauté européenne. Ils jouent, en fait, comme des taxes à l'exportation des produits français et comme une aide à l'importation en France des produits allemands et néerlandais. Leur suppression totale, a expliqué le président de la F.N.S.E.A., donnerait aux agriculteurs français une sécurité de 8,1 % sur les hausses de prix souhaitées pour la prochaine campagne. La F.N.S.E.A. réclame au total 12 % afin de tenir compte de la hausse des coûts de production et des effets de la dévaluation du franc (les prix européens sont calculés en unités de compte).

M. Guillaume a précisé qu'il espérait pouvoir aider le ministre à affirmer sa stratégie dans la bataille qu'il aura à mener à Bruxelles. M. Rocard, de son côté, s'est déclaré d'accord pour organiser une concertation régulière avec la profession agricole ; il estime que « la profession agricole est très diverse », et qu'il « faut entendre et de tout connaître, tout en préservant les conditions de l'efficacité ». Le ministre se rendra au congrès de la F.N.S.E.A., le 14 avril à Grenoble.

● **L'Association pour l'emploi des cadres et l'Agence nationale pour l'emploi** ont signé une convention, apprend-on dans un communiqué commun le 31 mars. « Cette convention permet aux deux organismes de remplir leurs missions respectives dans un large esprit de coopération et de complémentarité ».

CAMILLE OLSEN.

NEW-YORK

Brusque renversement de tendance en cours de séance

Wall Street n'a pas tenu la distance. Après avoir battu ses records de tous les temps en cours de séance, ce, sur la forte impulsion fournie par les valeurs pétrolières, le marché a basculé. Il a reperdu non seulement tout le terrain gagné initialement mais aussi une partie de son avance précédente. L'indice des industriels, qui un moment s'était élevé au niveau historique de 1 152 (+ 8 points), s'est finalement établi à 1 130,03, enregistrant ainsi une baisse de 13,26 points.

Le bilan de la journée n'a toutefois été que modérément négatif. Sur 1 940 valeurs traitées, 808 se sont repliées, 763 ont monté et 369 n'ont pas varié.

Avec le retour sur le schéma des investisseurs institutionnels, le volume des transactions a fortement augmenté, et 101,74 millions de titres ont changé de mains contre 72,90 millions précédemment.

C'est la décision prise par la Grande-Bretagne d'abaisser raisonnablement le prix de son pétrole de la mer du Nord, de façon à ne pas déclencher une guerre des tarifs, qui a suscité le vif intérêt porté par les investisseurs aux valeurs pétrolières. Ces dernières ont, pour la plupart, compté dans la liste des actions les plus traitées (Atlantic Richfield, Union Oil of California, Exxon, Mobil Oil, Standard Oil of Indiana).

Cependant, une fois encore, l'élan donné au marché a été brisé par les craintes d'un renchérissement du loyer de l'argent, craintes ravivées par le relèvement du taux d'intérêt des avances consenties aux « brokers ». Du coup, à la veille du long week-end pascal — Wall Street ne rouvrira ses portes que lundi — bien des investisseurs ont jugé prudent de prendre leurs bénéfices.

VALEURS	Cours de	Cours de
Alcoa	23 1/4	22 1/8
A.T.T.	65 1/2	64 1/2
Bovis	40 5/8	40
Chemical Bank	51 1/8	50 1/4
Du Pont de Nemours	40 5/8	41 5/8
Eastman Kodak	84 3/8	82 1/4
Emp	30 3/8	30 1/8
Ford	41 1/8	40 1/4
General Electric	42 1/2	42
General Foods	42	40 1/2
General Motors	80	79 3/8
Goodrich	25	24 1/2
IBM	104 3/8	103 3/4
ITT	37 1/4	36 5/8
Mobil Oil	27 1/8	26 3/4
Pfizer	77 1/8	76 3/4
Schlumberger	40 5/8	39 1/4
Standard Oil	31 1/8	30 3/4
U.S. Steel	38 1/4	37 1/2
U.S. Steel	23 1/8	22 7/8
Westinghouse	47 1/8	46 1/2
Xerox Corp.	42 3/8	41 3/8

L'excédent commercial de l'industrie automobile française ne cesse de se dégrader depuis 1980

L'industrie automobile française demeure toujours un des piliers du commerce extérieur, mais ses exportations diminuent régulièrement depuis trois ans, alors que les importations de véhicules étrangers ne cessent d'augmenter. La Chambre syndicale des constructeurs vient de publier les statistiques globales pour 1982. Les exportations de l'ensemble de la branche automobile (voitures particulières et véhicules utilitaires — neuf et occasion, — équipements et pièces) se sont élevées à 69,54 milliards de francs alors que les importations ont atteint 50,93 milliards de francs, soit un solde positif de 18,61 milliards de francs.

L'excédent dégagé par la branche avait été de 24,3 milliards de francs en 1981, de 26 milliards en 1980 et de 28,2 milliards en 1979. Entre 1979 et 1982, les importations ont augmenté de 84,3 % alors que les exportations n'ont progressé que de

24,4 % en francs courants (soit un recul en francs constants).

Cette dégradation de la situation de l'industrie automobile française, constatée depuis 1980, tient à plusieurs facteurs. Il y a d'abord les effets pervers de la fusion Peugeot-Talbot qui a permis à des constructeurs étrangers de mieux s'implanter en France en reprenant des concessionnaires. Il y a ensuite, et surtout, la perte de compétitivité, notamment par rapport à l'industrie allemande. Ainsi, alors qu'en 1980 le déficit commercial par rapport à la R.F.A. n'était que de 4,2 milliards de francs (donc 1,3 milliard pour les voitures particulières), il est monté à 7,5 milliards de francs (dont 4,2 milliards pour les voitures) en 1981 et à 11,7 milliards (dont 7,7 milliards) en 1982. Ce déséquilibre grandissant avec la R.F.A. fait que globalement l'industrie automobile française a enregistré en 1982 un solde déficitaire de son commerce par rapport à la C.E.E.

ENVIRONNEMENT

L'aggravation de la marée noire dans le Golfe

Les Emirats menacés réclament une aide internationale

L'approche de la marée noire à quelques kilomètres des côtes de Bahreïn et de Qatar, le 31 mars, a déclenché le bras-armé de combat général dans le golfe Persique. Depuis un mois, en effet, le pétrole s'échappe de puits iraniens en mer à raison de plusieurs milliers de tonnes par jour, à la suite de fuites accidentelles, et de plusieurs attaques aériennes irakiennes sur le gisement de Nowrouz, près du terminal iranien de Kharg (le Monde du 1^{er} avril). L'état de guerre entre l'Irak et l'Iran interdit toute intervention, car la marine

Quant à l'Iran, concerné au premier chef, puisqu'il s'agit de son pétrole, il a fait appel à la nouvelle Organisation régionale pour la protection de l'environnement marin (ORPEM), dont le siège est à Koweït, mais dont il assure actuellement la présidence. Seul un accord des huit pays riverains membres de l'ORPEM (1) donc ratifié par l'Irak, permettrait la levée du blocus iranien sur les zones des combats et donc l'intervention des spécialistes sur les puits qui perdent leur brut. Le directeur de l'ORPEM, M. Abdel Latif Al

sieurs sociétés spécialisées dans les émirats du Golfe. Mais il semble que les prix réclamés par l'expert tanzan, plus que sa qualité de représentant du « Grand Satan », les Etats-Unis d'Amérique, aient découragé les autorités irakiennes, qui se sont alors tournées vers le reste du monde.

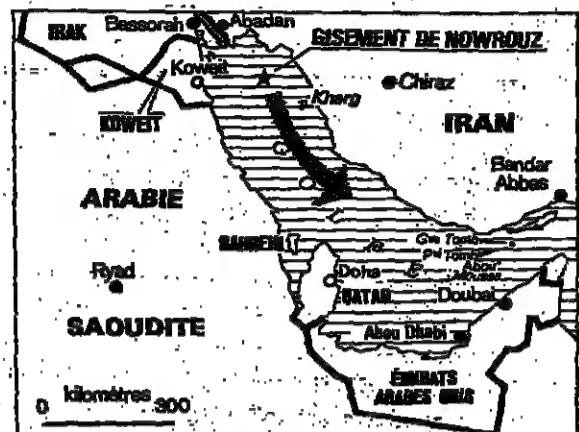
Pour lutter contre la marée noire, les émirats ont eux aussi lancé un appel à l'aide internationale. Des experts néerlandais ont proposé d'encercler la nappe à l'aide de réservoirs flottants et de pelles automatiques. Ils estiment en effet qu'un traitement chimique aurait des conséquences désastreuses sur la flore et la faune marines, sans pour autant réussir à désagréger une masse aujourd'hui compacte, flottant entre deux eaux. En France, où l'on indique officiellement que « la disponibilité française de lutte contre la pollution est prête » à intervenir, la société de remorquage

et de sauvetage « les Abeilles » pourrait être sollicitée. Cette société, grâce à un système de boudins de caoutchouc et d'aspirateurs à turbine, arrive à « butiner » le pétrole comme les abeilles le pollen.

Sur place, les autorités mobilisent la population. Jeudi 31 mars, les autorités du Qatar ont demandé aux deux cent quarante mille habitants de la principauté de participer à la construction d'un barrage destiné à protéger la capitale, Doha. Entrepreneurs de travaux publics et propriétaires de camions sont mobilisés pour transporter tous les matériaux disponibles afin de faire barrage à la nappe en dérive.

R. C.

(1) Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Iran, Irak, Koweït, Oman et Qatar.



iranienne faisait le blocus de la région et empêchait l'accès aux puits irakiens situés en mer.

Un mois après, la fuite a donné naissance à une nappe de pétrole lourd qu'on évalue aujourd'hui à 30 000 tonnes ou 40 000 tonnes, qui dérive lentement vers le Sud, menaçant les côtes de l'Arabie Saoudite, et surtout les émirats de Bahreïn et Qatar, dont toute l'eau potable est fournie par des puits de dessalement d'eau de mer. C'est cette menace directe sur l'approvisionnement en eau — et aussi en électricité, car les centrales sont implantées en bord de mer — qui a contraint les autorités du Bahreïn et de Qatar à donner l'alerte et à mobiliser la population.

Zeidan, s'est rendu à Téhéran les 29 et 30 mars pour préparer une réunion de l'organisation à Koweït qui devait avoir lieu le 2 avril.

Finalement, en raison des résistances irakiennes — car l'Irak n'est pas menacé sur son étroite façade maritime et ne souhaite pas aider l'Iran, son ennemi actuel — la réunion a été repoussée au mardi 5 avril. Vendredi en fin de matinée, on ignorait toujours si l'Irak était disposé à accorder des saut-conduits aux équipes de techniciens chargées de colmater les fuites.

Les Irakiens, pour cette tâche, ont d'abord fait appel au « pompier volant » américain Red Adair, qui a plu-

UN TRÉSOR NANTAIS NOMMÉ CIVELLE

Toujours plus rare, toujours plus cher...

De notre correspondant

Nantes. — Le 15 avril, la saison de la pêche à la civelle, ce bébé anguille né dans la mer des Sargasses et qui, l'hiver, remonte dans les rivières des côtes atlantiques, va fermer. Cette campagne a été marquée par la raréfaction des prises et l'envoie des prix. Selon les observateurs avisés qui ont corrigé dans leurs estimations les déclarations faites aux autorités administratives, le tonnage capturé est inférieur à 1 500 tonnes. Les prix, en revanche, ont cravé tous les plafonds : de l'ordre de 180 F le kilo en moyenne en première vente, au lieu de 90 F l'an passé.

« La petite bête qui monte, qui monte... » C'est le refrain exceptionnel des prix qui justifie, cette saison, la rengaine de la civelle plus que son statut ancestral à remonter vers les sources en franchissant les estuaires. La flambée des tarifs a compensé, pour les pêcheurs professionnels, la raréfaction des captures.

La civelle a quasiment disparu cet hiver des menus et des tables nantaises. Seuls quelques restaurants renommés la font encore figurer à la carte, mais avec la réserve : « Selon les arrivages ».

En avion au Japon

Les amateurs et les braconniers, pourtant fustigés, ont pour leur part déclaré forfait. Les années précédentes pourtant, c'est par centaines que les Nantais, la journée finie, se précipitaient, équipés d'épuisettes, à ramasser les civelles d'un long bambou de 4 à 5 mètres, sur les enrochements de la Loire et contre les piles des ponts, pour traquer pendant des heures, à la tombée de la nuit, les bancs de civelles. Quand les bébés anguilles étaient au rendez-vous, la capture remplissait des seaux entiers ; ils étaient proposés au porte-à-porte dans les lotissements à 30 F le kilo.

On n'a guère vu d'épuisettes cet hiver sur les mobylettes ou les galeries de voitures.

JEAN-CLAUDE MURGALÉ.

• RECTIFICATIF. — Une erreur de composition a rendu incompréhensible au passage de l'article intitulé « Le bocage chaviré », publié dans nos éditions du 30 mars. Nous avons écrit : « Mon voisin a rendu ses vaches des le début (...). Il les garde à l'usine avec un million par mois... » Il s'agit naturellement de : « Il est gardé à l'usine... » La COGEMA paie bien ses gardes de sécurité. Elle n'a que faire de gardiens de vaches sur les excavations de son chantier.



43 passage Suffren - 75008 Paris Tel. 246.00.20

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ÉPARGNE-VALEUR

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 30 mars 1983 sous la présidence de M. Bailey, président du conseil d'administration, a entendu le rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1982 et approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables s'élevaient, compte tenu du report des lots et primes de remboursement et du report à nouveau de l'exercice précédent, à 164 132 026,37 F. Elles permettaient, après report, à concurrence de 11 128 406 F, des lots et primes de remboursement, la mise en distribution d'un dividende par action de 16,48 F auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 1,75 F, soit un revenu global de 18,23 F.

L'assemblée générale a fixé au 31 mars 1983 la mise en paiement de ce dividende qui sera matérialisé par le coupon n° 35, ventilé comme suit :
— revenus non imposables : 2,65 F ;
— revenus d'obligations françaises non indexées : 5,36 F + crédit d'impôt de 0,30 F, soit un total de 5,66 F ;
— revenus d'actions françaises : 2,14 F + crédit d'impôt de 1,01 F, soit un total de 3,15 F ;
— autres revenus : 6,33 F + crédit d'impôt de 0,44 F, soit un total de 6,77 F.

Comme les années précédentes, les actionnaires pourront réinvestir leurs dividendes en actions de la société, avec exonération totale du droit d'entrée.

L'assemblée générale a confirmé la nomination comme administrateurs de MM. Claude Reinhardt et Gérard de Saint-Blancat, cooptés par le conseil d'administration en remplacement de MM. Gérard Llewellyn et Jean-Frédéric Dierckx.

Elle a renouvelé pour une durée de six ans le mandat d'administrateur de MM. Robert Grimpel et François Voss.

ÉPARGNE-INTER

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 30 mars 1983 sous la présidence de M. Olchanski, président du conseil d'administration, a entendu le rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1982 et approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables au titre de l'exercice 1982 s'élevaient, compte tenu du report à nouveau de l'exercice précédent, à 35 876 145,33 F. Elles permettaient, après report, à concurrence de 1 082 309,72 F, des lots et primes de remboursement, la mise en distribution d'un dividende par action de 17,97 F auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 1,40 F, soit un revenu global de 19,37 F.

L'assemblée générale a fixé au 31 mars 1983 la mise en paiement de ce dividende qui sera matérialisé par le coupon n° 19, ventilé comme suit :
— revenus d'obligations françaises non indexées : 8,31 F + crédit d'impôt de 0,61 F, soit un total de 8,92 F ;
— autres produits : 9,66 F + crédit d'impôt de 0,79 F, soit un total de 10,45 F.

Comme les années précédentes, les actionnaires pourront réinvestir leurs dividendes en actions de la société, avec exonération totale du droit d'entrée.

L'assemblée générale a nommé M. Jean-Louis Hantouze, administrateur, pour une durée de six ans, en remplacement de M. Jean Neuville, qui a décidé de ne pas demander le renouvellement de son mandat.

Elle a renouvelé pour une durée de six ans le mandat d'administrateur de MM. Daniel Olchanski et Pierre Gontreau.

Le conseil d'administration, réuni à l'issue de l'assemblée générale, a renouvelé M. Daniel Olchanski dans ses fonctions de président et confirmé M. François-Xavier Chevallier dans celles de directeur général.

NATIO-VALEURS

Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 30 mars 1983 sous la présidence de M. Olchanski, président du conseil d'administration, a entendu le rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1982 et approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables au titre de l'exercice 1982 s'élevaient, compte tenu du report à nouveau des lots et primes de remboursement et du report à nouveau de l'exercice précédent, à 501 865 231,14 F. Elles permettaient, après report, à concurrence de 61 407 081,82 F des lots de primes de remboursement, de distribuer un dividende par action de 35,13 F, auquel s'ajoute un crédit d'impôt de 2,50 F, soit un dividende global de 37,63 F.

L'assemblée générale a fixé au 31 mars 1983 la mise en paiement de ce dividende qui sera matérialisé par le coupon n° 5 ventilé de la façon suivante :
— revenus d'obligations françaises non indexées : 15,60 F + crédit d'impôt de 0,53 F, soit un total de 16,13 F, dont 0,07 F correspondant aux produits des obligations de l'emprunt d'Etat 8,80 % 1977 ;
— revenus d'actions françaises : 4,82 F + crédit d'impôt de 1,84 F ;
— autres produits : 14,71 F + crédit d'impôt de 0,13 F.

Comme l'année précédente, les actionnaires pourront réinvestir leurs dividendes en actions de la société, avec exonération totale du droit d'entrée.

L'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration, a nommé M. Henry Figeon, administrateur de Nativo-Valeurs, pour une durée de six ans.

BANQUE ODIER-BUNGNER-COURVOISIER

Il est rappelé que le bénéfice net de l'exercice 1982 s'établit à 13 983 252 F contre 17 113 110 F pour 1981 (voir le Monde du 31 mars 1983).

Lisez

Le Monde des PHILATÉLISTES

ÉNERGIE

APRÈS LA RÉDUCTION DES TARIFS BRITANNIQUES

Le Nigéria annonce qu'il ne diminuera pas le prix de son pétrole

Le Nigéria a annoncé jeudi 31 mars qu'il ne modifiera pas le prix de son pétrole brut malgré la nouvelle réduction annoncée la veille par la Grande-Bretagne (le Monde du 1^{er} avril).

« Nous prenons acte du fait que ces réductions sont dans l'ensemble en accord avec les idées du Nigéria et de l'OPEP. Elles peuvent donc être considérées comme un règlement ; le Nigéria ne modifiera donc pas le prix de son pétrole brut », déclare un communiqué officiel.

La compagnie nationale britannique a proposé à ses clients une diminution de 50 cents du prix de son brut de référence portant ce prix à 30 dollars par baril, soit le même tarif que celui appliqué par le Nigéria sur ses bruts concurrents de meilleure qualité. « Nous considérons

ces décisions sur les prix comme une tentative sincère pour rétablir la stabilité du marché, et chercher une solution qui reflète l'indivisibilité, et donc l'unité, des intérêts de tous les exportateurs, qu'ils fassent ou non partie de l'OPEP », ajoute le communiqué nigérien.

En février, le pays africain avait réduit fortement ses tarifs pour suivre une première réduction des prix de la Grande-Bretagne et avait annoncé qu'il s'alignerait désormais sur toute diminution des prix britanniques. Lors de la dernière conférence de l'OPEP à Londres, en mars, le Nigéria s'était engagé de manière informelle à ne pas prendre de décision unilatérale et aurait laissé entendre qu'un prix de 30 dollars par baril pour le brut anglais serait considéré comme acceptable.

ARBED

Société anonyme

Siège social à Luxembourg - R.C. Luxembourg n° B6990

MM. les actionnaires de la société anonyme ARBED sont priés d'assister à

Assemblée générale ordinaire

qui se tiendra le vendredi 22 avril 1983, à 14 heures, au siège social, avenue de la Liberté, à Luxembourg, à l'effet de délibérer sur les objets suivants :

ORDRE DU JOUR

- 1) Rapport du conseil d'administration sur les opérations et la situation de la société ;
- 2) Rapport des commissaires sur la comptabilité et le bilan de l'exercice écoulé ;
- 3) Approbation du bilan et du compte de profits et pertes ;
- 4) Décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires ;
- 5) Nominations dans les conseils ;
- 6) Divers.

Le conseil d'administration a l'honneur de rappeler à MM. les actionnaires que, pour pouvoir faire partie de l'assemblée, ils auront à se conformer à l'art. 40 des statuts.

Le dépôt des parts sociales pour cette assemblée pourra être effectué jusqu'au 16 avril 1983 inclus, soit cinq jours avant l'assemblée, dans un des établissements ci-après :

Dans le Grand-Duché de Luxembourg :

- 1) au siège social, avenue de la Liberté, à Luxembourg ;
- 2) à la Banque internationale à Luxembourg, à Luxembourg ;
- 3) à la Banque générale de Luxembourg, à Luxembourg ;
- 4) au Crédit lyonnais, à Luxembourg ;
- 5) à la Caisse d'épargne de l'Etat, à Luxembourg ;
- 6) à la Kredietbank S.A., à Luxembourg ;
- 7) à la Société générale alsacienne de banque, à Luxembourg ;
- 8) au Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine, à Luxembourg.

En France :

- 1) au Crédit lyonnais, 19, bd des Capucins, à Paris ;
- 2) à la Banque de l'Union européenne, 4 et 6, rue Gaillon, à Paris ;
- 3) au Crédit du Nord, 50, rue d'Anjou, à Paris ;
- 4) à la Société générale, 29, bd Haussmann, à Paris.

Les procurations devront être parvenues au plus tard le 18 avril 1983 au siège de la société.

Luxembourg, le 1^{er} avril 1983.

Le conseil d'administration : Emmanuel TESCH, président.



CREDINTER

L'assemblée générale des actionnaires, réunie le 30 mars 1983 sous la présidence de M. Jean Varda, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1982.

An cours de cet exercice, la valeur liquidative de l'action est passée de 231,35 F à 280,38 F, en augmentation de 21,19 %. En réintégrant le dividende global décaissé le 1^{er} avril 1982, la progression pour l'actionnaire ressort à 24,48 %. L'actif net est, pour sa part, passé au cours de l'exercice, de 277,2 millions de francs à 338,7 millions de francs.

Le compte de résultats fait apparaître un résultat distribuable de 12,17 millions de francs permettant la mise en paiement d'un dividende net de 8,50 F assorti d'un crédit d'impôt de 0,94 F, soit un revenu global de 9,44 F (en progression de 14,98 % sur celui de l'exercice précédent).

Le dividende est mis en paiement le 31 mars 1983, à 12 heures, aux guichets :
— de Crédit industriel et commercial et des autres banques du groupe C.I.C. ;
— de la Banque de l'Indochine et de Suez.

Les actionnaires auront la possibilité de réinvestir une somme équivalente au montant de leurs dividendes bruts pour souscrire des actions nouvelles en franchise totale de droit d'entrée jusqu'au 30 juin 1983.

L'assemblée a nommé aux fonctions d'administrateur M. Philippe Aymard pour une période de six ans.

Par ailleurs, le Crédit industriel et commercial, administrateur, sera représenté au conseil par M. Jacques Guennet, et la direction de Crediinter est confiée à M. Pierre Clert.

VOUS SOUHAITEZ ACHETER UN APPARTEMENT.

TOUS LES JOURS

Le Monde

VOUS PROPOSE DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIERE DES AFFAIRES SELECTIONNEES PAR DES PROFESSIONNELS

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. PAQUES : « L'Eglise catholique et la pratique de la pauvreté », par Georges Hourdin ; « Le rendez-vous du présent », par Henri Fassequet ; « Une leçon de liberté », par Yehoshua Rash.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE - Le nouveau plan américain sur les armes nucléaires et ses répercussions.
3. PROCHE-ORIENT

EUROPE

- POLOGNE : la sortie de la crise est une question « d'ère ou ne pas d'ère » pour le pays, déclare le général Jaruzelski.

AMÉRIQUES

5. ASIE - CHINE : la campagne pour la limitation des naissances.
5. AFRIQUE

POLITIQUE

6. M. Mauroy, la majorité et l'austérité.
7. M. Defferre réélu maire de Marseille.

SOCIÉTÉ

8. Les évêques posent des limites strictes à la communion œcuménique entre catholiques et protestants.
- SPORTS : le baroud d'honneur de Borg au tournoi de Monte-Carlo.

LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME

- 9 à 11. Pour ne pas perdre au change.
12. GASTRONOMIE : PHILATÉLIE.
13. JEUX.

CULTURE

14. EXPOSITIONS : cristaux géants au Musée.
- MUSIQUE : la Foire d'Erzsbett, à l'Opéra de Paris.
15. THÉÂTRE : On-Sad, au Lucernaire.
17. COMMUNICATION : « La télévision et son audience » (II), par Jean-François Lagan.
- LU : Jeu de quatre en Asie du Sud-Est, de Philippe Richer.

ÉCONOMIE

21. SOCIAL : les salariés ont désormais droit à la retraite à soixante ans ; les premières assemblées nationales des retraités et personnes âgées.
22. AFFAIRES - CONJONCTURE : les prix de la viande et du poisson sont plus sévèrement réglementés.
23. ENVIRONNEMENT

RADIO-TÉLÉVISION (18)

- INFORMATIONS « SERVICES » (20) : Au sommaire des revues : « Journal officiel » ; Météorologie.
- Annouces classées (19) : Carset (18) ; Mots croisés (13) ; Programme des spectacles (16).

■ M. Jacques Kosciuszko-Morizet, ambassadeur de France, a été nommé par M. Jacques Chirac secrétaire national du R.P.R. pour les relations extérieures. Il travaillera en collaboration avec M. Jean de Lipowski, qui reste conseiller pour les relations extérieures.

■ ÉCHECS. - En remportant la quatrième partie de son match contre Robert Huebner, Vassili Smyslov a rompu l'égalité qui prévalait jusque là. Le G.I.M. soviétique mène donc 2,5 à 1,5 dans le deuxième quart de finale du Tournoi des prétendants au championnat du monde d'échecs.

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} avril 1983 a été tiré à 493 908 exemplaires

CHARTERS ÉTÉ

83

U.S.A.

NEW-YORK

à partir de 2 850 F A/R

AIRCOM SETI

25, rue La Boétie

75005 PARIS

Tél. : 268-15-70

A B C D E F G

Aux États-Unis

Un enfant est né après avoir achevé sa gestation dans le corps d'une femme en coma dépassé

Un bébé de sexe masculin pesant 1,3 kg est né par césarienne le 30 mars à l'hôpital Moffitt de l'université de Californie, sa mère, âgée de vingt-sept ans, se trouvant en état de coma dépassé depuis le 25 janvier dernier, après une hémorragie cérébrale.

Il ne s'agit pas à proprement parler d'une « première » : d'autres cas de naissance après mort maternelle sont connus. C'est néanmoins la première fois qu'une telle décision est prise devant une durée de gestation aussi faible (vingt-deux semaines). L'équipe américaine a donc dû prolonger au maximum la survie végétative de la mère, réalisant ainsi durant neuf semaines une véritable prouesse technique.

La césarienne a été pratiquée au moment où la continuation de cette réanimation devenait problématique : la croissance du fœtus n'était plus harmonieuse et la mère présentait les premiers signes d'un état infectieux, conséquence quasi inévitable des réanimations prolongées. La mère est morte trente minutes après la naissance.

Faire naître des orphelins ?

Cette naissance spectaculaire suscite une vive émotion aux États-Unis. Les médecins de l'équipe américaine expliquent aujourd'hui qu'ils ont pris de nombreux conseils sur les problèmes éthiques posés par cette naissance. Ils soulignent aussi qu'ils sont persuadés avoir pris la bonne décision « du point de vue de la morale ».

En France, aucune voix autorisée ne s'est encore élevée pour critiquer leur décision. « Tour de force médical qui ne pose aucun problème moral particulier », estime le docteur Louis René, responsable des questions éthiques du conseil national de l'ordre des médecins. « Acte médical et positif car il va dans le sens de la vie », souligne Mgr Jacques Julien, responsable des problèmes familiaux auprès de la Conférence épiscopale française.

Convient-il de nuancer ce concert de louanges ? D'une part rien ne permet d'indiquer que cet enfant, prématuré, qui a vraisemblablement présenté des signes de souffrance in utero, est né physiquement indemne.

« Nous touchons sa mère, nous parlons au bébé, en l'appelant par son nom quand nous avons su que c'était un garçon. Nous l'avons traité comme s'il était déjà né », ont expliqué les infirmières de l'hôpital. Cette sollicitude a-t-elle pu se substituer aux échanges naturels, biologiques et mentaux qu'entretiennent durant la gestation la mère

et son enfant et dont tout le monde s'accorde aujourd'hui à souligner le rôle essentiel ? La question des relations entre naissance, mort et médecine avait déjà été posée il y a quelques jours à Rennes, où une jeune femme réclame sans succès le droit à une insémination artificielle avec du sperme congelé de son mari, mort il y a environ un an.

La velle juridique totale dans lequel se font ces travaux n'a pas empêché la fédération des Centres d'étude et de conservation du sperme (CECOS) d'adopter une ligne de conduite. « Nous pensons agir dans l'intérêt de l'enfant en ne nous substituant pas à l'autorité du défunt, expliquait à cette occasion le professeur Jacques Lanasac, trésorier de la fédération des CECOS. Nous pensons ne pas devoir à priori aider à la naissance d'un orphelin ».

« La médecine doit être au service de la vie, et dans ce cas précis, elle est certainement allée dans le sens de la volonté de la mère qui avait choisi d'avoir un enfant et qui aurait donc désiré que cet enfant lui survive », estime Mgr Julien, à propos de l'affaire américaine. Se projetant dans l'avenir, il a néanmoins ajouté : « Le seul problème, mais il n'est pas immédiat, est de savoir quelle va être la psychologie de cet enfant quand il saura qu'il est né d'une mère morte ».

— J.-Y. N.

Le gouvernement prépare des mesures transitoires dans l'application de la réforme des études médicales

MM. Alain Savary, ministre de l'Éducation nationale, Edmond Hervé, secrétaire d'État chargé de la santé, ont reçu, jeudi 31 mars, pendant près de six heures, les représentants des étudiants en médecine en grève depuis un mois et demi. A cette occasion, ils se sont engagés à prendre « les dispositions juridiques permettant d'introduire des mesures transitoires » dans l'application de la réforme des études médicales.

Dans un communiqué publié jeudi soir par l'Hôtel Matignon, les deux ministères précisent que ces « mesures porteront en particulier sur l'organisation, par chaque U.E.R., de l'examen de fin de second cycle sur la base du programme récemment distribué et sur les modalités d'accès aux certificats d'études spéciales avant leur dispersion ». Selon ce communiqué, MM. Savary et Hervé ont fait part aux étudiants grévistes, de leur « volonté d'assurer la plus large transparence des critères d'orientation entre les diverses disciplines médicales et de publier la liste des postes d'internes avant la première session d'examen de fin de second cycle ».

Un nouveau rendez-vous a été pris pour le mardi 5 avril. « Aucun engagement de la part des deux parties n'a été pris », indiquent de leur côté les étudiants. Le comité de grève inter-C.H.U. se réunit ce vendredi 1^{er} avril à Bordeaux pour étudier la suite à donner au mouvement.

PIANO: LE BON CHOIX

Location à partir de 220 F par mois.

Vente à partir de 305,39 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).

Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.

Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre d'Opéra.

hamm

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

Dans l'Aisne et dans l'Essonne

AUTODÉFENSE : DEUX MORTS

Un adolescent âgé de seize ans, dont l'identité n'a pas été révélée, a été tué, dans la nuit du 30 au 31 mars, par le vol d'un coup de feu. Le coup de feu a été tiré par un individu qui se trouvait dans la voiture d'un couple de jeunes gens (Aisne) qui avaient surpris en flagrant délit de vol. Le jeune Raymond L., son frère Bruno, âgé de vingt et un ans, Jean-Marie Morel, âgé de dix-huit ans, venaient de briser la vitre d'un magasin de cycles s'apprêtant d'une moto, lorsque M. Claude Vandamme, âgé de vingt et un ans, alerté par le bruit à aperçu le groupe de sa fenêtre et a tiré plusieurs coups de feu dans sa direction avec un carabine Winchester.

Attenté dans le dos, Raymond était porté dans la voiture du groupe, en véhicule volé dans l'Aisne, et les jeunes gens pressaient la fuite. Les policiers, rapidement alertés, les ont arrêtés un peu plus tard, alors qu'ils avaient abandonné, dans le centre de Saint-Quentin, la voiture et le corps de Raymond. Ils ont été, comme M. Vandamme, placés en garde à vue.

Alexandre Schaeffer, âgé de vingt-cinq ans, a été tué durant la même nuit, à Draveil (Essonne), par le propriétaire d'un autre magasin de cycles. Selon la police, Alexandre Schaeffer avait descellé deux barreaux d'une fenêtre et « visitait » la cave de M. Christian Cordier, âgé de trente-trois ans, quand il a été surpris, dans l'obscurité, par celui-ci, qui, réveillé par le bruit, s'était armé de son fusil de chasse. M. Cordier a déclaré aux enquêteurs qu'Alexandre Schaeffer l'avait menacé et qu'il avait tiré le jeune homme d'une décharge de charbonniers au coin.

Le marchand de cycles a été placé en garde à vue. Châssé depuis plusieurs mois, Alexandre Schaeffer était, selon la police, un toxicomane, plusieurs fois interpellé à Draveil pour usage de stupéfiants.

ARRESTATION DU RAVISSEUR DE JOSEPHINE DARD

(De notre correspondant.)

Genève. - Après six jours d'enquête des policiers suisses et français, le ravisseur de Joséphine Dard, la fille de Frédéric Dard, l'auteur de « San Antonio », a été arrêté à son domicile, dans le canton de Vaud, et l'intégralité de la rançon, 2 millions de francs suisses, a pu être récupérée.

Joséphine, âgée de douze ans et demi, avait été chloroformée puis enlevée dans la nuit du 22 au 23 mars dans la villa familiale, à Vandœuvre, aux environs de Genève. Une note rédigée en termes injurieux, réclamant la rançon, avait été déposée dans la chambre de la fillette. Au téléphone, le ravisseur demanda au père de Joséphine de se rendre dans la nuit au bord du Rhône. Là, un filin était attaché à une voiture volée. Le sac en plastique contenant la rançon y fut alors accroché par Frédéric Dard et disparut dans l'obscurité, sur l'autre rive du fleuve.

Joséphine avait été séquestrée dans un appartement d'Aunemasse (Haute-Savoie), puis dans une roulotte près d'Aire-la-Ville, aux environs de Genève. Elle a donc traversé deux fois la frontière, après avoir subi des piqûres de somnifères. Pourtant, rien ne semble avoir attiré l'attention des douaniers ni des policiers, en dépit du contrôle « renforcé » des frontières françaises.

Le ravisseur est un homme âgé de quarante-six ans, marié et père de trois enfants, travaillant dans un organisme audiovisuel chargé de tourner des films pédagogiques pour le département de l'Instruction publique de Genève. Ancien cameraman de la télévision suisse romande, il avait pu repérer les lieux lors d'un tournage de film dans l'appartement de Frédéric Dard. — I. V.

En Colombie, un important séisme fait plusieurs centaines de victimes

La ville colombienne de Popayan a vécu, le 31 mars, un jeudi saint de cauchemar. Un important tremblement de terre a en effet détruit à plus de soixante pour cent ce joyau d'architecture de l'époque coloniale espagnole situé à environ trois cent quatre-vingts kilomètres au sud-ouest de la ville de Bogota, situé au pied de la cordillère des Andes.

Dix heures seulement après la catastrophe, cent dix victimes avaient déjà été retirées des décombres et une soixantaine d'entre elles avaient été identifiées. Quelques heures plus tard, alors qu'une seconde secousse frappait la région, les équipes de secours faisaient état de deux cent quatre victimes. Selon les dernières estimations, soit officielles certes, la catastrophe pourrait avoir fait plusieurs centaines de morts, mille deux cents blessés et près de deux mille sans abri. Aucune information concernant l'identification de victimes de nationalité étrangère n'a encore été donnée officiellement.

La tragédie est survenue jeudi matin vers 8 h 15 au moment même où les habitants de Popayan et des milliers de touristes, colombiens et étrangers, s'apprêtaient à célébrer les fêtes de la semaine sainte, marquées chaque année par des processions. En quelques secondes, le tremblement de terre, d'une magnitude inférieure à 6,5 sur l'échelle de Richter, a détruit à plus de soixante pour cent cette cité de deux cent mille habitants déjà touchée dans le

passé par des séismes et des éruptions volcaniques.

Le centre historique de la ville et de nombreux quartiers périphériques ont été rasés.

Plusieurs édifices d'architecture coloniale espagnole, quelques églises, des immeubles et des centaines de maisons particulières se sont effondrés, ensevelissant leurs occupants sous les décombres. Une partie de la cathédrale, dans laquelle s'étaient, selon des témoins, rassemblés plusieurs centaines de fidèles, s'est écroulée sur les pèlerins faisant au moins une cinquantaine de victimes.

Dès l'annonce de la catastrophe, vivres, médicaments, couvertures ont été envoyés en masse sur les lieux. Mais, malgré tout, les équipes de secours éprouvent des difficultés car la ville est privée d'eau, d'électricité, de combustibles et de moyens de communications. D'autre part, la population colombienne faisant un pont de quatre jours à l'occasion de la semaine sainte, il a été relativement difficile de joindre, dans les premières heures, les responsables chargés de diriger les opérations de sauvetage et lancer des appels aux médecins. Jeudi soir, toutefois, les sauveteurs avaient pu fouiller, en compagnie du président de la République colombienne, M. Belisario Betancur, près du tiers de la ville qui est actuellement quadrillée par l'armée pour éviter les actes de pillage. — (A.F.P., U.P.I., A.P., Reuter.)

LES DÉCHETS DE SEVESO

Bonn ouvre une enquête à la demande de Paris

Après avoir empoisonné l'Italie, puis le gouvernement français, les déchets toxiques de Seveso vont-ils embarrasser les autorités d'Allemagne fédérale ? C'est la question qu'on se pose au lendemain de la mise au point faite jeudi soir 31 mars à Paris, par M^{me} Huguette Bouchard, nouveau secrétaire d'État à l'environnement. D'après M^{me} Bouchard, en effet, les autorités françaises ont obtenu les informations qu'elles possèdent sur un éventuel transfert des déchets en R.F.A. pour ne pas gêner les voisins de la France. « Nous avons dû retarder les informations que nous possédons sur cette affaire pour respecter les prérogatives de gouvernement étranger », a-t-elle déclaré jeudi en précisant que l'enquête judiciaire relative au transport français — la Spelidoc — suivait son cours.

De fait, le ministre allemand de l'Intérieur, M. Friedrich Zimmermann, qui avait d'abord demandé les informations selon lesquelles les fils de Seveso se trouvaient en territoire allemand

(le Monde du 1^{er} avril), a décidé jeudi 31 mars, à la requête du secrétaire d'État français à l'environnement, d'ouvrir une enquête sur l'éventuelle présence des déchets en R.F.A.

L'enquête menée en France, en effet, a révélé que le gérant de la Société provinciale d'élimination des déchets chimiques (Spelidoc), M. Bernard Parinaud, actuellement écroué à la maison d'arrêt de Saint-Quentin (Aisne), avait adressé une lettre en septembre 1982 à une société allemande du Bade-Wurtemberg pour qu'elle prenne en charge les fûts toxiques. Le directeur de cette firme, M. Jürgen Weber, aurait alors indiqué au transporteur français qu'il fallait déposer une demande aux autorités régionales et fédérales allemandes, ce qui lui aurait fait abandonner cette voie.

Quant à la République démocratique allemande, elle avait sollicité en septembre 1982 par « un partenaire commercial italien », elle a rejeté la demande « en raison des dangers pour l'environnement ».

L'AFFAIRE DES « GRACES » MÉDICALES

Le témoignage d'un médecin parisien contredit les déclarations de M^{me} Troisier

Le dossier des « grâces » médicales de la prison des Banquettes à Marseille s'est enrichi d'un nouvel élément jeudi 31 mars. Le professeur Christian Gisselbrecht (hôpital Saint-Louis, Paris) a, en effet, précisé dans un communiqué avoir examiné Robert Kechichian, trafiquant de drogue, à la demande du professeur Solange Troisier, ancien médecin-inspecteur de l'administration pénitentiaire : « Le 28 juillet 1981, M. Kechichian s'est présenté, alors qu'il était en liberté, à l'hôpital Saint-Louis pour un avis thérapeutique sollicité par M^{me} Troisier ». Aucun document médical, à

l'exception de la lettre d'introduction, n'ayant été fourni au professeur Gisselbrecht, celui-ci a demandé la communication du dossier de ce patient et un nouveau rendez-vous a été fixé à M. Kechichian pour le 20 août 1981. « Son état n'inspirant aucune inquiétude », afin d'examiner son dossier et « de prendre une éventuelle décision thérapeutique ». M. Gisselbrecht a été entendu comme témoin le 30 mars par le juge d'instruction.

A propos de Robert Kechichian, le professeur Troisier avait certifié, le 4 juillet 1981 : « Celui-ci est atteint d'une affection si grave que ses jours sont en danger ». Trois semaines plus tard le professeur Gisselbrecht examine Kechichian dont l'état de santé ne semblait aucunement inquiétant, même si on indique aujourd'hui à l'hôpital Saint-Louis que son état clinique était « compatible avec un lymphome étendu ». Un rendez-vous avait été pris dans le service de chirurgie plastique de l'hôpital Saint-Louis et une lettre adressée au professeur Troisier pour lui demander communication du dossier médical. Robert Kechichian, en dépit de plusieurs convocations, ne s'est plus jamais présenté à l'hôpital, et M^{me} Troisier n'a pas répondu à cette demande, réitérée quelques semaines plus tard.

Interrogé sur ce nouvel épisode d'une affaire-gigogne, l'avocat de M^{me} Troisier, M^{me} Marcel Bretagne, nous a déclaré qu'« une partie des faits sont exacts », mais qu'il est en désaccord sur l'interprétation. M^{me} Bretagne indique, d'autre part, que sa cliente rendra publique une mise au point la semaine prochaine. Mise au point d'autant plus nécessaire que M^{me} Troisier s'est toujours défendue d'avoir rédigé à propos de ce délinquant autre chose que le certificat du 4 juillet.

IV^e Biennale des Antiquaires à CANNES

au Palais des Festivals du 2 au 10 Avril 1983

tous les jours de 14 heures 30 à 20 heures



Exposition jumelée avec LA BIENNALE DES ANTIQUAIRES AU GRAND-PALAIS - PARIS

J. & M. Wehr

